

No. 11400

---

**MULTILATERAL**

**International Wheat Agreement, 1971:**

- (a) Wheat Trade Convention, 1971 (with annexes). Opened for signature at Washington from 29 March 1971 until 3 May 1971**
- (b) Food Aid Convention, 1971. Opened for signature at Washington from 29 March 1971 until 3 May 1971**

*Authentic texts: English, French, Russian and Spanish.*

*Registered by the United States of America on 9 November 1971.*

---

**MULTILATÉRAL**

**Accord international sur le blé de 1971 :**

- a) Convention sur le commerce du blé de 1971 (avec annexes). Ouverte à la signature à Washington du 29 mars 1971 au 3 mai 1971**
- b) Convention relative à l'aide alimentaire de 1971. Ouverte à la signature à Washington du 29 mars 1971 au 3 mai 1971**

*Textes authentiques : anglais, français, russe et espagnol.*

*Enregistrées par les États-Unis d'Amérique le 9 novembre 1971.*

---

## INTERNATIONAL WHEAT AGREEMENT, 1971

---

### PREAMBLE

The United Nations Wheat Conference, 1971, .

Considering that the International Wheat Agreement of 1949<sup>1</sup> was revised, renewed or extended in 1953,<sup>2</sup> 1956,<sup>3</sup> 1959,<sup>4</sup> 1962,<sup>5</sup> 1965,<sup>6</sup> 1966<sup>7</sup> and 1967,<sup>8</sup>

Considering that the provisions of the International Grains Arrangement 1967,<sup>8</sup> consisting of the Wheat Trade Convention, on the one hand, and the Food Aid Convention, on the other, will expire on 30 June 1971 and that it is desirable to conclude an Agreement for a new period,

Has agreed that this International Wheat Agreement 1971 shall consist of two separate legal instruments

(a) the Wheat Trade Convention 1971<sup>9</sup> and

(b) the Food Aid Convention 1971<sup>10</sup>

and that either the Wheat Trade Convention, 1971 or both the Wheat Trade Convention, 1971 and the Food Aid Convention, 1971, as appropriate, shall be submitted for signature, ratification, acceptance or approval, in conformity with their respective constitutional procedures, by the Governments represented at the United Nations Wheat Conference, 1971 and by the Governments of States party to the Wheat Trade Convention of the International Grains Arrangement 1967.

---

<sup>1</sup> United Nations, *Treaty Series*, vol. 203, p. 179.

<sup>2</sup> *Ibid.*, vol. 203, p. 179.

<sup>3</sup> *Ibid.*, vol. 270, p. 103.

<sup>4</sup> *Ibid.*, vol. 349, p. 167.

<sup>5</sup> *Ibid.*, vol. 444, p. 3.

<sup>6</sup> *Ibid.*, vol. 544, p. 350.

<sup>7</sup> *Ibid.*, vol. 723, p. 346.

<sup>8</sup> *Ibid.*, vol. 727, p. 3.

<sup>9</sup> See p. 48 of this volume.

<sup>10</sup> See p. 162 of this volume.

## ACCORD INTERNATIONAL SUR LE BLÉ DE 1971

## PRÉAMBULE

La Conférence des Nations Unies sur le blé, 1971,

Considérant que l'Accord international sur le blé de 1949<sup>1</sup> a été révisé, renouvelé ou reconduit en 1953<sup>2</sup>, 1956<sup>3</sup>, 1959<sup>4</sup>, 1962<sup>5</sup>, 1965<sup>6</sup>, 1966<sup>7</sup> et 1967<sup>8</sup>,

Considérant que les dispositions de l'Arrangement international sur les céréales de 1967<sup>9</sup>, composé de la Convention relative au commerce du blé, d'une part, et de la Convention relative à l'aide alimentaire, d'autre part, viennent à expiration le 30 juin 1971 et qu'il est souhaitable de conclure un accord pour une nouvelle période,

Est convenue que le présent Accord international sur le blé de 1971 sera composé de deux instruments juridiques distincts

- a) la Convention sur le commerce du blé de 1971<sup>9</sup>
- b) la Convention relative à l'aide alimentaire de 1971<sup>10</sup>

et que, soit la Convention sur le commerce du blé de 1971, soit la Convention sur le commerce du blé de 1971 et la Convention relative à l'aide alimentaire de 1971, suivant qu'il conviendra, seront soumises, conformément à leurs procédures constitutionnelles, à la signature, à la ratification, à l'acceptation ou à l'approbation des gouvernements représentés à la Conférence des Nations Unies sur le commerce du blé, 1971, ainsi que des gouvernements des États parties à la Convention relative au commerce du blé de l'Arrangement international sur les céréales de 1967.

<sup>1</sup> Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 203, p. 179.

<sup>2</sup> *Ibid.*, vol. 203, p. 179.

<sup>3</sup> *Ibid.*, vol. 270, p. 103.

<sup>4</sup> *Ibid.*, vol. 349, p. 167.

<sup>5</sup> *Ibid.*, vol. 444, p. 3.

<sup>6</sup> *Ibid.*, vol. 544, p. 351.

<sup>7</sup> *Ibid.*, vol. 723, p. 347.

<sup>8</sup> *Ibid.*, vol. 727, p. 3.

<sup>9</sup> Voir p. 49 du présent volume.

<sup>10</sup> Voir p. 163 du présent volume.

WHEAT TRADE CONVENTION,<sup>1</sup> 1971

PART I  
GENERAL  
*Article 1*  
OBJECTIVES

The objectives of this Convention are:

<sup>1</sup> Came into force definitively on 18 June 1971, with respect to all provisions other than articles 3 to 9 inclusive and article 21, and on 1 July 1971, with respect to articles 3 to 9 inclusive and article 21, among those Governments that had deposited not later than 17 June 1971 with the Government of the United States instruments of ratification, acceptance, approval or accession, or declarations of provisional application under article 24, and which held at least 60 % (exporting members) and 50 % (importing members) of the votes set out in annexes A and B, respectively, in accordance with article 26, paragraph 1.

The following is the list of States having, by 17 June 1971, deposited their instruments of ratification or accession (a), or declarations of provisional application (n):

<i>State</i>	<i>Date of deposit of instrument or declaration</i>		<i>State</i>	<i>Date of deposit of instrument or declaration</i>	
Argentina . . . . .	16 June	1971 n	Japan . . . . .	4 June	1971 n
Australia . . . . .	15 June	1971	Luxembourg . . . . .	15 June	1971 n
Barbados . . . . .	10 June	1971 a	Mauritius . . . . .	16 June	1971 a
Belgium . . . . .	17 June	1971 n	Netherlands . . . . .	17 June	1971 n
Brazil . . . . .	28 May	1971 n	Norway . . . . .	16 June	1971 n
Canada . . . . .	10 June	1971	Pakistan . . . . .	16 June	1971 n
China (Republic of) . . . . .	7 June	1971 n	Peru . . . . .	10 June	1971
Costa Rica . . . . .	16 June	1971 a	Portugal . . . . .	16 June	1971 n
Cuba . . . . .	9 June	1971 n	Saudi Arabia . . . . .	14 June	1971 n
Denmark . . . . .	15 June	1971	South Africa . . . . .	10 June	1971 a
Ecuador . . . . .	14 June	1971	Spain . . . . .	14 June	1971 a
European Economic Community . . . . .	17 June	1971 n	Sweden . . . . .	16 June	1971
Finland . . . . .	15 June	1971 n	Switzerland . . . . .	3 May	1971 n
France . . . . .	17 June	1971 n	Syrian Arab Republic . . . . .	14 June	1971 n
Germany (Federal Re- public of) . . . . .	21 May	1971 n	Union of Soviet Social- ist Republics . . . . .	25 May	1971 a
Greece . . . . .	2 June	1971 a	(With a declaration).*		
Guatemala . . . . .	17 June	1971 n	United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland . . . . .	15 June	1971
India . . . . .	15 June	1971	United States of Amer- ica . . . . .	17 June	1971 n
Ireland . . . . .	14 June	1971 a			
Italy . . . . .	16 June	1971 n			

\* For the text of the declaration, see p. 159 of this volume.

(Continued on page 50)

CONVENTION<sup>1</sup> SUR LE COMMERCE DU BLÉ DE 1971PREMIÈRE PARTIE  
GÉNÉRALITÉS*Article premier*

## OBJECTIFS

La présente Convention a pour objet :

<sup>1</sup> Entrée en vigueur à titre définitif le 18 juin 1971, pour ce qui est des dispositions autres que celles des articles 3 à 9 compris et de l'article 21, et le 1<sup>er</sup> juillet 1971, pour ce qui est des dispositions des articles 3 à 9 compris et de l'article 21, entre les Gouvernements qui avaient déposé au plus tard le 17 juin 1971 auprès du Gouvernement des États-Unis des instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, ou des déclarations d'application provisoire en application de l'article 24, et qui détenaient au moins 60 % (membres exportateurs) et 50 % (membres importateurs) des voix dénombrées dans les annexes A et B, respectivement, conformément à l'article 26, paragraphe 1.

On trouvera ci-après la liste des États qui avaient déposé, au 17 juin 1971, des instruments de ratification ou d'adhésion (a), ou des déclarations d'application provisoire (n) :

État	Date du dépôt de l'instrument ou de la déclaration	État	Date du dépôt de l'instrument ou de la déclaration
Afrique du Sud . . . . .	10 juin 1971 a	Guatemala . . . . .	17 juin 1971 n
Allemagne (République fédérale d') . . . . .	21 mai 1971 n	Inde . . . . .	15 juin 1971
Arabie Saoudite . . . . .	14 juin 1971 n	Irlande . . . . .	14 juin 1971 a
Argentine . . . . .	16 juin 1971 n	Italie . . . . .	16 juin 1971 n
Australie . . . . .	15 juin 1971	Japon . . . . .	4 juin 1971 n
Barbade . . . . .	10 juin 1971 a	Luxembourg . . . . .	15 juin 1971 n
Belgique . . . . .	17 juin 1971 n	Maurice . . . . .	16 juin 1971 a
Bésil . . . . .	28 mai 1971 n	Norvège . . . . .	16 juin 1971 n
Canada . . . . .	10 juin 1971	Pakistan . . . . .	16 juin 1971 n
Chine (République de) . . . . .	7 juin 1971 n	Pays-Bas . . . . .	17 juin 1971 n
Communauté économi- que européenne . . . . .	17 juin 1971 n	Pérou . . . . .	10 juin 1971
Costa Rica . . . . .	16 juin 1971 a	Portugal . . . . .	16 juin 1971 n
Cuba . . . . .	9 juin 1971 n	République arabe syrienne . . . . .	14 juin 1971 n
Danemark . . . . .	15 juin 1971	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord . . . . .	15 juin 1971
Équateur . . . . .	14 juin 1971	Suède . . . . .	16 juin 1971
Espagne . . . . .	14 juin 1971 a	Suisse . . . . .	3 mai 1971 n
États-Unis d'Amérique . . . . .	17 juin 1971 n	Union des Républiques socialistes soviétiques . . . . .	25 mai 1971 a
Finlande . . . . .	15 juin 1971 n	(Avec une déclara- tion.)*	
France . . . . .	17 juin 1971 n		
Grèce . . . . .	2 juin 1971 a		

\* Pour le texte de la déclaration, voir p. 159 du présent volume.

- (a) To further international co-operation in connection with world wheat problems, recognizing the relationship of the trade in wheat to the economic stability of markets for other agricultural products;
- (b) To promote the expansion of the international trade in wheat and wheat flour and to secure the freest possible flow of this trade in the interests of both exporting and importing members, and thus contribute to the development of countries, the economies of which depend on commercial sales of wheat;
- (c) To contribute to the fullest extent possible to the stability of the international wheat market in the interests of both importing and exporting members; and
- (d) To provide a framework, in conformity with Article 21 of the present Convention, for the negotiation of provisions relating to the prices of wheat and to the rights and obligations of members in respect of international trade in wheat.

(Footnote 1 continued from page 48)

Subsequently, the following States deposited an instrument of ratification or accession (*a*), or a declaration of provisional application (*n*), and the Convention came into force for those States on the date of such deposit, except when the Convention had already come into force for them as the result of the deposit of a declaration of provisional application under article 24 (see above), in accordance with article 26 (2):

<i>State</i>	<i>Date of deposit of instrument or declaration</i>		<i>State</i>	<i>Date of deposit of instrument or declaration</i>	
Kenya . . . . .	22 June	1971 <i>a</i>	United Arab Republic	13 July	1971 <i>n</i>
Lebanon . . . . .	26 October	1971 <i>a</i>	United States of Amer-		
Pakistan . . . . .	29 June	1971	ica . . . . .	24 July	1971
Saudi Arabia . . . . .	25 June	1971			

Furthermore, the Government of the United Kingdom notified the Government of the United States on 3 August 1971, in accordance with article 28 (3) of the Convention, that the rights and obligations of the Government of the United Kingdom shall apply in respect of the following territories for the international relations of which the Government of the United Kingdom are responsible:

Guernsey	Gilbert and Ellice Islands
Isle of Man	Hong Kong
British Honduras	Montserrat
Gibraltar	Seychelles

- a) De favoriser la coopération internationale en ce qui concerne les problèmes que pose le blé dans le monde, eu égard aux relations qui existent entre le commerce du blé et la stabilité économique des marchés d'autres produits agricoles;
- b) De favoriser le développement du commerce international du blé et de la farine de blé, d'assurer que ce commerce s'effectue le plus librement possible dans l'intérêt tant des membres exportateurs que des membres importateurs et de contribuer ainsi au développement des pays dont l'économie dépend de la vente commerciale du blé ;
- c) De contribuer, autant que possible, à la stabilité du marché international du blé dans l'intérêt tant des membres exportateurs que des membres importateurs, et
- d) De fournir un cadre, conformément à l'article 21 de la présente Convention, pour la négociation de dispositions relatives aux prix du blé, ainsi qu'aux droits et aux obligations des membres concernant le commerce international du blé.

(Suite de la note 1 de la page 49)

Par la suite, les États indiqués ci-après ont déposé un instrument de ratification ou d'adhésion (*a*), ou une déclaration d'application provisoire (*n*), et la Convention est entrée en vigueur pour ces États à la date dudit dépôt, sauf lorsqu'elle était déjà en vigueur pour eux par suite du dépôt d'une déclaration d'application provisoire effectué précédemment en vertu de l'article 24 (voir ci-dessus), conformément à l'article 26, paragraphe 2 :

État	Date du dépôt de l'instrument ou de la déclaration	État	Date du dépôt de l'instrument ou de la déclaration
Arabie Saoudite . . . .	25 juin 1971	Liban . . . . .	26 octobre 1971 <i>a</i>
États-Unis d'Amérique	24 juillet 1971	Pakistan . . . . .	29 juin 1971
Kenya . . . . .	22 juin 1971 <i>a</i>	République arabe unie	13 juillet 1971 <i>n</i>

En outre, le Gouvernement du Royaume-Uni a notifié le 3 août 1971 au Gouvernement des États-Unis, en application de l'article 28, paragraphe 3, de la Convention, que les droits et obligations du Gouvernement du Royaume-Uni seraient applicables aux territoires suivants dont le Gouvernement du Royaume-Uni assume les relations internationales :

Guernesey  
Ile de Man  
Honduras britannique  
Gibraltar

Iles Gilbert et Ellice  
Hong-kong  
Montserrat  
Seychelles

*Article 2*

## DEFINITIONS

For the purposes of this Convention:

(1) (a) "Council" means the International Wheat Council established by the International Wheat Agreement 1949 and continued in being by Article 10;

(b) "Member" means a party to this Convention or a territory or a group of territories in respect of which a notification has been made pursuant to paragraph (3) of Article 28;

(c) "Exporting member" means a member listed in Annex A;

(d) "Importing member" means a member listed in Annex B;

(e) "Territory" in relation to an exporting or importing member includes any territory in respect of which the rights and obligations of that member under this Convention apply under Article 28;

(f) "Executive Committee" means the Committee established under Article 15;

(g) "Advisory Sub-Committee on Market Conditions" means the Sub-Committee established under Article 16;

(h) "Grains" means wheat, rye, barley, oats, maize and sorghum;

(i) "Wheat" includes wheat grain of any description, class, type, grade or quality and, except where the context otherwise requires, wheat flour;

(j) "Crop year" means the period from 1 July to 30 June;

(k) "Bushel" means in the case of wheat sixty pounds avoirdupois or 27.2155 kilogrammes;

(l) "Metric ton", or 1,000 kilogrammes, means in the case of wheat 36.74371 bushels;

(m) (i) "Purchase" means a purchase for import of wheat exported or to be exported from an exporting member or from other than an exporting member, as the case may be, or the quantity of such wheat so purchased, as the context requires;



*Article 2*

## DÉFINITIONS

Aux fins de la présente Convention :

1. a) « Conseil » désigne le Conseil international du blé constitué par l'Accord international sur le blé de 1949 et maintenu en existence par l'article 10 ;

b) « Membre » désigne une Partie à la présente Convention ou un territoire ou groupe de territoires au sujet duquel a été faite la notification prévue au paragraphe 3 de l'article 28 ;

c) « Membre exportateur » désigne un membre nommé à l'annexe A ;

d) « Membre importateur » désigne un membre nommé à l'annexe B ;

e) « Territoire », lorsque cette expression se rapporte à un membre exportateur ou à un membre importateur, désigne tout territoire auquel s'appliquent en vertu de l'article 28 les droits et les obligations que le gouvernement de ce membre a assumés aux termes de la présente Convention ;

f) « Comité exécutif » désigne le Comité, constitué en vertu de l'article 15 ;

g) « Sous-Comité consultatif de la situation du marché » désigne le Sous-Comité constitué en vertu de l'article 16 ;

h) « Céréales » comprend le blé, le seigle, l'orge, l'avoine, le maïs et le sorgho ;

i) « Blé » désigne le blé en grain de quelque nature, catégorie, type, « grade » ou qualité que ce soit et, sauf dans les cas où le contexte l'exige autrement, la farine de blé ;

j) « Année agricole » désigne la période du 1<sup>er</sup> juillet au 30 juin ;

k) « Boisseau » désigne, dans le cas du blé, 60 livres avoirdupois soit 27,2155 kilogrammes ;

l) « Tonne métrique » ou 1 000 kilogrammes désigne, dans le cas du blé, 36,74371 boisseaux ;

m) i) « Achat » désigne, suivant le contexte, l'achat, aux fins d'importation, de blé exporté ou destiné à être exporté par un membre exportateur ou par un pays autre qu'un membre exportateur, selon le cas, ou la quantité de ce blé ainsi acheté ;

(ii) "Sale" means a sale for export of wheat imported or to be imported by an importing member or by other than an importing member, as the case may be, or the quantity of such wheat so sold, as the context requires;

(iii) Where reference is made in this Convention to a purchase or sale, it shall be understood to refer not only to purchases or sales concluded between the Governments concerned but also to purchases or sales concluded between private traders and to purchases or sales concluded between a private trader and the Government concerned. In this definition "Government" shall be deemed to include the Government of any territory in respect of which the rights and obligations of any Government ratifying, accepting, approving or acceding to this Convention apply under Article 28;

(n) Any reference in this Convention to a "Government represented at the United Nations Wheat Conference, 1971" shall be construed as including a reference to the European Economic Community (hereinafter referred to as the EEC). Accordingly, any reference in this Convention to "signature" or to the "deposit of instruments of ratification, acceptance or approval" or "an instrument of accession" or a "declaration of provisional application" by a Government shall, in the case of the EEC be construed as including signature or declaration of provisional application on behalf of the EEC by its competent authority and the deposit of the instrument required by the institutional procedures of the EEC to be deposited for the conclusion of an international agreement.

(2) All calculations of the wheat equivalent of purchases of wheat flour shall be made on the basis of the rate of extraction indicated by the contract between the buyer and the seller. If no such rate is indicated, seventy-two units by weight of wheat flour shall, for the purpose of such calculations, be deemed to be equivalent to one hundred units by weight of wheat grain unless the Council decides otherwise.

### *Article 3*

#### COMMERCIAL PURCHASES AND SPECIAL TRANSACTIONS

(1) A commercial purchase for the purposes of this Convention is a purchase as defined in Article 2 which conforms to the usual commercial practices in international trade and which does not include those transactions referred to in paragraph (2) of this Article.

ii) « Vente » désigne, suivant le contexte, la vente, aux fins d'exportation, de blé importé ou destiné à être importé par un membre importateur, ou par un pays autre qu'un membre importateur, selon le cas, ou la quantité de ce blé ainsi vendu ;

iii) Lorsqu'il est question dans la présente Convention d'un achat ou d'une vente, il est entendu que ce terme désigne non seulement des achats ou des ventes conclus entre les gouvernements intéressés, mais aussi les achats ou les ventes conclus entre des négociants privés et des achats ou des ventes conclus entre un négociant privé et le gouvernement intéressé. Dans cette définition, le terme « gouvernement » désigne le gouvernement de tout territoire auquel s'appliquent, en vertu de l'article 28, les droits et obligations que tout gouvernement assume en ratifiant, acceptant ou approuvant la présente Convention ou en y adhérant ;

n) Toute mention, dans la présente Convention, d'un « gouvernement représenté à la Conférence des Nations Unies sur le blé, 1971 » est réputée valoir aussi pour la Communauté économique européenne, ci-après dénommée « la Communauté ». En conséquence, toute mention, dans la présente Convention, de la « signature » ou du « dépôt des instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation » ou d'un « instrument d'adhésion » ou d'une « déclaration d'application provisoire » par un gouvernement, est, dans le cas de la Communauté, réputée valoir aussi pour la signature ou pour la déclaration d'application provisoire au nom de la Communauté par son autorité compétente ainsi que pour le dépôt de l'instrument requis par la procédure institutionnelle de la Communauté pour la conclusion d'un accord international.

2. Le calcul de l'équivalent en blé des achats de farine de blé est effectué sur la base du taux d'extraction indiqué par le contrat entre l'acheteur et le vendeur. Si ce taux d'extraction n'est pas indiqué, soixante-douze unités en poids de farine de blé sont considérées, aux fins de ce calcul, comme équivalent à cent unités en poids de blé en grain, sauf décision contraire du Conseil.

### Article 3

#### ACHATS COMMERCIAUX ET TRANSACTIONS SPÉCIALES

1. « Achat commercial » désigne, aux fins de la présente Convention, tout achat conforme à la définition figurant à l'article 2 et conforme aux pratiques commerciales usuelles du commerce international, à l'exclusion des transactions visées au paragraphe 2 du présent article.

(2) A special transaction for the purposes of this Convention is one which includes features introduced by the Government of a member concerned which do not conform to usual commercial practices. Special transactions include the following:

- (a) Sales on credit in which, as a result of government intervention, the interest rate, period of payment, or other related terms do not conform to the commercial rates, periods or terms prevailing in the world market;
- (b) Sales in which the funds for the purchase of wheat are obtained under a loan from the Government of the exporting member tied to the purchase of wheat;
- (c) Sales for currency of the importing member which is not transferable or convertible into currency or goods for use in the exporting member;
- (d) Sales under trade agreements with special payments arrangements which include clearing accounts for settling credit balances bilaterally through the exchange of goods, except where the exporting member and the importing member concerned agree that the sale shall be regarded as commercial;
- (e) Barter transactions:
  - (i) which result from the intervention of governments where wheat is exchanged at other than prevailing world prices, or
  - (ii) which involve sponsorship under a government purchase programme, except where the purchase of which results from a barter transaction in which the country of final destination was not named in the original barter contract;
- (f) A gift of wheat or a purchase of wheat out of a monetary grant by the exporting member made for that specific purpose;
- (g) Any other categories of transactions, as the Council may prescribe, that include features introduced by the Government of a member concerned which do not conform to usual commercial practices.

(3) Any question raised by the Executive Secretary or by any exporting or importing member as to whether a transaction is a commercial purchase as defined in paragraph (1) of this Article or a special transaction as defined in paragraph (2) of this Article shall be decided by the Council.

2. « Transaction spéciale » désigne, aux fins de la présente Convention, une transaction contenant des éléments, introduits par le gouvernement d'un membre intéressé, qui ne sont pas conformes aux pratiques commerciales usuelles. Les transactions spéciales comprennent :

- a) Les ventes à crédit dans lesquelles, par suite d'une intervention gouvernementale, le taux d'intérêt, le délai de paiement ou d'autres conditions connexes ne sont pas conformes aux taux, aux délais ou aux conditions habituellement pratiqués dans le commerce sur le marché mondial ;
- b) Les ventes dans lesquelles les fonds nécessaires à l'opération sont obtenus du gouvernement du membre exportateur sous forme d'un prêt lié à l'achat du blé ;
- c) Les ventes en devises du membre importateur, ni transférables ni convertibles en devises ou en marchandises destinées à être utilisées dans le membre exportateur ;
- d) Les ventes effectuées en vertu d'accords commerciaux avec arrangements spéciaux de paiement qui prévoient des comptes de compensation servant à régler bilatéralement les soldes créditeurs au moyen d'échange de marchandises, sauf si le membre exportateur et le membre importateur intéressés acceptent que la vente considérée comme ayant un caractère commercial ;
- e) Les opérations de troc
  - i) qui résultent de l'intervention de gouvernements et dans lesquelles le blé est échangé à des prix autres que ceux qui sont pratiqués sur le marché mondial, ou
  - ii) qui s'effectuent au titre d'un programme gouvernemental d'achats, sauf si l'achat de blé résulte d'une opération de troc dans laquelle le pays de destination finale du blé n'est pas désigné dans le contrat initial de troc ;
- f) Un don de blé ou un achat de blé au moyen d'une aide financière accordée spécialement à cet effet par le membre exportateur ;
- g) Toutes autres catégories de transactions que le Conseil pourrait spécifier et qui contiennent des éléments, introduits par le gouvernement d'un membre intéressé, qui ne sont pas conformes aux pratiques commerciales usuelles.

3. Toute question soulevée par le Secrétaire exécutif ou par un membre exportateur ou un membre importateur en vue d'établir si une transaction donnée constitue un achat commercial au sens du paragraphe 1 ou une transaction spéciale au sens du paragraphe 2 du présent article est tranchée par le Conseil.

*Article 4*

## RECORDING AND REPORTING

- (1) The Council shall keep separate records for each crop year:
- (a) for the purposes of the operation of this Convention, of all commercial purchases by members from other members and non-members and of all imports by members from other members and non-members on terms which render them special transactions; and
  - (b) of all commercial sales by members to non-members and of all exports by members to non-members on terms which render them special transactions.
- (2) The records referred to in the preceding paragraph shall be kept so that records of special transactions are separate from records of commercial transactions.
- (3) In order to facilitate the operation of the Advisory Sub-Committee on Market Conditions under Article 16, the Council shall keep records of international market prices for wheat and wheat flour and of transportation costs.
- (4) In the case of any wheat which reaches the country of final destination after re-sale in, passage through, or trans-shipment from the ports of, a country other than that in which the wheat originated, members shall to the maximum extent possible make available such information as will enable the purchase or transaction to be entered in the records referred to in paragraphs (1) and (2) of this Article as a purchase or transaction between the country of origin and the country of final destination. In the case of a re-sale, the provisions of this paragraph shall apply if the wheat originated in the country of origin during the same crop year.
- (5) The Council may authorize purchases to be recorded for a crop year if:
- (a) the loading period involved is within a reasonable time up to one month, to be decided by the Council, before the beginning or after the end of that crop year; and
  - (b) the two members concerned so agree.
- (6) For the purpose of this Article:
- (a) members shall send the Executive Secretary such information concerning the quantities of wheat involved in commercial sales and pur-

*Article 4*

## ENREGISTREMENT ET NOTIFICATION

1. Le Conseil enregistre séparément pour chaque année agricole :

- a) aux fins de l'application de la présente Convention, tous les achats commerciaux effectués par des membres auprès d'autres membres et non-membres et toutes les importations des membres en provenance d'autres membres et non-membres à des conditions qui en font des transactions spéciales, et
- b) toutes les ventes commerciales qui sont effectuées par des membres à des non-membres et toutes les exportations de membres à destination de non-membres à des conditions qui en font des transactions spéciales.

2. Les registres visés au paragraphe précédent sont tenus de façon que l'enregistrement des transactions spéciales soit distinct de l'enregistrement des transactions commerciales.

3. Pour faciliter le travail du Sous-Comité consultatif de la situation du marché prévu à l'article 16, le Conseil enregistre les prix du marché international du blé et de la farine de blé et les frais de transport.

4. S'il s'agit de blé qui arrive au pays de destination finale après revente, passage ou transbordement portuaire dans un pays autre que celui dont le blé est originaire, les membres fournissent dans toute la mesure du possible des renseignements permettant d'enregistrer l'achat ou la transaction mentionnés aux paragraphes 1 et 2 du présent article en tant qu'achat ou transaction entre le pays d'origine et le pays de destination finale. En cas de revente, les dispositions du présent paragraphe ne sont applicables que si le blé est parti du pays d'origine pendant l'année agricole en cause.

5. Le Conseil peut autoriser l'enregistrement d'achats pour une année agricole :

- a) Si la période de chargement considérée est comprise dans un délai raisonnable, ne dépassant pas un mois, à fixer par le Conseil, avant le début ou après la fin de l'année agricole, et
- b) Si les deux membres intéressés sont d'accord.

6. Aux fins du présent article,

- a) les membres adressent au Secrétaire exécutif tous les renseignements relatifs aux quantités de blé ayant fait l'objet de ventes et achats com-

chases and special transactions as the Council within its competence may require, including:

- (i) in relation to special transactions, such detail of the transactions as will enable them to be classified in accordance with Article 3;
  - (ii) in respect of wheat, such information as may be available as to the type, class, grade and quality, and the quantities relating thereto.
  - (iii) in respect of flour, such information as may be available to identify the quality of the flour and the quantities relating to each separate quality;
- (b) members when exporting on a regular basis, and such other members as the Council shall decide, shall send to the Executive Secretary such information relating to prices of commercial and, where available, special transactions in such descriptions, classes, types, grades and qualities of wheat and wheat flour as the Council may require;
- (c) the Council shall obtain regular information on currently prevailing transportation costs, and members shall to the extent practicable report such supplementary information as the Council may require.

(7) The Council shall make rules of procedure for the reports and records referred to in this Article. Those rules shall prescribe the frequency and the manner in which those reports shall be made and shall prescribe the duties of members with regard thereto. The Council shall also make provision for the amendment of any records or statements kept by it, including provision for the settlement of any dispute arising in connection therewith. If any member repeatedly and unreasonably fails to make reports as required by this Article, the Executive Committee shall arrange consultations with that member to remedy the situation.

### *Article 5*

#### ESTIMATES OF REQUIREMENTS AND AVAILABILITY OF WHEAT

(1) By 1 October in the case of Northern Hemisphere countries and 1 February in the case of Southern Hemisphere countries, each importing member shall notify the Council of its estimate of its commercial import requirements of wheat in that crop year. Any importing member may



merciaux et de transactions spéciales, dont le Conseil, en fonction de ses compétences, pourrait avoir besoin, y compris :

- i) en ce qui concerne les transactions spéciales, les détails de ces transactions, permettant de les classer selon les catégories définies à l'article 3 ;
  - ii) en ce qui concerne le blé, les détails disponibles concernant le type, la catégorie, le « grade » et la qualité, ainsi que les quantités en cause ;
  - iii) en ce qui concerne la farine, les indications disponibles permettant d'identifier la qualité de la farine et les quantités de chaque qualité ;
- b) Les membres, lorsqu'ils exportent sur une base régulière, et les autres membres pour lesquels le Conseil en aura ainsi décidé, sont tenus d'envoyer au Secrétaire exécutif tous renseignements relatifs aux prix des transactions commerciales et, lorsqu'ils sont disponibles, des transactions spéciales concernant toute nature, catégorie, type, « grade » ou qualité de blé et de farine de blé, dont le Conseil pourrait avoir besoin ;
- c) Le Conseil reçoit régulièrement des renseignements sur les frais de transport en vigueur, et les membres sont tenus, dans toute la mesure du possible, de communiquer au Conseil tous renseignements complémentaires dont il pourrait avoir besoin.

7. Le Conseil établit un règlement concernant les notifications et les registres dont il est question dans le présent article. Ce règlement fixe la fréquence et les modalités suivant lesquelles ces notifications doivent être faites et définit les obligations des membres à cet égard. Le Conseil arrête également la procédure de modification des registres et relevés dont il assure la tenue, ainsi que les modes de règlement de tout différend pouvant surgir à cet égard. Si un membre quelconque manque de façon répétée et sans justification aux engagements de notification contractés en vertu du présent article, le Comité exécutif engage des consultations avec le membre en cause afin de remédier à la situation.

### Article 5

#### ÉVALUATION DES BESOINS ET DES DISPONIBILITÉS EN BLÉ

1. Au 1<sup>er</sup> octobre, pour les pays de l'hémisphère nord, et au 1<sup>er</sup> février, pour les pays de l'hémisphère sud, chaque membre importateur notifie au Conseil les évaluations de ses besoins d'importations commerciales de blé pendant l'année agricole. Tout membre importateur peut notifier par la suite

thereafter notify the Council of any changes it may desire to make in its estimate.

(2) By 1 October in the case of Northern Hemisphere countries and 1 February in the case of Southern Hemisphere countries, each exporting member shall notify the Council of its estimate of the wheat it will have available for export in that crop year. Any exporting member may thereafter notify the Council of any changes it may desire to make in its estimate.

(3) All estimates notified to the Council shall be used for the purpose of the administration of this Convention and may only be made available to exporting and importing members on such conditions as the Council may prescribe. Estimates submitted in accordance with this Article shall in no way be binding.

### *Article 6*

#### CONSULTATIONS ON MARKET CONDITIONS

(1) If the Advisory Sub-Committee on Market Conditions, in the course of its continuous review of the market under paragraph (2) of Article 16, is of the opinion that a situation of market instability has arisen or threatens imminently to arise, or if such a situation is called to the Advisory Sub-Committee's attention by the Executive Secretary on his own initiative or at the request of any exporting or importing member it shall immediately report the facts concerned to the Executive Committee. The Advisory Sub-Committee shall in so informing the Executive Committee give particular regard to those circumstances which have brought about, or threaten to bring about, the situation of market instability, including price fluctuations. The Executive Committee shall meet within five market days to review the situation and to consider whether it would be possible to arrive at mutually acceptable solutions.

(2) The Executive Committee shall, if it considers it appropriate, inform the Chairman of the Council who may convene a session of the Council to review the situation.

### *Article 7*

#### DISPUTES AND COMPLAINTS

(1) Any dispute concerning the interpretation or application of this Convention which is not settled by negotiation shall, at the request of any member which is a party to the dispute, be referred to the Council for decision.

au Conseil toutes modifications qu'il désire apporter à ses évaluations.

2. Au 1<sup>er</sup> octobre, pour les pays de l'hémisphère nord, et au 1<sup>er</sup> février, pour les pays de l'hémisphère sud, chaque membre exportateur notifie au Conseil ses évaluations des quantités de blé qu'il pourra exporter pendant l'année agricole. Tout membre exportateur peut notifier par la suite au Conseil toutes modifications qu'il désire apporter à ses évaluations.

3. Toutes les évaluations notifiées au Conseil sont utilisées pour les besoins de l'administration de la présente Convention et ne peuvent être communiquées aux membres exportateurs et aux membres importateurs que dans les conditions fixées par le Conseil. Les évaluations présentées en vertu du présent article ne constituent en aucune façon des engagements.

#### *Article 6*

##### CONSULTATIONS SUR LA SITUATION DU MARCHÉ

1. Si le Sous-Comité consultatif de la situation du marché, au cours de l'examen permanent du marché qu'il effectue en application du paragraphe 2 de l'article 16, est d'avis qu'une situation d'instabilité du marché s'est produite ou est imminente, ou si une telle situation est signalée à l'attention du Sous-Comité consultatif par le Secrétaire exécutif, de sa propre initiative ou à la demande de tout membre exportateur ou importateur, le Sous-Comité consultatif rend immédiatement compte au Comité exécutif des faits en question. Le Sous-Comité consultatif, en informant de la sorte le Comité exécutif, tient particulièrement compte des circonstances qui ont provoqué ou qui menacent de provoquer la situation d'instabilité du marché, y compris les fluctuations de prix. Le Comité exécutif se réunit dans les cinq jours ouvrables pour analyser la situation et pour examiner s'il serait possible d'arriver à des solutions mutuellement acceptables.

2. Le Comité exécutif, s'il le juge approprié, informe le Président du Conseil, qui peut convoquer une session du Conseil pour faire le point de la situation.

#### *Article 7*

##### DIFFÉRENDS ET PLAINTES

1. Tout différend relatif à l'interprétation ou à l'application de la présente Convention qui n'a pu être réglé par voie de négociation est, à la demande de tout membre qui est partie au différend, déféré au Conseil pour décision.

(2) Any member which considers that its interests as a party to this Convention have been seriously prejudiced by actions of any one or more members affecting the operation of this Convention may bring the matter before Council. In such a case, the Council shall immediately consult with the members concerned in order to resolve the matter. If the matter is not resolved through such consultations, the Council shall consider the matter further and may make recommendations to the members concerned.

### Article 8

#### ANNUAL REVIEW OF THE WORLD WHEAT SITUATION

(1) (a) In the furtherance of the objectives of this Convention as set forth in Article 1, the Council shall annually review the world wheat situation and shall inform members of the effects upon the international trade in wheat of the facts which emerge from the review, in order that these effects be kept in mind by these members in determining and administering their internal agricultural and price policies.

(b) The review shall be carried out in the light of information obtainable in relation to national production, stocks, consumption, prices and trade, including both commercial and special transactions of wheat.

(c) Each member may submit to the Council information which is relevant to the annual review of the world wheat situation and is not already available to the Council either directly or through the appropriate organization in the United Nations system including the United Nations Conference on Trade and Development (UNCTAD) and the Food and Agriculture Organization of the United Nations (FAO).

(2) In carrying out the annual review, the Council shall consider the means through which the consumption of wheat may be increased, and may undertake, in co-operation with members, studies of such matters as:

(a) factors affecting the consumption of wheat in various countries, and

(b) means of achieving increased consumption, particularly in countries where the possibility of increased consumption is found to exist.

(3) For the purposes of this Article, the Council shall take into account work done on grains by UNCTAD and the FAO and by other intergovernmental organizations, in order to avoid duplication of work, and may,

2. Tout membre qui estime que ses intérêts en tant que partie à la présente Convention sont sérieusement lésés du fait qu'un ou plusieurs membres ont pris des mesures de nature à compromettre le fonctionnement de la présente Convention peut en saisir le Conseil. Le Conseil consulte immédiatement les membres intéressés afin de régler la question. Si la question n'est pas réglée par ces consultations, le Conseil examine plus avant la question et peut faire des recommandations aux membres intéressés.

### Article 8

#### EXAMEN ANNUEL DE LA SITUATION DU BLÉ DANS LE MONDE

1. *a)* Poursuivant les objectifs de la présente Convention tels qu'ils sont définis à l'article premier, le Conseil étudie chaque année la situation du blé dans le monde et informe les membres des répercussions que les faits qui se dégagent de cet examen exercent sur le commerce mondial du blé, afin que les gouvernements de ces membres les aient à l'esprit lorsqu'ils déterminent et appliquent leur politique intérieure en matière d'agriculture et de prix ;

*b)* L'examen s'effectue en fonction des renseignements dont on dispose au sujet de la production nationale, des stocks, de la consommation, des prix et du commerce du blé, y compris les transactions commerciales et les transactions spéciales ;

*c)* Tout membre peut communiquer au Conseil des renseignements en rapport avec l'examen annuel de la situation du blé dans le monde qui ne sont pas déjà parvenus au Conseil soit directement, soit par l'intermédiaire de l'organisation appropriée du système des Nations Unies, y compris la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO).

2. En procédant à l'examen annuel, le Conseil recherche les moyens permettant de stimuler la consommation de blé et peut entreprendre, en coopération avec les membres, des études portant notamment :

*a)* sur les facteurs qui influencent la consommation de blé dans divers pays et

*b)* sur les moyens permettant de stimuler la consommation, notamment dans les pays où l'on constate qu'il est possible de l'accroître.

3. Aux fins du présent article, le Conseil tient compte des travaux concernant les céréales effectués par la CNUCED et la FAO, ainsi que par les autres organisations intergouvernementales, afin d'éviter le double emploi ; il

without prejudice to the generality of paragraph (1) of Article 20, make such arrangements regarding co-operation in any of its activities at it considers desirable with such intergovernmental organizations and also with any Governments of Members of the United Nations or of the specialized agencies not party to this Convention which have a substantial interest in the international trade in grains.

(4) Nothing in this Article shall prejudice the complete liberty of action of any member in the determination and administration of its internal agricultural and price policies.

### *Article 9*

#### GUIDELINES RELATING TO CONCESSIONAL TRANSACTIONS

(1) Members undertake to conduct any concessional transactions in wheat in such a way as to avoid harmful interference with normal patterns of production and international commercial trade.

(2) To this end members shall undertake appropriate measures to ensure that concessional transactions are additional to commercial sales which could reasonably be anticipated in the absence of such transactions. Such measures shall be consistent with the Principles of Surplus Disposal and Guiding Lines recommended by the FAO and may provide that a specified level of commercial imports of wheat, agreed with the recipient country, be maintained on a global basis by that country. In establishing or adjusting this level full regard shall be had to the commercial import levels in a representative period and to the economic circumstances of the recipient country, including, in particular, its balance-of-payments situation.

(3) Members, when engaging in concessional export transactions, shall consult with exporting members whose commercial sales might be affected by such transactions, to the maximum possible extent before such arrangements are concluded with recipient countries.

(4) The Executive Committee shall furnish an annual report to the Council on developments in concessional transactions in wheat.

peut, sans préjudice de la portée du paragraphe 1 de l'article 20, conclure les arrangements qu'il juge souhaitables en vue d'une collaboration pour l'une quelconque de ses activités avec ces organisations intergouvernementales, ainsi qu'avec les gouvernements d'États membres de l'Organisation des Nations Unies ou des institutions spécialisées, non parties à la présente Convention, qui ont un intérêt substantiel dans le commerce international des céréales.

4. Le présent article ne porte atteinte en aucune façon à la complète liberté d'action dont jouit tout membre dans l'élaboration et l'application de sa politique intérieure en matière d'agriculture et de prix.

### *Article 9*

#### DIRECTIVES CONCERNANT LES TRANSACTIONS À DES CONDITIONS DE FAVEUR

1. Les membres s'engagent à effectuer toutes transactions à des conditions de faveur portant sur le blé de manière à éviter tout préjudice à la structure normale de la production et du commerce international.

2. A cette fin, les membres prendront les mesures qui s'imposent pour faire en sorte que les transactions à des conditions de faveur s'ajoutent aux ventes commerciales raisonnablement prévisibles en l'absence de telles transactions. De telles mesures devront être conformes aux Principes et directives recommandés en matière d'écoulement des excédents par la FAO et pourront disposer qu'un niveau déterminé d'importations commerciales de blé, convenu avec le pays bénéficiaire, sera maintenu sur une base globale par ce pays. En formulant ou en ajustant ce niveau, il conviendra de tenir pleinement compte du volume des importations commerciales au cours d'une période représentative, ainsi que de la situation économique du pays bénéficiaire, notamment de la situation de sa balance des paiements.

3. Les membres, lorsqu'ils effectuent des opérations d'exportation à des conditions de faveur, doivent entrer en consultation avec les membres exportateurs dont les ventes commerciales pourraient être touchées par de telles transactions, autant que possible avant de conclure les arrangements nécessaires avec les pays bénéficiaires.

4. Le Comité exécutif saisira le Conseil d'un rapport annuel sur les faits nouveaux en matière de transactions de blé à des conditions de faveur.

## PART II

## ADMINISTRATION

*Article 10*

## CONSTITUTION OF THE COUNCIL

(1) The international Wheat Council, established by the International Wheat Agreement 1949, shall continue in being for the purpose of administering this Convention with the membership, powers and functions provided in this Convention.

(2) Each exporting and importing member shall be a voting member of the Council and may be represented at its meetings by one delegate, alternates, and advisers.

(3) Such intergovernmental organizations as the Council may decide to invite to any of its meetings may each have one non-voting representative in attendance at those meetings.

(4) The Council shall elect a Chairman and Vice-Chairman who shall hold office for one crop year. The Chairman shall have no vote and the Vice-Chairman shall have no vote while acting as Chairman.

*Article 11*

## POWERS AND FUNCTIONS OF THE COUNCIL

(1) The Council shall establish its Rules of Procedure.

(2) The Council shall keep such records as are required by the terms of this Convention and may keep such other records as it considers desirable.

(3) The Council shall publish an annual report and may also publish any other information (including, in particular, its annual review or any part or summary thereof) concerning matters within the scope of this Convention.

(4) In addition to the powers and functions specified in this Convention the Council shall have such other powers and perform such other functions as are necessary to carry out the terms of this Convention.

(5) The Council may, by two-thirds of the votes cast by the exporting members and two-thirds of the votes cast by the importing members delegate



## DEUXIÈME PARTIE

## ADMINISTRATION

*Article 10*

## CONSTITUTION DU CONSEIL

1. Le Conseil international du blé, constitué en vertu de l'Accord international sur le blé de 1949, continue à exister aux fins de l'application de la présente Convention avec la composition, les pouvoirs et les fonctions prévus par ladite Convention.

2. Tout membre exportateur ou importateur est membre votant du Conseil et peut être représenté aux réunions par un délégué, des suppléants et des conseillers.

3. Toute organisation intergouvernementale que le Conseil aura décidé d'inviter à une ou plusieurs de ses réunions pourra déléguer un représentant qui assistera à ces réunions sans droit de vote.

4. Le Conseil élit un président et un vice-président qui restent en fonctions pendant une année agricole. Le Président ne jouit pas du droit de vote et le Vice-Président ne jouit pas du droit de vote lorsqu'il fait fonction de président.

*Article 11*

## POUVOIRS ET FONCTIONS DU CONSEIL

1. Le Conseil établit son règlement intérieur.

2. Le Conseil tient les registres prévus par les dispositions de la présente Convention et peut tenir tous autres registres qu'il juge souhaitables.

3. Le Conseil publie un rapport annuel. Il peut aussi publier toute autre information (et notamment, en totalité ou en partie, son étude annuelle ou un résumé de cette étude) sur des questions relevant de la présente Convention.

4. Outre les pouvoirs et fonctions spécifiés dans la présente Convention, le Conseil jouit des autres pouvoirs et exerce les autres fonctions nécessaires pour assurer l'application de la présente Convention.

5. Le Conseil peut, à la majorité des deux tiers des voix exprimées par les membres exportateurs et des deux tiers des voix exprimées par les

to any of its committees or to the Executive Secretary the exercise of powers or functions other than those relating to the budget and assessment of contributions contained in paragraphs (2) and (3) of Article 19. The Council may at any time revoke such delegation by a majority of the votes cast. Any decision made under any powers or functions delegated by the Council in accordance with this paragraph shall be subject to review by the Council at the request of any exporting or importing members made within a period which the Council shall prescribe. Any decision in respect of which no request for review has been made within the prescribed period shall be binding on all members.

(6) In order to enable the Council to discharge its functions under this Convention, the Council may request, and members undertake to supply, such statistics and information as are necessary for this purpose.

### *Article 12*

#### VOTES

(1) The exporting members shall together hold 1,000 votes and the importing members shall together hold 1,000 votes.

(2) The votes to be exercised by the respective delegations of exporting members on the Council shall be those specified in Annex A.

(3) The votes to be exercised by the respective delegations of importing members on the Council shall be those specified in Annex B.

(4) Any exporting member may authorize any other exporting member, and any importing member may authorize any other importing member, to represent its interests and to exercise its votes at any meeting or meetings of the Council. Satisfactory evidence of such authorization shall be submitted to the Council.

(5) If at any meeting of the Council an exporting member or an importing member is not represented by an accredited delegate and has not authorized another member to exercise its votes in accordance with paragraph (4) of this Article, and if at the date of any meeting any member has forfeited, has been deprived of, or has recovered its votes under any provisions of this Convention, the total votes to be exercised by the exporting members shall be adjusted to a figure equal to the total of votes to be exercised at that meeting by the importing members and redistributed among exporting members in proportion to their votes.

membres importateurs, déléguer à un quelconque de ses comités ou au Secrétaire exécutif l'exercice de pouvoirs ou fonctions autres que les pouvoirs et fonctions relatifs au budget et à la fixation des cotisations, énoncés aux paragraphes 2 et 3 de l'article 19. Le Conseil peut à tout moment rappeler cette délégation de pouvoirs à la majorité des voix exprimées. Toute décision prise en vertu de tous pouvoirs ou fonctions délégués par le Conseil, conformément aux dispositions du présent paragraphe, est sujette à révision de la part du Conseil, à la demande de tout membre exportateur ou de tout membre importateur, dans les délais que le Conseil prescrit. Toute décision au sujet de laquelle il n'est pas présenté de demande de réexamen dans les délais prescrits lie tous les membres.

6. Afin de pouvoir s'acquitter de ses fonctions en vertu de la présente Convention, le Conseil peut demander les statistiques et les renseignements dont il a besoin, et les membres s'engagent à les lui fournir.

## Article 12

### VOIX

1. Les membres exportateurs détiennent ensemble 1 000 voix et les membres importateurs détiennent ensemble 1 000 voix.

2. Chacune des délégations de membres exportateurs siégeant au Conseil détient les voix indiquées à l'annexe A.

3. Chacune des délégations de membres importateurs siégeant au Conseil détient les voix indiquées à l'annexe B.

4. Tout membre exportateur peut autoriser un autre membre exportateur, et tout membre importateur peut autoriser un autre membre importateur, à représenter ses intérêts et à exercer son droit de vote à une ou plusieurs réunions du Conseil. Une preuve suffisante de cette autorisation est présentée au Conseil.

5. Si, à la date d'une réunion du Conseil, un membre exportateur ou un membre importateur n'est pas représenté par un délégué accrédité et n'a pas habilité un autre membre à exercer son droit de vote conformément au paragraphe 4 du présent article, ou si, à la date d'une réunion, un membre est déchu de son droit de vote, a perdu son droit de vote ou l'a recouvré, en vertu d'une disposition de la présente Convention, le total des voix que peuvent exprimer les membres exportateurs est ajusté à un chiffre égal à celui du total des voix que peuvent exprimer, à cette réunion, les membres importateurs et est redistribué entre les membres exportateurs en proportion des voix qu'ils détiennent.

(6) Whenever any country becomes or any member ceases to be a party to this Convention, the Council shall redistribute the votes within either Annex A or Annex B, as the case may be, proportionally to the number of votes held by each member listed in that Annex.

(7) No exporting or importing member shall have less than one vote and there shall be no fractional votes.

### *Article 13*

#### SEAT, SESSIONS AND QUORUM

(1) The seat of the Council shall be London unless the Council decides otherwise.

(2) The Council shall meet at least once during each half of each crop year and at such other times as the Chairman may decide, or as otherwise required by this Convention.

(3) The Chairman shall convene a session of the Council if so requested by (a) five members or (b) one or more members holding a total of not less than 10 per cent of the total votes or (c) the Executive Committee.

(4) The presence of delegates with a majority of the votes held by the exporting members and a majority of the votes held by the importing members prior to any adjustment of votes under Article 12 shall be necessary to constitute a quorum at any meeting of the Council.

### *Article 14*

#### DECISIONS

(1) Except where otherwise specified in this Convention, decisions of the Council shall be by a majority of the votes cast by the exporting members and a majority of the votes cast by the importing members, counted separately.

(2) Each member undertakes to accept as binding all decisions of the Council under the provisions of this Convention.

6. Toutes les fois qu'un pays devient partie à la présente Convention ou qu'un membre cesse de l'être, le Conseil redistribue les voix attribuées soit à l'annexe A, soit à l'annexe B, selon le cas, proportionnellement au nombre de voix détenues par chacun des pays énumérés dans ladite annexe.

7. Tout membre exportateur ou tout membre importateur dispose d'au moins une voix ; il n'y a pas de fraction de voix.

### Article 13

#### SIÈGE, SESSIONS ET QUORUM

1. Le siège du Conseil est Londres, sauf décision contraire du Conseil.

2. Le Conseil se réunit au cours de chaque année agricole au moins une fois par semestre et à tous autres moments sur décision du Président ou comme l'exigent les dispositions de la présente Convention.

3. Le Président convoque une session du Conseil si la demande lui en est faite : *a*) par cinq membres, ou *b*) par un ou plusieurs membres détenant au total au moins dix pour cent de l'ensemble des voix, ou *c*) par le Comité exécutif.

4. A toute réunion du Conseil, la présence de délégués possédant, avant tout ajustement du nombre des voix en vertu de l'article 12, la majorité des voix détenues par les membres exportateurs et la majorité des voix détenues par les membres importateurs est nécessaire pour constituer le quorum.

### Article 14

#### DÉCISIONS

1. Sauf disposition contraire de la présente Convention, les décisions du Conseil sont prises à la majorité des voix exprimées par les membres exportateurs et à la majorité des voix exprimées par les membres importateurs, comptées séparément.

2. Tout membre s'engage à considérer comme ayant force obligatoire toutes les décisions prises par le Conseil en vertu des dispositions de la présente Convention.

*Article 15*

## EXECUTIVE COMMITTEE

(1) The Council shall establish an Executive Committee. The members of the Executive Committee shall be not more than four exporting members elected annually by the exporting members and not more than eight importing members elected annually by the importing members. The Council shall appoint the Chairman of the Executive Committee and may appoint a Vice-Chairman.

(2) The Executive Committee shall be responsible to and work under the general direction of the Council. It shall have such powers and functions as are expressly assigned to it under this Convention and such other powers and functions as the Council may delegate to it under paragraph (5) of Article 11.

(3) The exporting members on the Executive Committee shall have the same total number of votes as the importing members. The votes of the exporting members on the Executive Committee shall be divided among them as they shall decide, provided that no such exporting member shall have more than 40 per cent of the total votes of those exporting members. The votes of the importing members on the Executive Committee shall be divided among them as they shall decide, provided that no such importing member shall have more than 40 per cent of the total votes of those importing members.

(4) The Council shall prescribe rules of procedure regarding voting in the Executive Committee and may make such other provision regarding rules of procedure in the Executive Committee as it thinks fit. A decision of the Executive Committee shall require the same majority of votes as this Convention prescribes for the Council when making a decision on a similar matter.

(5) Any exporting or importing member which is not a member of the Executive Committee may participate, without voting, in the discussion of any question before the Executive Committee whenever the latter considers that the interests of that member are affected.

*Article 16*

## ADVISORY SUB-COMMITTEE ON MARKET CONDITIONS

(1) The Executive Committee shall establish an Advisory Sub-Committee on Market Conditions consisting of technical representatives of not more

*Article 15*

## COMITÉ EXÉCUTIF

1. Le Conseil établit un Comité exécutif. Ce Comité exécutif est composé de quatre membres exportateurs au plus, élus tous les ans par les membres exportateurs, et de huit membres importateurs au plus, élus tous les ans par les membres importateurs. Le Conseil nomme le président du Comité exécutif et peut nommer un vice-président.

2. Le Comité exécutif est responsable devant le Conseil et fonctionne sous la direction générale du Conseil. Il a les pouvoirs et fonctions qui lui sont expressément assignés par la présente Convention et tels autres pouvoirs et fonctions que le Conseil peut lui déléguer en vertu du paragraphe 5 de l'article 11.

3. Les membres exportateurs siégeant au Comité exécutif ont le même nombre total de voix que les membres importateurs. Les voix des membres exportateurs siégeant au Comité exécutif sont réparties entre eux de la façon qu'ils décident, à condition qu'aucun de ces membres exportateurs ne détienne plus de quarante pour cent du total des voix de ces membres exportateurs. Les voix des membres importateurs siégeant au Comité exécutif sont réparties entre eux de la façon qu'ils décident, à condition qu'aucun de ces membres importateurs ne détienne plus de quarante pour cent du total des voix de ces membres importateurs.

4. Le Conseil fixe les règles de procédure de vote au sein du Comité exécutif et adopte les autres clauses qu'il juge utile d'insérer dans le règlement intérieur du Comité exécutif. Une décision du Comité exécutif doit être prise à la même majorité des voix que celle que la présente Convention prévoit pour le Conseil lorsque celui-ci prend une décision sur une question semblable.

5. Tout membre exportateur ou tout membre importateur qui n'est pas membre du Comité exécutif peut participer, sans droit de vote, à la discussion de toute question dont est saisi le Comité exécutif, chaque fois que celui-ci considère que les intérêts de ce membre sont en cause.

*Article 16*

## SOUS-COMITÉ CONSULTATIF DE LA SITUATION DU MARCHÉ

1. Le Comité exécutif établit un Sous-Comité consultatif de la situation du marché, composé de représentants techniques de cinq membres exportateurs

than five exporting members and of not more than five importing members. The Chairman of the Advisory Sub-Committee shall be appointed by the Executive Committee.

(2) The Advisory Sub-Committee shall keep under continuous review current market conditions and shall report to the Executive Committee as provided in Article 6. The Advisory Sub-Committee shall, in the exercise of its functions, take into account any representations made by any exporting or importing member.

(3) Any member which is not a member of the Advisory Sub-Committee may participate in the discussion of any question before the Advisory Sub-Committee whenever the latter considers that the interests of that member are directly affected.

(4) The Advisory Sub-Committee shall advise in accordance with the relevant Articles of this Convention and on such other matters as the Council or the Executive Committee may refer to it, including such matters as the Council may refer to it under Article 21 of this Convention.

#### *Article 17*

##### SECRETARIAT

(1) The Council shall have a Secretariat consisting of an Executive Secretary, who shall be its chief administrative officer, and such staff as may be required for the work of the Council and its Committees.

(2) The Council shall appoint the Executive Secretary who shall be responsible for the performance of the duties devolving upon the Secretariat in the administration of this Convention and for the performance of such other duties as are assigned to him by the Council and its Committees.

(3) The staff shall be appointed by the Executive Secretary in accordance with regulations established by the Council.

(4) It shall be a condition of employment of the Executive Secretary and of the staff that they do not hold or shall cease to hold financial interest in the trade in wheat and that they shall not seek or receive instructions regarding their duties under this Convention from any Government or from any other authority external to the Council.



au plus et de cinq membres importateurs au plus. Le Président du Sous-Comité consultatif est désigné par le Comité exécutif.

2. Le Sous-Comité consultatif examine en permanence la situation courante du marché, et il rend compte au Comité exécutif conformément aux dispositions de l'article 6. Le Sous-Comité consultatif, dans l'exercice de ses fonctions, tient compte de toutes représentations qui lui sont faites par tout membre exportateur ou importateur.

3. Tout membre qui ne fait pas partie du Sous-Comité consultatif peut participer à la discussion de toute question dont le Sous-Comité consultatif est saisi, chaque fois que ce dernier considère que les intérêts du membre en question sont directement en jeu.

4. Le Sous-Comité consultatif émet des avis conformément aux articles pertinents de la présente Convention, ainsi que sur toutes autres questions que le Conseil ou le Comité exécutif peut lui renvoyer, y compris celles que le Conseil peut lui soumettre aux termes de l'article 21 de la présente Convention.

### *Article 17*

#### SECRETARIAT

1. Le Conseil dispose d'un secrétariat composé d'un secrétaire exécutif, qui est son plus haut fonctionnaire, et du personnel nécessaire aux travaux du Conseil et de ses comités.

2. Le Conseil nomme le secrétaire exécutif, qui est responsable de l'accomplissement des tâches dévolues au secrétariat pour l'administration de la présente Convention et de telles autres tâches qui lui sont assignées par le Conseil et ses comités.

3. Le personnel est nommé par le secrétaire exécutif conformément aux règles établies par le Conseil.

4. Il est imposé comme condition d'emploi au secrétaire exécutif et au personnel de ne pas détenir d'intérêt financier ou de renoncer à tout intérêt financier dans le commerce du blé, et de ne solliciter ni recevoir d'un gouvernement ou d'une autorité extérieure au Conseil des instructions relatives aux fonctions qu'ils exercent aux termes de la présente Convention.

*Article 18*

## PRIVILEGES AND IMMUNITIES

(1) The Council shall have legal personality. It shall in particular have the capacity to contract, acquire and dispose of movable and immovable property and to institute legal proceedings.

(2) The status, privileges and immunities of the Council in the territory of the United Kingdom shall continue to be governed by the headquarters Agreement between the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland and the International Wheat Council signed at London on 28 November 1968.<sup>1</sup>

(3) The Agreement referred to in paragraph (2) of this Article shall be independent of the present Convention. It shall however terminate:

- (a) by agreement between the Government of the United Kingdom of Great Britain and the Council, or
- (b) in the event of the seat of the Council being moved from the United Kingdom, or
- (c) in the event of the Council ceasing to exist.

(4) In the event of the seat of the Council being moved from the United Kingdom, the Government of the member in which the seat of the Council is situated shall conclude with the Council an international agreement relating to the status, privileges and immunities of the Council, its Executive Secretary, its staff and representatives of members at meetings convened by the Council.

*Article 19*

## FINANCE

(1) The expenses of delegations to the Council and of representatives on its Committees and Sub-Committees shall be met by their respective Governments. The other expenses necessary for the administration of this Convention shall be met by annual contributions from the exporting and importing members. The contribution of each such member for each crop year shall be in the proportion which the number of its votes bears to the total of the votes of the exporting and importing members at the beginning of that crop year.

<sup>1</sup> United Nations, *Treaty Series*, vol. 668, p. 3.

*Article 18*

## PRIVILÈGES ET IMMUNITÉS

1. Le Conseil a la personnalité juridique. Il peut en particulier conclure des contrats, acquérir et céder des biens meubles et immeubles et ester en justice.

2. Le statut, les privilèges et les immunités du Conseil sur le territoire du Royaume-Uni continuent d'être régis par l'Accord relatif au Siège conclu entre le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et le Conseil international du blé, et signé à Londres le 28 novembre 1968<sup>1</sup>.

3. L'accord mentionné au paragraphe 2 du présent article sera indépendant de la présente Convention. Il prendra cependant fin :

- a) si un accord est conclu entre le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et le Conseil,
- b) dans le cas où le siège du Conseil n'est plus situé dans le Royaume-Uni, ou
- c) dans le cas où le Conseil cesse d'exister.

4. Si le siège du Conseil n'est plus situé dans le Royaume-Uni, le gouvernement du membre où est situé le siège du Conseil conclut avec le Conseil un accord international relatif au statut, aux privilèges et aux immunités du Conseil, de son secrétaire exécutif, de son personnel et des représentants des membres qui participeront aux réunions convoquées par le Conseil.

*Article 19*

## DISPOSITIONS FINANCIÈRES

1. Les dépenses des délégations au Conseil et ses représentants à ses comités et sous-comités sont à la charge des gouvernements représentés. Les autres dépenses qu'entraîne l'application de la présente Convention sont couvertes par voie de cotisations annuelles des membres exportateurs et des membres importateurs. La cotisation de chacun de ces membres pour chaque année agricole est fixée en proportion du nombre de voix qu'il détient par rapport au total des voix détenues par les membres exportateurs et les membres importateurs au début de ladite année agricole.

<sup>1</sup> Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 668, p. 3.

(2) At its first session after this Convention comes into force, the Council shall approve its budget for the period ending 30 June 1972 and assess the contribution to be paid by each exporting and importing member.

(3) The Council shall, at a session during the second half of each crop year, approve its budget for the following crop year and assess the contribution to be paid by each exporting and importing member for that crop year.

(4) The initial contribution of any exporting or importing member acceding to this Convention under paragraph (2) of Article 25 shall be assessed by the Council on the basis of the votes to be distributed to it and the period remaining in the current crop year, but the assessments made upon other exporting and importing members for the current crop year shall not be altered.

(5) Contributions shall be payable immediately upon assessment. Any exporting or importing member failing to pay its contribution within one year of its assessment shall forfeit its voting rights until its contribution is paid, but shall not be relieved of its obligations under this Convention, nor shall it be deprived of any of its rights under this Convention unless the Council so decides.

(6) The Council shall, each crop year, publish an audited statement of its receipts and expenditures in the previous crop year.

(7) The Council shall, prior to its dissolution, provide for the settlement of its liabilities and the disposal of its records and assets.

#### *Article 20*

##### CO-OPERATION WITH OTHER INTERGOVERNMENTAL ORGANIZATIONS

(1) The Council may make whatever arrangements are appropriate for consultation or co-operation with the United Nations and its organs, in particular UNCTAD, and with the FAO and such other specialized agencies of the United Nations and intergovernmental organizations as may be appropriate.

(2) The Council, bearing in mind the particular role of UNCTAD in

2. Au cours de la première session qui suit l'entrée en vigueur de la présente Convention, le Conseil vote son budget pour la période se terminant le 30 juin 1972 et fixe la cotisation de chaque membre exportateur et de chaque membre importateur.

3. Le Conseil, lors d'une des sessions qu'il tient au cours du deuxième semestre de chaque année agricole, vote son budget pour l'année agricole suivante et fixe la cotisation de chaque membre exportateur et de chaque membre importateur pour ladite année agricole.

4. La cotisation initiale de tout membre exportateur et de tout membre importateur qui adhère à la présente Convention conformément aux dispositions du paragraphe 2 de l'article 25 est fixée par le Conseil sur la base du nombre de voix qui lui seront attribuées et de la période restant à courir dans l'année agricole; toutefois, les cotisations fixées par les autres membres exportateurs et pour les autres membres importateurs au titre de l'année agricole en cours ne sont pas modifiées.

5. Les cotisations sont exigibles dès leur fixation. Tout membre exportateur ou tout membre importateur qui omet de régler le montant de sa cotisation dans l'année qui en suit la fixation perd son droit de vote jusqu'à ce qu'il se soit acquitté de ladite cotisation, mais il n'est pas relevé des obligations que lui impose la présente Convention ni privé des autres droits que cette dernière lui confère, à moins que le Conseil n'en décide ainsi.

6. Le Conseil publie, au cours de chaque année agricole, un état vérifié des recettes encaissées et des dépenses engagées au cours de l'année agricole précédente.

7. Le Conseil prend, avant sa dissolution, toutes dispositions en vue du règlement de son passif et de l'affectation de son actif et de ses archives.

### *Article 20*

#### COOPÉRATION AVEC LES AUTRES ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES

1. Le Conseil prend toutes dispositions appropriées pour procéder à des consultations ou collaborer avec l'Organisation des Nations Unies et ses organes, en particulier la CNUCED, et avec la FAO, ainsi qu'avec, le cas échéant, d'autres institutions spécialisées des Nations Unies et organisations intergouvernementales.

2. Le Conseil, eu égard au rôle particulier dévolu à la CNUCED dans le

international commodity trade, will, as it considers appropriate, keep UNCTAD informed of its activities and programmes of work.

(3) If the Council finds that any terms of this Convention are materially inconsistent with such requirements as may be laid down by the United Nations or through its appropriate organs and specialized agencies regarding intergovernmental commodity agreements, the inconsistency shall be deemed to be a circumstance affecting adversely the operation of this Convention and the procedure prescribed in paragraphs (2), (3) and (4) of Article 27 shall be applied.

### *Article 21*

#### PRICES AND RELATED RIGHTS AND OBLIGATIONS

In order to assure supplies of wheat and wheat flour to importing members and markets for wheat and wheat flour to exporting members at equitable and stable prices, the Council shall at an appropriate time examine the questions of prices and related rights and obligations. When it is judged that these matters are capable of successful negotiation with the objective of bringing them into effect within the life of this Convention, the Council shall request the Secretary-General of UNCTAD to convene a negotiating conference.

### *Article 22*

#### SIGNATURE

This Convention shall be open for signature in Washington from 29 March 1971 until and including 3 May 1971 by Governments of countries party to the Wheat Trade Convention 1967 and by Governments represented at the United Nations Wheat Conference, 1971.

### *Article 23*

#### RATIFICATION, ACCEPTANCE, APPROVAL

This Convention shall be subject to ratification, acceptance or approval by each signatory Government in accordance with its respective constitutional procedures. Instruments of ratification, acceptance or approval shall be deposited with the Government of the United States of America not later than 17 June 1971, except that the Council may grant one or more extensions of time to any signatory Government that has not deposited its instrument of ratification, acceptance or approval by that date.

commerce international des produits de base, la tiendra selon qu'il convient, au courant de ses activités et de ses programmes de travail.

3. Si le Conseil constate qu'une disposition quelconque de la présente Convention présente une incompatibilité de fond avec telles obligations que l'Organisation des Nations Unies, ses organes compétents et ses institutions spécialisées peuvent établir en matière d'accords intergouvernementaux sur les produits de base, cette incompatibilité est réputée nuire au bon fonctionnement de la présente Convention et la procédure prescrite aux paragraphes 2, 3 et 4 de l'article 27 est appliquée.

### *Article 21*

#### PRIX ET DROITS ET OBLIGATIONS S'Y RAPPORTANT

Afin d'assurer l'approvisionnement en blé et farine de blé des membres importateurs, ainsi que des débouchés pour le blé et la farine de blé des membres exportateurs à des prix équitables et stables, le Conseil examine en temps opportun les questions de prix, ainsi que les droits et obligations s'y rapportant. Lorsqu'il apparaît que ces questions sont susceptibles de négociations fructueuses en vue d'une mise en application pendant la durée de la présente Convention, le Conseil prie le Secrétaire général de la CNUCED de convoquer une conférence de négociation.

### *Article 22*

#### SIGNATURE

La présente Convention sera ouverte, à Washington, du 29 mars 1971 au 3 mai 1971 inclus, à la signature des gouvernements des pays parties à la Convention relative au commerce du blé de 1967 et des gouvernements représentés à la Conférence des Nations Unies sur le blé, 1971.

### *Article 23*

#### RATIFICATION, ACCEPTATION, APPROBATION

La présente Convention est soumise à la ratification, à l'acceptation ou à l'approbation de chacun des gouvernements signataires conformément à ses procédures constitutionnelles. Les instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation seront déposés auprès du Gouvernement des États-Unis d'Amérique au plus tard le 17 juin 1971, étant entendu toutefois que le Conseil peut accorder une ou plusieurs prolongations de délai à tout gouvernement signataire qui n'aura pas déposé son instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation à cette date.

*Article 24*

## PROVISIONAL APPLICATION

Any signatory Government may deposit with the Government of the United States of America a declaration of provisional application of this Convention. Any other Government eligible to sign this Convention or whose application for accession is approved by the Council may also deposit with the Government of the United States of America a declaration of provisional application. Any Government depositing such a declaration shall provisionally apply this Convention and be provisionally regarded as a party thereto.

*Article 25*

## ACCESSION

(1) Any Government represented at the United Nations Wheat Conference, 1971 or the Government of any country party to the Wheat Trade Convention 1967 may accede to the present Convention until and including 17 June 1971, except that the Council may grant one or more extensions of time to any Government which has not deposited its instrument by that date.

(2) After 17 June 1971, any Government invited to the United Nations Wheat Conference, 1971, may accede to the present Convention upon such conditions as the Council considers appropriate by two-thirds of the votes cast by exporting members and by two-thirds of the votes cast by importing members.

(3) Accession shall be effected by deposit of an instrument of accession with the Government of the United States of America.

(4) Where, for the purposes of the operation of this Convention, reference is made to members listed in Annex A or B, any member the Government of which has acceded to this Convention on conditions prescribed by the Council in accordance with this Article shall be deemed to be listed in the appropriate Annex.

*Article 26*

## ENTRY INTO FORCE

(1) This Convention shall enter into force among those Governments that have deposited instruments of ratification, acceptance, approval or accession as follows:



*Article 24*

## APPLICATION PROVISOIRE

Tout gouvernement signataire peut déposer auprès du Gouvernement des États-Unis d'Amérique une déclaration d'application provisoire de la présente Convention. Tout autre gouvernement remplissant les conditions nécessaires pour signer la présente Convention ou dont la demande d'adhésion est approuvée par le Conseil peut aussi déposer auprès du Gouvernement des États-Unis d'Amérique une déclaration d'application provisoire. Tout gouvernement déposant une telle déclaration applique provisoirement la présente Convention et il est considéré provisoirement comme y étant partie.

*Article 25*

## ADHÉSION

1. Tout gouvernement représenté à la Conférence des Nations Unies sur le blé, 1971, ou le gouvernement de tout pays partie à la Convention relative au commerce du blé de 1967 peut, jusqu'au 17 juin 1971 inclus, adhérer à la présente Convention, étant entendu que le Conseil peut accorder une ou plusieurs prolongations de délai à tout gouvernement qui n'aura pas déposé son instrument à cette date.

2. Après le 17 juin 1971, tout gouvernement invité à la Conférence des Nations Unies sur le blé, 1971, pourra adhérer à la présente Convention aux conditions que le Conseil jugera appropriées à la majorité des deux tiers des votes émis par les membres exportateurs et des deux tiers des votes émis par les membres importateurs.

3. L'adhésion a lieu par le dépôt d'un instrument d'adhésion auprès du Gouvernement des États-Unis d'Amérique.

4. Lorsqu'il est fait mention, aux fins de l'application de la présente Convention, des membres nommés aux annexes A ou B, tout membre dont le gouvernement a adhéré à la présente Convention dans les conditions prescrites par le Conseil conformément au présent article sera réputé nommé dans l'annexe appropriée.

*Article 26*

## ENTRÉE EN VIGUEUR

1. La présente Convention entrera en vigueur, entre les gouvernements qui auront déposé des instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, dans les conditions suivantes :

(a) On 18 June 1971 with respect to all provisions other than Articles 3 to 9 inclusive and Article 21, and

(b) On 1 July 1971 with respect to Articles 3 to 9 inclusive and Article 21 if such instruments of ratification, acceptance, approval or accession, or declarations of provisional application have been deposited not later than 17 June 1971 on behalf of Government representing exporting members holding at least 60 per cent of the votes set out in Annex A and representing importing members holding at least 50 per cent of the votes set out in Annex B.

(2) This Convention shall enter into force for any Government that deposits an instrument of ratification, acceptance, approval or accession after 18 June 1971 in accordance with the relevant provisions of this Convention on the date of such deposit, except that no part of it shall enter into force for such a Government until that part enters into force for other Governments under paragraph (1) or (3) of this Article.

(3) If this Convention does not enter into force in accordance with paragraph (1) of this Article, the Governments which have deposited instruments of ratification, acceptance, approval or accession, or declarations of provisional application may decide by mutual consent that it shall enter into force among those Governments that have deposited instruments of ratification, acceptance, approval or accession.

### *Article 27*

#### DURATION, AMENDMENT AND WITHDRAWAL

(1) This Convention shall remain in force until and including 30 June 1974. However, if a new agreement covering wheat is negotiated as envisaged by Article 21 and enters into force before 30 June 1974, this Convention shall remain in force only until the date of entry into force of the new agreement.

(2) The Council may recommend an amendment of this Convention to the members.

(3) The Council may fix a time within which each member shall notify the Government of the United States of America whether or not it accepts the amendment. The amendment shall become effective upon its acceptance

a) le 18 juin 1971 pour toutes les dispositions autres que les articles 3 à 9 compris et 21, et

b) le 1<sup>er</sup> juillet 1971 pour les articles 3 à 9 compris et 21,

pourvu que ces instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion ou des déclarations d'application provisoire aient été déposés au plus tard le 17 juin 1971 au nom de gouvernements représentant des membres exportateurs qui détiennent au moins soixante pour cent des voix dénombrées dans l'annexe A et représentant des membres importateurs qui détiennent au moins cinquante pour cent des voix dénombrées dans l'annexe B.

2. La présente Convention entre en vigueur, pour tout gouvernement qui dépose un instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion après le 18 juin 1971 conformément aux dispositions pertinentes de la présente Convention, à la date dudit dépôt, étant entendu qu'aucune des parties de ladite Convention n'entrera en vigueur pour ce gouvernement avant qu'elle n'entre en vigueur pour d'autres gouvernements en vertu des paragraphes 1 ou 3 du présent article.

3. Si la présente Convention n'entre pas en vigueur conformément aux dispositions du paragraphe 1 du présent article, les gouvernements qui auront déposé des instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, ou des déclarations d'application provisoire pourront décider d'un commun accord qu'elle entrera en vigueur entre les gouvernements qui auront déposé des instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion.

### *Article 27*

#### DURÉE, AMENDEMENT ET RETRAIT

1. La présente Convention restera en vigueur jusqu'au 30 juin 1974 inclus. Toutefois, si un nouvel accord relatif au blé est négocié ainsi qu'il est envisagé à l'article 21 et si un tel accord entre en vigueur avant le 30 juin 1974, la présente Convention ne demeurera en vigueur que jusqu'à la date d'entrée en vigueur du nouvel accord.

2. Le Conseil peut recommander aux membres un amendement à la présente Convention.

3. Le Conseil peut fixer le délai dans lequel tout membre notifie au Gouvernement des États-Unis d'Amérique son acceptation ou son rejet de l'amendement. L'amendement prend effet dès son acceptation par les

by exporting members which hold two-thirds of the votes of the exporting members and by importing members which hold two-thirds of the votes of the importing members.

(4) Any member which has not notified the Government of the United States of America of its acceptance of an amendment by the date on which such amendment becomes effective, may, after giving such written notice of withdrawal to the Government of the United States of America as the Council may require in each case, withdraw from this Convention at the end of the current crop year, but shall not thereby be released from any obligations under this Convention which have not been discharged by the end of that crop year. Any such withdrawing member shall not be bound by the provisions of the amendment occasioning its withdrawal. If any member satisfies the Council at its first meeting following the effective date of the amendment that its acceptance could not be secured in time by reason of constitutional or institutional difficulties and declares its intention to apply the amendment provisionally pending acceptance of that amendment, the Council may extend for such member the period fixed for acceptance until these difficulties have been overcome.

(5) If any member considers that its interests are prejudiced by operation of this Convention, it may state its case to the Council and the Council shall, within thirty days, examine the matter. If the member concerned considers that notwithstanding the Council's intervention its interests continue to be prejudiced, it may withdraw from this Convention at the end of any crop year by giving written notice of withdrawal to the Government of the United States of America at least ninety days prior to the end of that crop year, but shall not, thereby, be released from any obligations under this Convention which have not been discharged by the end of that crop year.

(6) Any member which becomes a member State of the EEC during the currency of this Convention shall notify the Council, and the Council shall within thirty days consider the matter with a view to negotiating with that member and the EEC an appropriate adjustment of their respective rights and obligations under this Convention. The Council shall have power, in such circumstances, to recommend an amendment in accordance with paragraph (2) of this Article.

membres exportateurs détenant les deux tiers des voix des membres exportateurs et par les membres importateurs détenant les deux tiers des voix des membres importateurs.

4. Tout membre qui n'a pas notifié au Gouvernement des États-Unis d'Amérique son acceptation d'un amendement à la date à laquelle celui-ci prend effet peut, après avoir donné par écrit au Gouvernement des États-Unis d'Amérique l'avis de retrait que le Conseil peut exiger dans chaque cas, se retirer de la présente Convention à la fin de l'année agricole en cours, mais il n'est de ce fait relevé d'aucune des obligations résultant de la présente Convention et non exécutées avant la fin de ladite année agricole. Tout pays qui se retire ainsi n'est pas lié par les dispositions de l'amendement qui a provoqué son retrait. Si un membre prouve au Conseil, lors de la première réunion que celui-ci tient après la date d'entrée en vigueur de l'amendement, qu'il lui était impossible d'accepter l'amendement en temps voulu par suite de difficultés d'ordre constitutionnel ou institutionnel et déclare son intention d'appliquer l'amendement à titre provisoire en attendant l'acceptation de cet amendement, le Conseil peut décider de prolonger pour ledit membre le délai d'acceptation jusqu'à ce que ces difficultés aient été surmontées.

5. Tout membre qui considère que ses intérêts sont gravement atteints du fait du fonctionnement de la présente Convention peut saisir le Conseil, qui étudie la question dans les trente jours. Si le membre intéressé estime que, malgré l'intervention du Conseil, ses intérêts continuent d'être gravement atteints, il peut se retirer de la présente Convention à la fin de toute année agricole en notifiant son retrait par écrit au Gouvernement des États-Unis d'Amérique quatre-vingt-dix jours au moins avant la fin de ladite année agricole, mais il n'est de ce fait relevé d'aucune des obligations résultant de la présente Convention et non exécutées avant la fin de ladite année agricole.

6. Tout membre qui devient État membre de la Communauté pendant la période d'application de la présente Convention doit en informer le Conseil, qui examine la question dans les trente jours afin de négocier, en accord avec le membre intéressé et la Communauté, l'ajustement qu'il convient d'apporter à leurs droits et obligations respectifs découlant de la présente Convention. Le Conseil est habilité, en pareilles circonstances, à recommander un amendement conformément aux dispositions du paragraphe 2 du présent article.

*Article 28*

## TERRITORIAL APPLICATION

(1) Any Government may, at the time of signature or ratification, acceptance, approval, provisional application of or accession to this Convention declare that its rights and obligations under this Convention shall not apply in respect of one or more of the territories for the international relations of which it is responsible.

(2) With the exception of territories in respect of which a declaration been made in accordance with paragraph (1) of this Article, the rights and obligations of any Government under this Convention shall apply in respect of all territories for the international relations of which that Government is responsible.

(3) Any member may, at any time after its ratification, acceptance, approval, provisional application of or accession to this Convention, by notification to the Government of the United States of America, declare that its rights and obligations under this Convention shall apply in respect of one or more of the territories regarding which it has made a declaration in accordance with paragraph (1) of this Article.

(4) Any member may, by giving notification of withdrawal to the Government of the United States of America, withdraw from this Convention separately in respect of one or more of the territories for whose international relations it is responsible.

(5) When a territory to which this Convention extends under paragraph (2) and (3) of this Article subsequently attains independence, the Government of that territory may, within ninety days after the attainment of independence, declare by notification to the Government of the United States of America that it has assumed the rights and obligations of a party to this Convention.

(6) For the purposes of the redistribution of votes under Article 12, any change in the application of this Convention in accordance with this Article shall be regarded as a change in participation in this Convention in such a manner as may be appropriate to the circumstances.

*Article 28*

## APPLICATION TERRITORIALE

1. Tout gouvernement peut, au moment où il signe ou ratifie, accepte, approuve, applique provisoirement la présente Convention ou y adhère, déclarer que ses droits et ses obligations en vertu de la présente Convention ne s'appliquent pas à un ou à plusieurs des territoires dont il assure les relations internationales.

2. A l'exception des territoires au sujet desquels une déclaration a été faite conformément aux dispositions du paragraphe 1 du présent article, les droits et les obligations que tout gouvernement assume en vertu de la présente Convention s'appliquent à tous les territoires dont ce gouvernement assure les relations internationales.

3. Tout membre peut, à tout moment après sa ratification, son acceptation, son approbation ou son application provisoire de la présente Convention ou son adhésion, déclarer par notification adressée au Gouvernement des États-Unis d'Amérique que les droits et les obligations qu'il a assumés aux termes de la présente Convention s'appliquent à un ou à plusieurs des territoires au sujet desquels il a fait une déclaration conformément aux dispositions du paragraphe 1 du présent article.

4. Tout membre peut, par notification adressée au Gouvernement des États-Unis d'Amérique, retirer de la présente Convention un ou plusieurs des territoires dont il assure les relations internationales.

5. Lorsqu'un territoire auquel la présente Convention est applicable en vertu des paragraphes 2 et 3 du présent article devient par la suite indépendant, le gouvernement de ce territoire peut, dans les quatre-vingt-dix jours qui suivent son accession à l'indépendance, déclarer par notification au Gouvernement des États-Unis d'Amérique qu'il a assumé les droits et obligations d'une partie à la présente Convention. Il devient partie à la présente Convention à compter de la date de cette notification.

6. Aux fins de la redistribution des voix conformément à l'article 12, toute modification apportée à l'application de la présente Convention en vertu du présent article est considérée comme une modification apportée à la participation à la présente Convention pour autant que les circonstances le requièrent.

*Article 29*

## NOTIFICATION BY DEPOSITARY GOVERNMENT

The Government of the United States of America as the depositary Government shall notify all signatory and acceding Governments of each signature, ratification, acceptance, approval, provisional application of, and accession to, this Convention, as well as each notification and notice received under Article 27 and each declaration and notification received under Article 28.

*Article 30*

## CERTIFIED COPY OF THE CONVENTION

As soon as possible after the definitive entry into force of this Convention, the depositary Government shall send a certified copy of this Convention in the English, French, Russian and Spanish languages to the Secretary-General of the United Nations for registration in accordance with Article 102 of the Charter of the United Nations. Any amendments to this Convention shall likewise be communicated.

*Article 31*

## RELATIONSHIP OF PREAMBLE TO CONVENTION

This Convention includes the Preamble to the International Wheat Agreement, 1971.

IN WITNESS WHEREOF the undersigned, having been duly authorized to this effect by their respective Governments have signed this Convention on the dates appearing opposite their signatures.

The texts of this Convention in the English, French, Russian and Spanish languages shall all be equally authentic, the originals being deposited with the Government of the United States of America, which shall transmit a certified copy thereof to each signatory and acceding Government and to the Executive Secretary of the Council.



*Article 29*

## NOTIFICATION PAR LE GOUVERNEMENT DÉPOSITAIRE

Le Gouvernement des États-Unis d'Amérique, en qualité de gouvernement dépositaire, notifiera à tous les gouvernements signataires et adhérents toute signature, ratification, acceptation, approbation, application provisoire de la présente Convention et toute adhésion, ainsi que toute notification et tout préavis reçus conformément aux dispositions de l'article 27 et toutes déclarations et notifications reçues conformément aux dispositions de l'article 28.

*Article 30*

## COPIE CERTIFIÉE CONFORME DE LA CONVENTION

Le plus tôt possible après l'entrée en vigueur définitive de la présente Convention, le gouvernement dépositaire adressera une copie certifiée conforme de ladite Convention, en langues anglaise, espagnole, française et russe au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies pour enregistrement conformément à l'Article 102 de la Charte des Nations Unies. Tout amendement à la présente Convention sera pareillement communiqué au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

*Article 31*

## RAPPORTS ENTRE LE PRÉAMBULE ET LA CONVENTION

La présente Convention comprend le Préambule de l'Accord international sur le blé de 1971.

EN FOI DE QUOI, les soussignés, dûment autorisés à cet effet par leur gouvernement, ont signé la présente Convention à la date qui figure en regard de leur signature.

Les textes de la présente Convention en langues anglaise, espagnole, française et russe font également foi. Les textes originaux seront déposés auprès du Gouvernement des États-Unis d'Amérique qui en adressera copie certifiée conforme à chaque gouvernement signataire ou adhérent, ainsi qu'au secrétaire exécutif du Conseil.

## ANNEX A

## VOTES OF EXPORTING MEMBERS

Australia . . . . .	100	Mexico . . . . .	5
Argentina . . . . .	100	Spain . . . . .	5
Bulgaria . . . . .	5	Sweden . . . . .	10
Canada . . . . .	280	United States of America . . . . .	280
European Economic Community	100	Union of Soviet Socialist Repub-	
Greece . . . . .	5	lics . . . . .	100
Kenya . . . . .	5	Uruguay . . . . .	5
			<u>1,000</u>

## ANNEX B

## VOTES OF IMPORTING MEMBERS

Algeria . . . . .	14	Kuwait . . . . .	3
Austria . . . . .	1	Lebanon . . . . .	9
Barbados . . . . .	1	Libya . . . . .	5
Bolivia . . . . .	5	Malta . . . . .	2
Brazil . . . . .	71	Mauritius . . . . .	2
Ceylon . . . . .	17	Morocco . . . . .	10
China . . . . .	19	Nigeria . . . . .	7
Colombia . . . . .	8	Norway . . . . .	14
Costa Rica . . . . .	3	Pakistan . . . . .	16
Cuba . . . . .	2	Panama . . . . .	2
Denmark . . . . .	1	Peru . . . . .	25
Dominican Republic . . . . .	1	Portugal . . . . .	18
Ecuador . . . . .	3	Saudi Arabia . . . . .	10
El Salvador . . . . .	2	South Africa . . . . .	10
European Economic Community	152	Switzerland . . . . .	16
Finland . . . . .	2	Syria . . . . .	5
Guatemala . . . . .	3	Trinidad and Tobago . . . . .	4
India . . . . .	34	Tunisia . . . . .	5
Indonesia . . . . .	7	Turkey . . . . .	4
Iran . . . . .	2	United Arab Republic . . . . .	65
Ireland . . . . .	7	United Kingdom . . . . .	183
Israel . . . . .	5	Vatican City . . . . .	1
Japan . . . . .	178	Venezuela . . . . .	29
Kingdom of the Netherlands *	1		<u>1,000</u>
Korea, Republic of . . . . .	16		

\* With respect to the interests of Netherlands Antilles and Surinam.

## ANNEXE A

## VOIX DES MEMBRES EXPORTATEURS

Argentine . . . . .	100	Grèce . . . . .	5
Australie . . . . .	100	Kenya . . . . .	5
Bulgarie . . . . .	5	Mexique . . . . .	5
Canada . . . . .	280	Suède . . . . .	10
Communauté économique euro- péenne . . . . .	100	Union des Républiques socialistes soviétiques . . . . .	100
Espagne . . . . .	5	Uruguay . . . . .	5
États-Unis d'Amérique . . . . .	280		<u>1 000</u>

## ANNEXE B

## VOIX DES MEMBRES IMPORTATEURS

Afrique du Sud . . . . .	10	Koweït . . . . .	3
Algérie . . . . .	14	Liban . . . . .	9
Arabie saoudite . . . . .	10	Libye . . . . .	5
Autriche . . . . .	1	Malte . . . . .	2
Barbade . . . . .	1	Maroc . . . . .	10
Bolivie . . . . .	5	Maurice . . . . .	2
Brésil . . . . .	71	Nigéria . . . . .	7
Ceylan . . . . .	17	Norvège . . . . .	14
Chine . . . . .	19	Pakistan . . . . .	16
Colombie . . . . .	8	Panama . . . . .	2
Communauté économique euro- péenne . . . . .	152	Royaume des Pays-Bas * . . . . .	1
Costa Rica . . . . .	3	Pérou . . . . .	25
Cuba . . . . .	2	Portugal . . . . .	18
Danemark . . . . .	1	République arabe unie . . . . .	65
El Salvador . . . . .	2	République de Corée . . . . .	16
Équateur . . . . .	3	République Dominicaine . . . . .	1
Finlande . . . . .	2	Royaume-Uni . . . . .	183
Guatemala . . . . .	3	Suisse . . . . .	16
Inde . . . . .	34	Syrie . . . . .	5
Indonésie . . . . .	7	Trinité-et-Tobago . . . . .	4
Iran . . . . .	2	Tunisie . . . . .	5
Irlande . . . . .	7	Turquie . . . . .	4
Israël . . . . .	5	Vatican (Cité du) . . . . .	1
Japon . . . . .	178	Venezuela . . . . .	29
			<u>1 000</u>

\* En ce qui concerne les intérêts des Antilles néerlandaises et du Surinam.

[RUSSIAN TEXT — TEXTE RUSSE]

## МЕЖДУНАРОДНОЕ СОГЛАШЕНИЕ ПО ПШЕНИЦЕ 1971 ГОДА

### ПРЕАМБУЛА

Конференция Организации Объединенных Наций по пшенице 1971 года,

принимая во внимание, что Международное соглашение по пшенице от 1949 года было пересмотрено, обновлено или расширено в 1953, 1956, 1959, 1962, 1965, 1966 и 1967 гг.,

принимая во внимание, что срок действия положения Международного соглашения по зерновым 1967 года, состоящего из Конвенции по торговле пшеницей, с одной стороны, и Конвенции по оказанию продовольственной помощи, с другой стороны, истекает 30 июня 1971 г. и что желательно заключить Соглашение на новый период,

приняла решение, что Международное соглашение по пшенице 1971 года будет состоять из двух юридических актов:

*a)* Конвенции по торговле пшеницей 1971 года и

*b)* Конвенции по оказанию продовольственной помощи 1971 года и что один из них — Конвенция по торговле пшеницей 1971 года — или оба — Конвенция по торговле пшеницей 1971 года и Конвенция по оказанию продовольственной помощи 1971 года, — в зависимости от необходимости, должны быть представлены для подписания, ратификации, принятия или одобрения, в соответствии с их конституционными процедурами, правительствами, участвующими в Конференции Организации Объединенных Наций по пшенице 1971 года, и правительствами государств, являющихся сторонами Конвенции по торговле пшеницей и Международного соглашения по зерновым 1967 года.

## КОНВЕНЦИЯ ПО ТОРГОВЛЕ ПШЕНИЦЕЙ 1971 ГОДА

## ЧАСТЬ I

## ОБЩИЕ ПОЛОЖЕНИЯ

## Статья 1

## ЦЕЛИ

Целями настоящей Конвенции являются:

- a) содействовать международному сотрудничеству в разрешении проблем мирового рынка пшеницы, учитывая влияние, которое оказывает торговля пшеницей на стабильность рынков других сельскохозяйственных товаров;
- b) способствовать расширению международной торговли пшеничной мукой и обеспечивать наиболее свободное развитие такой торговли в интересах как экспортирующих, так и импортирующих участников Конвенции и содействовать таким образом развитию стран, экономика которых зависит от коммерческих продаж пшеницы;
- c) по возможности, в полной мере способствовать стабилизации международного рынка пшеницы в интересах как импортирующих, так и экспортирующих участников Конвенции;
- d) предусмотреть рамки в соответствии со статьей 21 настоящей Конвенции для ведения переговоров о положениях, касающихся цен на пшеницу и прав и обязанностей участников в отношении международной торговли пшеницей.

## Статья 2

## ОПРЕДЕЛЕНИЯ

Для целей настоящей Конвенции:

1. a) «Совет» означает Международный совет по пшенице, созданный согласно Международному соглашению по пшенице 1949 года и сохраненный в соответствии со статьей 10;

b) «Участник» означает договаривающуюся сторону в данной Конвенции или территорию, или группу территорий, в отношении которых была представлена нотификация в соответствии с пунктом 3 статьи 28;

c) «Экспортер-участник» означает участника, поименованного в приложении А;

d) «Импортер-участник» означает участника, поименованного в приложении В;

e) «Территория» в отношении экспортера или импортера-участника включает любую территорию, на которую распространяются права и обязанности данного участника на основании статьи 28 данной Конвенции;

f) «Исполнительный комитет» означает Комитет, созданный согласно статье 15;

g) «Консультативный подкомитет по конъюнктуре рынка» означает Подкомитет, учрежденный в соответствии со статьей 16;

h) «Зерновые» означает пшеницу, рожь, ячмень, овес, кукурузу и сорго;

i) «Пшеница» включает пшеницу в зерне любого вида, класса, типа, сорта или качества, исключая, в зависимости от контекста, пшеничную муку;

j) «Сельскохозяйственный год» означает период с 1 июля по 30 июня;

k) «Бушель» в отношении пшеницы означает шестьдесят английских фунтов, или 27,2155 килограмма;

l) «Метрическая тонна» или 1 000 килограммов означает в отношении пшеницы 36,74371 бушелей;

m) i) «Закупка» означает закупку для импорта пшеницы, экспортируемой или предназначенной для экспорта экспортером-участником или экспортером, не являющимся участником, в зависимости от конкретного случая, или количество закупленной таким образом пшеницы, в зависимости от контекста;

ii) «Продажа» означает продажу для экспорта пшеницы, импортируемой или предназначенной для импорта импортером-участником или импортером, не являющимся участником, в зависимости от

конкретного случая, или количество проданной таким образом пшеницы, в зависимости от контекста;

iii) В тех статьях настоящей Конвенции, где делается ссылка на продажу или закупку, следует понимать, что эти термины относятся не только к сделкам между заинтересованными правительствами, но и к сделкам между частными фирмами, а также между частной фирмой и заинтересованным правительством. В данном случае термин «правительство» означает правительство любой территории, на которую права и обязательства любого правительства, ратифицирующего, принимающего, одобряющего или присоединяющегося к настоящей Конвенции, распространяются согласно статье 28;

n) Любую ссылку в данной Конвенции на «правительство, представленное на Конференции Организации Объединенных Наций по пшенице 1971 года», следует понимать как включающую ссылку на Европейское экономическое сообщество (именуемое впредь ЕЭС). Следовательно, любая ссылка в данной Конвенции на «подписание» или на «депонирование ратификационных грамот, а также актов о принятии и одобрении или «акта о присоединении», или на «декларацию о временном применении» правительством, следует применительно к ЕЭС понимать как включающее подписание или декларацию о временном применении от имени ЕЭС его компетентным органом и депонирование акта, который, согласно уставной процедуре ЕЭС, сдается на хранение при заключении международного соглашения.

2. Все пересчеты закупок пшеничной муки на эквиваленты зерна будут производиться на базе процента помола, указанного в контракте по договоренности между продавцом и покупателем. При отсутствии в контракте указания на такой эквивалент, если Совет не решит иначе, семьдесят две единицы веса пшеничной муки будут, для целей таких подсчетов, считаться равными ста единицам веса пшеницы в зерне.

### Статья 3

#### КОММЕРЧЕСКИЕ ЗАКУПКИ И СПЕЦИАЛЬНЫЕ СДЕЛКИ

1) Коммерческой закупкой в контексте настоящей Конвенции является закупка, отвечающая данному в статье 2 определению и соответствующая обычной коммерческой практике в международной торговле, за исключением сделок, о которых речь идет в пункте 2 настоящей статьи.

2) Специальной сделкой в контексте настоящей Конвенции является такая сделка, которая включает особые условия, не соответствующие обычной коммерческой практике, в связи с участием в заключении такой сделки правительства заинтересованной страны. К категории специальных сделок относятся следующие:

- a) продажа на условиях кредита, при которой в результате участия правительства процентная ставка, срок платежа и другие условия не соответствуют коммерческим ставкам, срокам или условиям, существующим на мировом рынке;
- b) продажа, при которой пшеница оплачивается за счет займа, предоставленного правительством экспортера-участника для закупки пшеницы;
- c) продажа с оплатой в валюте импортера-участника, которая не обратима в валюту или товары для использования в экспортирующей стране;
- d) продажа по торговым соглашениям, в которых предусматриваются особые условия платежа, включающие клиринговые расчеты с урегулированием кредитовых сальдо в двухстороннем порядке путем обмена товарами, за исключением тех случаев, когда заинтересованные экспортеры и импортеры-участники договариваются о том, что продажу следует считать коммерческой;
- e) бартерные сделки:
  - i) которые заключаются при участии правительств и при которых пшеница предоставляется в обмен на другие товары по иным ценам, чем существующие на мировом рынке, или
  - ii) которые заключаются в рамках государственных программ закупок, за исключением тех случаев, когда закупка пшеницы является предметом бартерной сделки, при которой страна конечного назначения не указана в первоначальном бартерном договоре;
- f) предоставление пшеницы в порядке дара или закупка пшеницы из средств, безвозмездно предоставленных с этой целью экспортером-участником;
- g) любые другие определенные Советом категории сделок, включающие особые условия, не соответствующие обычной коммерческой практике, в связи с участием в заключении таких сделок правительства заинтересованной страны.



3) Если Исполнительный секретарь или какой-либо экспортер или импортер-участник ставит вопрос о том, является ли данная сделка коммерческой закупкой согласно определению пункта 1 настоящей статьи или специальной сделкой согласно определению пункта 2 настоящей статьи, решение выносится Советом.

#### Статья 4

##### РЕГИСТРАЦИЯ И СБОР СВЕДЕНИИ

1) Совет регистрирует отдельно за каждый сельскохозяйственный год:

- a) для целей осуществления настоящей Конвенции все коммерческие закупки, производимые одними участниками у других участников и у неучастников Конвенции, и весь импорт одних участников от других участников и от неучастников Конвенции на условиях, на которых заключаются специальные сделки; и
- b) все коммерческие продажи, производимые участниками неучастникам Конвенции, и весь экспорт участников, направляемый неучастникам Конвенции на условиях, которые превращают их в специальные сделки.

2) Регистрация, указанная в предыдущем пункте, ведется таким образом, чтобы специальные сделки регистрировались отдельно от коммерческих сделок.

3) Для облегчения работы Консультативного подкомитета по конъюнктуре рынка в соответствии со статьей 16 Совет ведет регистрацию цен, существующих на мировом рынке на пшеницу и пшеничную муку, а также транспортных расходов.

4) Если пшеница какого-либо сорта поступает в страну конечного назначения после перепродажи, перевозки или перегрузки в портах страны, которая не является страной происхождения пшеницы, участники должны, в максимально возможной степени, представлять такую информацию, которая позволила бы произвести регистрацию закупок или сделки, о которых говорится в пунктах 1 и 2 настоящей статьи, как закупки или сделки между страной происхождения и страной конечного назначения. В случае перепродажи положение данного пункта будет применяться в тех случаях, когда пшеница исходит из страны происхождения в том же сельскохозяйственном году.

5) Совет может разрешить регистрацию закупок за какой-либо сельскохозяйственный год, если

a) требуемый для погрузки период времени является по решению Совета разумным и не превышает одного месяца до начала или после окончания сельскохозяйственного года; и

b) оба заинтересованных участника с этим согласны.

6) Для целей настоящей статьи:

a) участники направляют Исполнительному секретарю все сведения относительно количества пшеницы, являющиеся объектом коммерческих продаж и закупок и специальных сделок, каким могут потребоваться Совету в пределах его компетенции, включая:

i) в отношении специальных сделок такие подробности, касающиеся сделок, которые могут способствовать их классификации в соответствии со статьей 3;

ii) в отношении пшеницы — имеющиеся сведения относительно типа, класса, сорта и качества, а также соответствующих им количеств; и

iii) в отношении муки — имеющиеся сведения для определения качества муки и количества, соответствующих каждому отдельному качеству;

b) участники, экспортирующие на регулярной основе, а также такие другие участники, как это может решить Совет, направляют Исполнительному секретарю сведения относительно цен коммерческих сделок и, по возможности, специальных сделок с таким описанием и указанием класса, типа, сорта и качества пшеницы и пшеничной муки, какие могут потребоваться Совету;

c) Совет получает регулярно сведения относительно преобладающих в данное время транспортных расходов, и участники, по мере возможности, сообщают Совету дополнительную информацию, которая ему может потребоваться.

7) Совет должен разработать правила процедуры сбора сведений и ведения регистрации, о которых идет речь в настоящей статье. В этих правилах должны предусматриваться сроки и порядок представления сведений, а также обязанности участников в отношении представления таких сведений. В этих правилах Совет должен также предусмотреть порядок внесения изменений в любые записи или сведе-

ния, находящиеся в его ведении, а также порядок разрешения любых, возникающих в связи с этим споров. Если какой-либо участник неоднократно и необоснованно не направляет сведений, которые требуются согласно настоящей статье, Исполнительный комитет принимает меры к проведению консультаций с этим участником, чтобы исправить создавшееся положение.

### Статья 5

#### ОЦЕНКА СПРОСА И ПРЕДЛОЖЕНИЯ ПШЕНИЦЫ

1) К 1 октября для стран Северного полушария и к 1 февраля для стран Южного полушария каждый импортер-участник сообщает Совету свою оценку своих коммерческих импортных потребностей в пшенице в данном сельскохозяйственном году. В дальнейшем любой импортер-участник может сообщить Совету обо всех изменениях, которые он сочтет нужным внести в свою оценку.

2) К 1 октября для стран Северного полушария и к 1 февраля для стран Южного полушария каждый экспортер-участник сообщает Совету свою оценку того количества пшеницы, которое он выделит для экспорта в данном сельскохозяйственном году. Любой экспортер-участник может в дальнейшем сообщить Совету обо всех изменениях, которые он сочтет нужным внести в свою оценку.

3) Все оценки, сообщаемые Совету, используются для целей осуществления настоящей Конвенции и могут предоставляться экспортерам и импортерам-участникам только на условиях, принятых Советом. Оценки, представленные в соответствии с настоящей статьей, ни в коей мере не являются обязывающими.

### Статья 6

#### КОНСУЛЬТАЦИИ ПО ВОПРОСУ О КОНЪЮНКТУРЕ РЫНКА

1) Если Консультативный подкомитет по конъюнктуре рынка в ходе своего постоянного наблюдения за рынком в соответствии с пунктом 2 статьи 16 считает, что рынок утратил стабильность или есть опасность, что он утратит ее в ближайшее время, или если Исполнительный секретарь по своей инициативе или по просьбе любого экспор-

тера или импортера-участника обращает внимание Консультативного подкомитета на такое положение, то Консультативный подкомитет немедленно сообщает о данных фактах Исполнительному комитету. Консультативный подкомитет при информировании Исполнительного комитета уделяет особое внимание обстоятельствам, которые привели или неминуемо приведут к нестабильности рынка, включая колебания цен. Исполнительный комитет собирается в течение пяти рыночных дней для рассмотрения этого положения и вопроса о том, можно ли достичь взаимоприемлемых решений.

2) Исполнительный комитет, если он сочтет это нужным, ставит в известность председателя Совета, который может созвать сессию Совета для рассмотрения создавшегося положения.

### Статья 7

#### СПОРЫ И ПРЕТЕНЗИИ

1) Любые споры по вопросу о толковании или применении настоящей Конвенции, которые не были урегулированы путем переговоров, по просьбе любого участника, являющегося одной из сторон в споре, передаются на решение Совета.

2) Любой участник, который считает, что его интересам как стороне настоящей Конвенции был причинен серьезный ущерб действиями одного или нескольких участников и эти действия нарушают функционирование Конвенции, может передать вопрос на рассмотрение Совета. Совет в таком случае незамедлительно консультируется с заинтересованными участниками, с тем чтобы разрешить вопрос. Если в результате таких консультаций вопрос остается неразрешенным, то Совет вновь рассматривает вопрос и может вынести рекомендации участникам, имеющим к ним отношение.

### Статья 8

#### ЕЖЕГОДНЫЙ ОБЗОР ПОЛОЖЕНИЯ НА МИРОВОМ РЫНКЕ ПШЕНИЦЫ

1. а) Руководствуясь целями настоящей Конвенции, изложенными в статье 1, Совет составляет ежегодные обзоры положения на мировом рынке пшеницы и информирует участников о влиянии указанных в

обзоре факторов на международную торговлю пшеницей, с тем чтобы они могли иметь в виду это влияние при определении и проведении внутренней политики в области сельского хозяйства и политики цен.

b) Обзор составляется на основании получаемой информации о национальном производстве, запасах, потреблении, ценах и торговле, включая коммерческие и специальные сделки по пшенице.

c) Каждый участник может представить Совету сведения, относящиеся к ежегодному обзору положения на мировом рынке пшеницы и еще не полученные Советом, непосредственно или через соответствующие организации системы ООН, включая Конференцию Организации Объединенных Наций по торговле и развитию (ЮНКТАД) и Продовольственную и сельскохозяйственную организацию Объединенных Наций (ФАО).

2) При составлении ежегодного обзора Совет изучает средства, способствующие росту потребления пшеницы, и может в сотрудничестве с участниками проводить исследования по таким вопросам, как:

- a) факторы, влияющие на потребление пшеницы в различных странах; и
- b) средства, способствующие росту потребления, в частности в тех странах, где выявлено, что такая возможность имеется.

3) В целях настоящей статьи Совет принимает во внимание проводимую в области зерновых работу ЮНКТАД и ФАО, а также другими межправительственными организациями, с тем чтобы избежать дублирования в работе, и может, не нанося ущерба общим положениям пункта 1 статьи 20, осуществлять желательное с его точки зрения сотрудничество в различных областях своей деятельности с этими межправительственными организациями, а также с правительствами государств членов Организации Объединенных Наций или специализированных учреждений, не являющихся сторонами настоящей Конвенции, но имеющих существенную заинтересованность в международной торговле зерновыми.

4) Ничто в настоящей статье не должно наложить ущерба полной свободе действий любого участника в определении и проведении его внутренней политики в области сельского хозяйства и цен.

### Статья 9

#### ОСНОВНЫЕ ПРИНЦИПЫ ЗАКЛЮЧЕНИЯ СДЕЛОК НА ЛЬГОТНЫХ УСЛОВИЯХ

1) Участники обязуются заключать все сделки на льготных условиях по пшенице таким образом, чтобы не причинять при этом ущерба нормальной структуре производства и международной торговле.

2) С этой целью участники принимают соответствующие меры для обеспечения того, чтобы сделки на льготных условиях дополняли коммерческие продажи, которые могли бы обоснованно ожидать при отсутствии указанных сделок. Подобные меры должны соответствовать общим принципам, касающимся сбыта излишков, и основным направлениям, рекомендованным ФАО, и могут предусматривать требование, чтобы определенный объем коммерческого импорта пшеницы, согласованный со страной, получающей помощь, сохранялся на глобальной основе этой страной. При установлении или изменении этого объема необходимо полностью учитывать объем коммерческого импорта за представительный период и экономическое положение страны, получающей помощь, и, в частности, состояние ее платежного баланса.

3) Участники при заключении экспортных сделок на льготных условиях должны до осуществления подобных сделок проводить в максимально возможной степени консультации с экспортерами-участниками, на коммерческий экспорт которых могут повлиять такие сделки.

4) Исполнительный комитет представляет ежегодный доклад Совету о состоянии торговли пшеницей по сделкам, заключенным на льготных условиях.

#### ЧАСТЬ II

#### АДМИНИСТРАТИВНЫЕ ПОЛОЖЕНИЯ

### Статья 10

#### УЧРЕЖДЕНИЕ СОВЕТА

1) Международный совет по пшенице, учрежденный на основании Международного соглашения по пшенице 1949 года, продолжает дей-

ствовать в целях проведения в жизнь настоящей Конвенции; при этом его состав, полномочия и обязанности определяются настоящей Конвенцией.

2) Каждый экспортер и импортер-участник является членом Совета с правом голоса и может быть представлен на его заседаниях одним представителем, заместителем и советниками.

3) Такие межправительственные организации, которые Совет может решить пригласить на любое из своих заседаний, могут каждая иметь на этих заседаниях по одному представителю без права голоса.

4) Совет избирает председателя и заместителя председателя сроком на один сельскохозяйственный год. Председатель не имеет права голоса, заместитель председателя также не имеет права голоса при исполнении обязанностей председателя.

### Статья 11

#### ПОЛНОМОЧИЯ И ОБЯЗАННОСТИ СОВЕТА

1) Совет устанавливает свои правила процедуры.

2) Совет ведет такую документацию, которая необходима по условиям настоящей Конвенции, а также любую другую документацию, которую он сочтет желательной.

3) Совет публикует ежегодные отчеты и может публиковать также любую другую информацию (включая, в частности, ежегодные обзоры, отдельные выдержки из них или резюме этих обзоров) по вопросам, входящим в круг ведения настоящей Конвенции.

4) В дополнение к полномочиям и обязанностям, определенным настоящей Конвенцией, Совет может иметь также другие полномочия и выполнять другие обязанности, которые необходимы для выполнения условий настоящей Конвенции.

5) Совет может большинством в две трети голосов экспортеров-участников и в две трети голосов импортеров-участников делегировать любому из своих комитетов или Исполнительному секретарю полномочия или обязанности, за исключением тех, которые касаются бюджета и установления размеров взносов, о чем указывается в пунктах 2 и 3 статьи 19. Совет может в любое время большинством поданных голосов

взять назад такие делегированные полномочия и обязанности. Любое решение, принятое на основании делегированных Советом полномочий или обязанностей в соответствии с настоящим пунктом, подлежит пересмотру Советом по просьбе любого экспортера или импортера-участника в сроки, установленные Советом. Любое решение, в отношении которого в установленные Советом сроки не поступило просьбы о пересмотре, является обязательным для всех участников.

6) Для того чтобы обеспечить Совету возможность выполнения его обязанностей по настоящей Конвенции, Совет может просить участников представить ему статистические данные и различную информацию, которые необходимы ему для этих целей.

### Статья 12

#### ГОЛОСА

1) Экспортеры-участники будут иметь совместно 1 000 голосов и импортеры-участники будут иметь совместно 1 000 голосов.

2) Число голосов, которыми располагают в Совете соответствующие делегации экспортеров-участников, указано в приложении А.

3) Число голосов, которыми располагают в Совете соответствующие делегации импортеров-участников, указано в приложении В.

4) Любой экспортер-участник может уполномочить любого другого экспортера-участника и любой импортер-участник может уполномочить любого другого импортера-участника представлять его интересы и осуществлять его право на голосование на одном или нескольких заседаниях Совета. Соответствующим образом оформленная передача полномочий должна быть представлена Совету.

5) Если на каком-либо заседании Совета экспортер или импортер-участник не представлен официальным представителем и не уполномочил другого участника осуществлять его право на голосование, в соответствии с пунктом 4 настоящей статьи и если к моменту какого-либо заседания какой-либо участник утратил право голоса, был лишен его или вновь его приобрел в соответствии с каким-либо положением настоящей Конвенции, то общее число голосов, которыми должны располагать экспортеры-участники, должно быть уравнено с общим числом голосов, которым будут фактически располагать на данном засе-



дании импортеры-участники и перераспределено среди экспортеров-участников пропорционально их голосам.

6) Каждый раз, когда какая-либо страна становится стороной настоящей Конвенции или участник перестает быть ее стороной, Совет перераспределяет голоса в пределах перечней в приложении А или В, пропорционально числу голосов каждого участника, поименованного в соответствующем приложении.

7) Ни один экспортер или импортер-участник не будет иметь менее одного голоса и дробных голосов не будет.

### Статья 13

#### МЕСТОПРЕБЫВАНИЕ, СЕССИИ И КВОРУМ

1) Местопребыванием Совета является Лондон, если Совет не примет иного решения.

2) Совет собирается по крайней мере один раз в каждой половине сельскохозяйственного года и в любое другое время по решению председателя или в связи с иным требованием в соответствии с настоящей Конвенцией.

3) Председатель созывает сессию Совета по просьбе: а) пяти участников или б) одного или нескольких участников, имеющих не менее 10% общего числа голосов, или с) Исполнительного Комитета.

4) Присутствие представителей, располагающих большинством голосов экспортеров-участников, и представителей, располагающих большинством голосов импортеров-участников, до перераспределения голосов в соответствии со статьей 12, является необходимым для обеспечения кворума на любом заседании Совета.

### Статья 14

#### РЕШЕНИЯ

1) За исключением случаев, когда в настоящей Конвенции предусматривается иное, решения Совета принимаются большинством голосов экспортеров-участников и большинством голосов импортеров-участников, причем подсчет голосов производится отдельно.

2) Каждый участник признает для себя обязательными все решения Совета, принятые в соответствии с положениями настоящей Конвенции.

### Статья 15

#### ИСПОЛНИТЕЛЬНЫЙ КОМИТЕТ

1) Совет учреждает Исполнительный комитет. В состав Исполнительного комитета входит не более четырех экспортеров-участников, ежегодно избираемых экспортерами-участниками, и не более восьми импортеров-участников, ежегодно избираемых импортерами-участниками. Совет назначает председателя Исполнительного Комитета и может назначить заместителя председателя.

2) Исполнительный комитет ответствен перед Советом и проводит свою работу под его общим руководством. Он имеет такие полномочия и обязанности, которые четко определены для него в соответствии с настоящей Конвенцией, а также другие полномочия и обязанности, которые Совет может ему делегировать согласно пункту 5 статьи 11.

3) Экспортеры-участники в Исполнительном комитете имеют общее число голосов, равное числу голосов импортеров-участников. Голоса экспортеров-участников в Исполнительном комитете распределяются по договоренности между собой, однако ни один экспортер-участник не должен иметь более 40% общего количества голосов экспортеров-участников. Голоса импортеров-участников в Исполнительном комитете распределяются по договоренности между собой, однако ни один импортер-участник не должен иметь более 40% общего количества голосов импортеров-участников.

4) Совет устанавливает правила процедуры в отношении голосования в Исполнительном комитете и может разработать другие положения в отношении правил процедуры в Исполнительном комитете, которые он сочтет необходимыми. Решения Исполнительного комитета принимаются большинством голосов, как это предусматривается настоящей Конвенцией в отношении Совета, когда он рассматривает апа-логичные вопросы.

5) Любой экспортер или импортер-участник, который не является членом Исполнительного комитета, может без права голоса принимать участие в обсуждении любого вопроса, рассматриваемого Исполнитель-

ным комитетом, во всех тех случаях, когда Комитет считает, что затрагиваются интересы этого участника.

### Статья 16

#### КОНСУЛЬТАТИВНЫЙ ПОДКОМИТЕТ ПО КОНЪЮНКТУРЕ РЫНКА

1) Исполнительный комитет учреждает Консультативный подкомитет по конъюнктуре рынка в составе технических представителей не более пяти экспортеров-участников и не более пяти импортеров-участников. Председатель Консультативного подкомитета назначается Исполнительным комитетом.

2) Консультативный подкомитет осуществляет постоянное наблюдение за текущей конъюнктурой рынка и представляет доклады Исполнительному комитету, как это предусмотрено в статье 6. Консультативный подкомитет при исполнении своих функций принимает во внимание любые заявления, сделанные любым экспортером или импортером-участником.

3) Любой участник, который не является членом Консультативного подкомитета, может участвовать в обсуждении любого вопроса рассматриваемого Консультативным подкомитетом, когда последний считает, что интересы данного участника непосредственно затронуты.

4) Консультативный подкомитет дает консультации согласно соответствующим статьям настоящей Конвенции, а также по любым другим вопросам, которые могут быть переданы ему Советом или Исполнительным комитетом, включая также вопросы, которые Совет может направить ему в соответствии со статьей 21 настоящей Конвенции.

### Статья 17

#### СЕКРЕТАРИАТ

1) Совет имеет секретариат, который состоит из Исполнительного секретаря, являющегося старшим должностным лицом, и такого штата сотрудников, который может потребоваться для работы Совета и его комитетов.

2) Совет назначает Исполнительного секретаря, который является

ответственным за исполнение обязанностей, возложенных на секретариат по проведению в жизнь настоящей Конвенции, и за выполнение другой работы, которая поручается ему Советом или его комитетами.

3) Сотрудники секретариата назначаются Исполнительным секретарем в соответствии с правилами, установленными Советом.

4) Условием для назначения Исполнительного секретаря и сотрудников секретариата является отсутствие у них финансовой заинтересованности в области торговли пшеницей или, если такая заинтересованность имеется, отказ от нее, а также обязательство не спрашивать или не получать от какого бы то ни было правительства или от каких бы то ни было органов, не относящихся к Совету, инструкций относительно выполнения возложенных на них настоящей Конвенцией обязанностей.

### Статья 18

#### ПРИВИЛЕГИИ И ИММУНИТЕТЫ

1) Совет является юридическим лицом. Он пользуется, в частности, правом заключать договоры, приобретать и распоряжаться движимым и недвижимым имуществом и быть истцом или ответчиком в суде.

2) Статус, привилегии и иммунитеты Совета на территории Соединенного Королевства будут и впредь определяться соглашением о штаб-квартире между правительством Соединенного Королевства Великобритании и Северной Ирландии и Международным советом по пшенице, подписанным в Лондоне 28 ноября 1968 года.

3) Соглашение, о котором говорится в пункте 2 настоящей статьи, не является составной частью настоящей Конвенции. Его действие, однако, прекращается:

- a) по соглашению между правительством Соединенного Королевства Великобритании и Северной Ирландии и Советом;
- b) в случае перемещения Совета с территории Соединенного Королевства;
- c) в случае прекращения деятельности Совета.

4) В случае перемещения Совета из Соединенного Королевства, правительство участника, где будет находиться местонахождение Совета, заключает с Советом международное соглашение относительно

статуса, привилегий и иммунитетов Совета, его Исполнительного секретаря и персонала, а также экспертов и представителей участников, принимающих участие в заседаниях, созываемых Советом.

### Статья 19

#### ФИНАНСОВЫЕ ВОПРОСЫ

1) Расходы делегаций, участвующих в работе Совета, а также представителей в его комитетах и подкомитетах покрываются их соответствующими правительствами. Прочие расходы по ирведению в жизнь настоящей Коивенции покрываются путем ежегодных взносов экспортеров и импортеров-участников. Взнос каждого участника за каждый сельскохозяйственный год определяется пропорционально числу голосов экспортеров и импортеров-участников, которые эти участники имеют на начало соответствующего сельскохозяйственного года.

2) На своей первой сессии после вступления Конвенции в силу Совет утверждает свой бюджет на период до 30 июня 1972 года и устанавливает размеры взносов каждого экспортера и импортера-участника.

3) На сессии, проводимой во второй половине каждого сельскохозяйственного года, Совет утверждает свой бюджет на следующий сельскохозяйственный год и устанавливает размеры взносов каждого экспортера и импортера-участника на этот сельскохозяйственный год.

4) Первоначальный взнос любого экспортера или импортера-участника, присоединяющегося к настоящей Конвенции в соответствии с пунктом 2 статьи 25, устанавливается Советом на основании количества голосов, которыми этот участник будет располагать, и срока, остающегося до истечения текущего сельскохозяйственного года; причем взносы, установленные для других экспортеров и импортеров-участников на текущий сельскохозяйственный год, остаются без изменений.

5) Взносы подлежат уплате немедленно после их установления. Любой экспортер или импортер-участник, не сделавший своего взноса в течение одного года с момента его установления, теряет право голоса до уплаты им взноса, но не освобождается от обязательств по настоящей Конвенции и не лишается своих прав по Конвенции, если Совет не решит иначе.

6) Каждый сельскохозяйственный год Совет публикует заверенный отчет о поступлениях и расходах за истекший сельскохозяйственный год.

7) Перед прекращением своей деятельности Совет принимает надлежащие меры для урегулирования своих обязательств, а также своей документации и активов.

### Статья 20

#### СОТРУДНИЧЕСТВО С ДРУГИМИ МЕЖПРАВИТЕЛЬСТВЕННЫМИ ОРГАНИЗАЦИЯМИ

1) Совет может принимать любые необходимые меры для организации консультаций или сотрудничества с Организацией Объединенных Наций и ее органами, в частности с ЮНКТАД и ФАО, а также с другими специализированными учреждениями Организации Объединенных Наций и межправительственными организациями, когда это будет сочтено целесообразным.

2) Учитывая особую роль ЮНКТАД в международной торговле сырьевыми товарами, Совет будет информировать ЮНКТАД о своей деятельности и программах работы таким образом, как он сочтет это подходящим.

3) Если Совет сочтет, что какие-либо условия настоящей Конвенции существенно не совместимы с требованиями, которые могут быть установлены Организацией Объединенных Наций или ее соответствующими органами и специализированными учреждениями относительно межправительственных товарных соглашений, то такое несоответствие считается обстоятельством, мешающим осуществлению настоящей Конвенции, и в этом случае будет применена процедура, предусмотренная в пунктах 2, 3 и 4 статьи 27.

### Статья 21

#### ЦЕНЫ И СООТВЕТСТВУЮЩИЕ ПРАВА И ОБЯЗАТЕЛЬСТВА

Для обеспечения поставок пшеницы и пшеничной муки импортерам-участникам и сбыта пшеницы и пшеничной муки экспортером-участником по справедливым и устойчивым ценам Совет рассматри-

вает в надлежащее время вопрос о ценах и соответствующих правах и обязательствах. Когда будет сочтено, что эти вопросы могут быть предметом успешных переговоров с целью претворения их в жизнь в пределах срока действия данной Конвенции, Совет должен просить Генерального секретаря ЮНКТАД созвать конференцию по проведению переговоров.

### Статья 22

#### ПОДПИСАНИЕ КОНВЕНЦИИ

Настоящая Конвенция будет открыта для подписания в Вашингтоне с 29 марта 1971 года по 3 мая 1971 года включительно правительствами стран, являющихся сторонами Конвенции о торговле пшеницей 1967 года, и правительствами, представленными на Конференции Организации Объединенных Наций по пшенице 1971 года.

### Статья 23

#### РАТИФИКАЦИЯ, ПРИНЯТИЕ ИЛИ ОДОБРЕНИЕ

Настоящая Конвенция подлежит ратификации, принятию или одобрению каждым подписавшим правительством в соответствии с его соответствующими конституционными процедурами. Акты о ратификации, принятии или одобрении сдаются на хранение правительству Соединенных Штатов Америки не позднее 17 июня 1971 года, за исключением тех случаев, когда Совет может предоставить одну отсрочку или более любому подписавшему правительству, которое на указанную дату не сдало на хранение своих актов о ратификации, принятии или одобрении.

### Статья 24

#### ВРЕМЕННОЕ ПРИМЕНЕНИЕ

Любое подписавшее правительство может сдать на хранение правительству Соединенных Штатов Америки декларацию о временном применении настоящей Конвенции. Любое правительство, имеющее право подписать настоящую Конвенцию или чье заявление о присое-

динении одобрено Советом, может также сдать на хранение правительству Соединенных Штатов Америки декларацию о временном применении. Любое правительство, сдавшее на хранение такую декларацию, временно применяет настоящую Конвенцию и временно считается ее стороной.

### Статья 25

#### ПРИСОЕДИНЕНИЕ

1) Любое правительство, представленное на Конференции Организации Объединенных Наций по пшенице 1971 года, или правительство любой страны, являющейся стороной Конвенции о торговле пшеницей 1967 года, может присоединиться к настоящей Конвенции до 17 июня 1971 года включительно, за исключением тех случаев, когда Совет может предоставить одну острочку или более любому правительству, которое на указанную дату не сдало своих актов на хранение.

2) После 17 июня 1971 года правительство, приглашенное принять участие в Конференции Организации Объединенных Наций по пшенице 1971 года, может присоединиться к настоящей Конвенции на условиях, которые Совет сочтет целесообразными большинством в две трети голосов экспортеров-участников и большинством в две трети голосов импортеров-участников.

3) Присоединение осуществляется путем сдачи на хранение акта о присоединении правительству Соединенных Штатов Америки.

4) В тех случаях когда для целей проведения в жизнь настоящей Конвенции упоминаются участники, перечисленные в приложениях А или В, любой участник, правительство которого присоединилось к настоящей Конвенции на условиях, предусматриваемых Советом в соответствии с этой статьей, будет считаться поименованным в соответствующем приложении.

### Статья 26

#### ВСТУПЛЕНИЕ В СИЛУ

1) Настоящая Конвенция вступит в силу в отношении тех правительств, которые сдали на хранение акты о ратификации, принятии, одобрении или присоединении в следующем порядке:



- a) 18 июня 1971 года в отношении всех положений, за исключением статей 3-9 включительно и статьи 21, и
- b) 1 июля 1971 года в отношении статей 3-9 включительно и статьи 21;

если такие акты о ратификации, принятии, одобрении или присоединении или заявления о временном применении были сданы на хранение не позднее 17 июня от имени правительств, представляющих экспортеров-участников, располагающих по крайней мере 60% голосов, указанных в приложении А, и представляющих импортеров-участников, располагающих по крайней мере 50% голосов, указанных в приложении В.

2) Настоящая Конвенция вступит в силу в отношении любого правительства, которое сдаст на хранение акт о ратификации, принятии, одобрении или присоединении после 18 июня 1971 года, согласно соответствующим положениям данной Конвенции с даты такой сдачи, за исключением того, что ни одна из ее частей не вступит в силу в отношении такого правительства до того, как эта часть не вступит в силу в отношении других правительств в соответствии с пунктами 1 или 3 настоящей статьи.

3) Если настоящая Конвенция не вступит в силу в соответствии с пунктом 1 данной статьи, правительства, которые сдали на хранение акты о ратификации, принятии, одобрении или присоединении или заявления о временном применении, могут по взаимной договоренности решить, что она вступит в силу в отношении тех правительств, которые сдали на хранение акты о ратификации, принятии, одобрении или присоединении.

### Статья 27

#### СРОК ДЕЙСТВИЯ, ИЗМЕНЕНИЕ И ВЫХОД

1) Настоящая Конвенция остается в силе до 30 июня 1974 года включительно. Однако, если ведутся переговоры относительно заключения нового соглашения по пшенице, как это предусматривается статьей 21, и если такое новое соглашение вступит в силу до 30 июня 1974 года, то настоящая Конвенция останется в силе лишь до даты вступления в силу нового соглашения.

2) Совет может рекомендовать участникам внести изменение в настоящую Конвенцию.

3) Совет может установить срок, в течение которого каждый участник должен сообщить правительству Соединенных Штатов Америки, принимает ли он изменение или нет. Изменение вступает в силу после его принятия экспортерами-участниками, располагающими двумя третями голосов экспортеров-участников, и импортерами-участниками, располагающими двумя третями голосов импортеров-участников.

4) Любой участник, не сообщивший правительству Соединенных Штатов Америки о своем принятии изменения до даты вступления изменения в силу, может выйти из настоящей Конвенции в конце сельскохозяйственного года после представления письменного уведомления правительству Соединенных Штатов Америки, которого в каждом отдельном случае может потребовать Совет, однако это не освобождает его от обязательств по настоящей Конвенции, которые не были выполнены к концу данного сельскохозяйственного года. Любой участник, выходящий из Конвенции, не связан положениями изменения, обусловившего его выход. Если участник докажет Совету на его первой сессии после даты вступления в силу изменения, что он не смог принять его в установленный срок вследствие затруднений конституционного или организационного порядка, и заявляет о своем намерении временно применять изменение в ожидании принятия этого изменения, Совет может продлить для данного участника срок, установленный для принятия изменения, до того времени, когда эти затруднения будут преодолены.

5) Если какой-либо участник считает, что в результате применения этой Конвенции его интересам нанесен ущерб, он может заявить об этом Совету, и Совет в рамках 30 дней рассмотрит этот вопрос. Если заинтересованный участник считает, что, несмотря на принятые Советом меры, его интересам по-прежнему наносится ущерб, он может выйти из состава участников Конвенции в конце сельскохозяйственного года, направив по крайней мере за 90 дней до конца данного сельскохозяйственного года письменное уведомление о своем выходе правительству Соединенных Штатов Америки, однако этим он не освобождается от обязательств, вытекающих из настоящей Конвенции, которые не были выполнены к концу сельскохозяйственного года.

6) Любой участник, который становится государством-членом Европейского экономического сообщества в течение срока действия

настоящей Конвенции, должен сообщить об этом Совету, и Совет в рамках 30 дней рассмотрит этот вопрос, с тем чтобы договориться с этим участником и с ЕЭС относительно надлежащего урегулирования их соответствующих прав и обязательств в связи с настоящей Конвенцией. В таких случаях Совет будет иметь право рекомендовать изменение на основании пункта 2 настоящей статьи.

### Статья 28

#### ТЕРРИТОРИАЛЬНОЕ ПРИМЕНЕНИЕ

1) Каждое правительство при подписании настоящей Конвенции или ее ратификации, принятии, одобрении, временном применении или присоединении к ней может заявить, что его права и обязательства по Конвенции не распространяются на одну или несколько территорий, за международные отношения которых оно является ответственным.

2) За исключением территорий, в отношении которых сделано заявление в соответствии с пунктом 1 настоящей статьи, права и обязательства любого правительства по настоящей Конвенции распространяются на все территории, за международные отношения которых оно является ответственным.

3) Каждый участник может в любое время после ратификации, принятия, одобрения, временного применения или присоединения к настоящей Конвенции путем уведомления правительства Соединенных Штатов Америки заявить, что его права и обязательства по настоящей Конвенции распространяются на одну или несколько территорий, в отношении которых оно сделало заявление в соответствии с пунктом 1 настоящей статьи.

4) Любой участник может, путем уведомления правительства Соединенных Штатов Америки о выходе, вывести из состава участников настоящей Конвенции одну или несколько территорий, за международные отношения которых оно является ответственным.

5) Когда территория, на которую распространяется действие Конвенции согласно пунктам 2 и 3 настоящей статьи, приобретает впоследствии независимость, правительство этой территории может в течение 90 дней после достижения независимости заявить в своем уведомлении правительству Соединенных Штатов Америки, что оно принимает на

себя права и обязательства договаривающейся стороны настоящей Конвенции.

6) Для целей перераспределения голосов, согласно статье 12, любое изменение в применении настоящей Конвенции в соответствии с настоящей статьей рассматривается как изменение в составе участников настоящей Конвенции и осуществляется в порядке, соответствующем конкретной обстановке.

### *Статья 29*

#### НОТИФИКАЦИЯ ПРАВИТЕЛЬСТВА СТРАНЫ-ДЕПОЗИТАРИЯ

Правительство Соединенных Штатов Америки в качестве правительства страны-депозитария будет сообщать всем правительствам, подписавшим Конвенцию или присоединившимся к ней, о каждом подписании, ратификации, принятии, одобрении, временном применении и присоединении к настоящей Конвенции, а также о каждой нотификации и каждом уведомлении, полученном в соответствии со статьей 27, и о каждой декларации и нотификации, полученной в соответствии со статьей 28.

### *Статья 30*

#### ЗАВЕРЕННАЯ КОПИЯ КОНВЕНЦИИ

В кратчайший срок после окончательного вступления в силу настоящей Конвенции правительство-депозитарий посылает заверенную копию текста настоящей Конвенции на английском, испанском, русском и французском языках Генеральному Секретарю Организации Объединенных Наций для регистрации в соответствии с положениями статьи 102 Устава Организации Объединенных Наций. В таком же порядке сообщаются все изменения к настоящей Конвенции.

### *Статья 31*

#### ОТНОШЕНИЕ ПРЕАМБУЛЫ К КОНВЕНЦИИ

Настоящая Конвенция включает преамбулу Международного соглашения по пшенице 1971 года.

В УДОСТОВЕРЕНИЕ ЧЕГО нижеподписавшиеся, будучи надлежащим образом на то уполномочены своими соответствующими правительствами, подписали настоящую Конвенцию в даты, указанные против их подписей.

Тексты настоящей Конвенции на английском, испанском, русском и французском языках являются равно аутентичными, причем подлинники сдаются на хранение правительству Соединенных Штатов Америки, которое рассылает заверенные копии каждому подписавшемуся и каждому присоединившемуся правительству и Исполнительному секретарю Совета.

### ПРИЛОЖЕНИЕ А

#### ГОЛОСА ЭКСПОРТЕРОВ-УЧАСТНИКОВ

Австралия . . . . .	100	Мексика . . . . .	5
Аргентина . . . . .	100	Соединенные Штаты	
Болгария . . . . .	5	Америки . . . . .	280
Греция . . . . .	5	Союз Советских Социалисти-	
Европейское экономическое		ческих Республик . . . . .	100
сообщество . . . . .	100	Уругвай . . . . .	5
Испания . . . . .	5	Швеция . . . . .	10
Канада . . . . .	280		
Кения . . . . .	5		1 000

### ПРИЛОЖЕНИЕ В

#### ГОЛОСА ИМПОРТЕРОВ-УЧАСТНИКОВ

Австрия . . . . .	1	Израиль . . . . .	5
Алжир . . . . .	14	Индия . . . . .	34
Барбадос . . . . .	1	Индонезия . . . . .	7
Боливия . . . . .	5	Иран . . . . .	2
Бразилия . . . . .	71	Ирландия . . . . .	7
Ватикан . . . . .	1	Китай . . . . .	19
Венесуэла . . . . .	29	Колумбия . . . . .	8
Гватемала . . . . .	3	Корейская Республика . . . . .	16
Дания . . . . .	1	Королевство Нидерландов*	1
Доминиканская Республика . . . . .	1	Коста-Рика . . . . .	3
Европейское экономическое		Куба . . . . .	2
сообщество . . . . .	152	Кувейт . . . . .	3

\* Относится к интересам Нидерландских Антильских островов и Суринама.

Ливан . . . . .	9	Сирийская Арабская	
Ливия . . . . .	5	Республика . . . . .	5
О. Маврикий . . . . .	2	Соединенное Королевство . . . . .	183
Мальта . . . . .	2	Тринидад и Тобаго . . . . .	4
Марокко . . . . .	10	Тунис . . . . .	5
Нигерия . . . . .	7	Турция . . . . .	4
Норвегия . . . . .	14	Финляндия . . . . .	2
Объединенная Арабская		Цейлон . . . . .	17
Республика . . . . .	65	Швейцария . . . . .	16
Пакистан . . . . .	16	Эквадор . . . . .	3
Паиама . . . . .	2	Южно-Африканская	
Перу . . . . .	25	Республика . . . . .	10
Португалия . . . . .	18	Япония . . . . .	178
Сальвадор . . . . .	2		
Саудовская Аравия . . . . .	10		
			1 000

[SPANISH TEXT — TEXTE ESPAGNOL]

## CONVENIO INTERNACIONAL DEL TRIGO, 1971

---

### PREAMBULO

La Conferencia de las Naciones Unidas sobre el Trigo, 1971,

Considerando que el Convenio Internacional del Trigo de 1949 fue revisado, renovado o prorrogado en 1953, 1956, 1959, 1962, 1965, 1966 y 1967,

Considerando que las disposiciones del Acuerdo Internacional sobre los Cereales, 1967, que comprende por una parte el Convenio sobre el Comercio del Trigo y por otra el Convenio sobre la Ayuda Alimentaria, expira el 30 de junio de 1971 y que es conveniente celebrar un Convenio por un nuevo período,

Han convenido que el presente Convenio Internacional del Trigo, 1971 comprenda dos instrumentos jurídicos separados:

- a) El Convenio sobre el Comercio del Trigo, 1971 y
- b) El Convenio sobre la Ayuda Alimentaria, 1971

y que el Convenio sobre el Comercio del Trigo, 1971, o el Convenio sobre el Comercio del Trigo, 1971 y el Convenio sobre la Ayuda Alimentaria, 1971, en su caso, sean presentados para la firma, ratificación, aceptación o aprobación, de conformidad con los procedimientos constitucionales respectivos, a los gobiernos representados en la Conferencia de las Naciones Unidas sobre el Trigo, 1971 y a los gobiernos de los Estados parte en el Convenio sobre el Comercio del Trigo del Acuerdo Internacional sobre los Cereales, 1967.

---

**CONVENIO SOBRE EL COMERCIO DEL TRIGO, 1971**

---

**PARTE I****DISPOSICIONES GENERALES***Artículo 1***FINALIDADES**

Las finalidades de este Convenio son:

- a) Favorecer la cooperación internacional en lo referente a los problemas mundiales del trigo, reconociendo la relación existente entre el comercio del trigo y la estabilidad económica de los mercados de otros productos agrícolas;
- b) Fomentar el desarrollo del comercio internacional de trigo y de harina de trigo y lograr que este comercio sea lo más libre posible, en interés tanto de los miembros exportadores como de los miembros importadores, para contribuir así al desarrollo de los países cuya economía depende de la venta comercial del trigo;
- c) Contribuir en todo lo posible a la estabilidad del mercado internacional del trigo en interés tanto de los miembros importadores como de los miembros exportadores, y
- d) Servir de marco, conforme al artículo 21 del presente Convenio, para la negociación de estipulaciones relativas a los precios del trigo y a los derechos y obligaciones de los miembros en lo que respecta al comercio internacional del trigo.

*Artículo 2***DEFINICIONES**

1) Para los fines de este Convenio:

a) Por « Consejo » se entiende el Consejo Internacional del Trigo creado por el Convenio Internacional del Trigo de 1949 y mantenido en funciones en virtud del artículo 10;

b) Por « miembro » se entiende una parte en el Convenio o un territorio o grupo de territorios con respecto a los cuales se haya hecho una notificación según el párrafo 3 del artículo 28;



c) Por « miembro exportador » se entiende un país enumerado en el Anexo A;

d) Por « miembro importador » se entiende un país enumerado en el Anexo B;

e) Por « territorio », en relación con un miembro exportador o un miembro importador, se entiende todo territorio al cual, de conformidad con lo dispuesto en el artículo 28, se apliquen los derechos y las obligaciones de ese miembro en virtud del presente Convenio;

f) Por « Comité Ejecutivo » se entiende el Comité creado en virtud del artículo 15;

g) Por « Subcomité Asesor sobre Condiciones del Mercado » se entiende el Subcomité establecido en virtud del artículo 16;

h) Por « cereales » se entiende trigo, centeno, cebada, avena, maíz y sorgo;

i) Por « trigo » se entiende el trigo en grano, cualesquiera que sean su especificación, clase, tipo, grado o calidad y, excepto cuando el contexto exija otra cosa, la harina de trigo;

j) Por « año agrícola » se entiende el período comprendido entre el 1.º de julio y el 30 de junio;

k) Por « bushel » se entiende, en el caso del trigo, 60 libras avoirdupois o 27,2155 kilogramos;

l) Por « tonelada métrica », o sea 1.000 kilogramos, se entiende, en el caso del trigo, 36,74371 bushels;

m) i) por « compra » se entiende, conforme lo exija el contexto, la compra para la importación de trigo exportado o destinado a ser exportado por un miembro exportador o por un miembro que no sea exportador, según, el caso, o la cantidad de trigo así comprada;

ii) por « venta » se entiende, conforme lo exija el contexto, la venta para la exportación de trigo importado o destinado a ser importado por un miembro importador o por un miembro que no sea importador, según el caso, o la cantidad de trigo así vendida;

iii) cuando en el presente Convenio se haga referencia a una compra o una venta, se entenderá que se refiere no sólo a las compras o ventas concertadas entre gobiernos, sino también a las compras o ventas concertadas entre comerciantes particulares o entre un comerciante particular y el

gobierno interesado. En esta definición se entenderá también por « gobierno » el de todo territorio al cual se apliquen, de conformidad con lo dispuesto en el artículo 28, los derechos y obligaciones correspondientes a todo gobierno que ratifique, acepte, apruebe o se adhiera al presente Convenio;

n) Toda referencia en el presente Convenio a un « gobierno representado en la Conferencia de las Naciones Unidas sobre el Trigo, 1971 » se considerará aplicable a la Comunidad Económica Europea (en adelante CEE). Por consiguiente, se considerará que toda referencia en el presente Convenio a « firma », « depósito de instrumentos de ratificación, aceptación o aprobación », « instrumento de adhesión » o « declaración de aplicación provisional » por un gobierno, comprende, en el caso de la CEE, la firma o declaración de aplicación provisional en nombre de la CEE por su autoridad competente y el depósito del instrumento que, con arreglo a los procedimientos institucionales de la CEE, deba depositar para la conclusión de un convenio internacional.

2) Todos los cálculos sobre el equivalente en trigo de las compras de harina de trigo se basarán en el porcentaje de extracción indicado en el contrato entre el comprador y el vendedor. Si no se indica dicho porcentaje, se considerará que, para los efectos de dichos cálculos, y a menos que el Consejo decida otra cosa, setenta y dos unidades de peso de harina de trigo equivalen a cien unidades de peso de trigo en grano.

### Artículo 3

#### COMPRAS COMERCIALES Y TRANSACCIONES ESPECIALES

1) Para los fines del presente Convenio, « compra comercial » es una compra tal como se define en el artículo 2, efectuada conforme a las prácticas comerciales corrientes del comercio internacional, excluidas las transacciones a que se refiere el párrafo 2) del presente artículo.

2) Para los fines del presente Convenio, « transacción especial » es aquella que contiene características establecidas por el gobierno del miembro interesado que no concuerdan con las prácticas comerciales corrientes. Las transacciones especiales comprenden:

a) las ventas a crédito en las que, como resultado de la intervención oficial, el tipo de interés, el plazo de pago u otras condiciones conexas no concuerdan con los tipos, los plazos o las condiciones usuales para el comercio en el mercado mundial;

- b) las ventas en que los fondos necesarios para la compra de trigo se obtienen del gobierno del miembro exportador mediante un préstamo ligado a la compra de trigo;
- c) las ventas en moneda del miembro importador, que no sea transferible ni convertible en numerario o en mercancías de que se pueda disponer en el miembro exportador;
- d) las ventas efectuadas según acuerdos comerciales con disposiciones especiales de pagos que comprendan la compensación bilateral de los saldos acreedores mediante intercambio de mercancías, a menos que el miembro exportador y el miembro importador interesados acuerden que la venta será considerada como comercial;
- e) las operaciones de trueque:
  - i) resultantes de la intervención de los gobiernos, en las que se intercambia trigo a precios diferentes de los prevalecientes en el mercado mundial, o
  - ii) al amparo de un programa oficial de compras, salvo cuando la compra de trigo sea consecuencia de una operación de trueque en la que el país de destino final no esté mencionado en el contrato de trueque original;
- f) los donativos de trigo o las compras de trigo realizadas con cargo a un donativo numerario concedido específicamente con ese fin por el miembro exportador;
- g) cualquier otra categoría de transacciones que el Consejo pueda establecer que contengan características introducidas por el gobierno de un miembro interesado y que no concuerden con las prácticas comerciales corrientes.

3) Cualquier cuestión planteada por el Secretario Ejecutivo o por un miembro exportador o importador sobre si una operación constituye una compra comercial, tal como se define en el párrafo 1) del presente artículo, o una transacción especial, tal como se define en el párrafo 2) del presente artículo, será decidida por el Consejo.

#### *Artículo 4*

##### REGISTRO Y NOTIFICACIONES

- 1) El Consejo llevará registros separados para cada año agrícola:
- a) a los efectos de la aplicación del presente Convenio, de todas las compras

comerciales efectuadas por miembros a otros miembros y no miembros, y de todas las importaciones de miembros procedentes de otros miembros y no miembros en condiciones que las convierten en transacciones especiales, y

- b) de todas las ventas comerciales efectuadas por miembros a no miembros, así como de todas las exportaciones de miembros a no miembros en condiciones que las convierten en transacciones especiales.

2) Los registros mencionados en el párrafo precedente se llevarán de modo que los registros de las transacciones especiales estén separados de los registros de las transacciones comerciales.

3) A fin de facilitar el funcionamiento del Subcomité Asesor sobre Condiciones del Mercado con arreglo al artículo 16, el Consejo llevará registros de los precios del mercado internacional de trigo y de harina de trigo, así como de los gastos de transporte.

4) Cuando se trate de trigo que llega al país de destino final, después de haber sido revendido en un país que no sea el de origen, o de haber pasado a través de él, o de haber sido transbordado en sus puertos, los miembros suministrarán, en la medida de lo posible, informaciones que permitan inscribir la compra o la transacción en los registros mencionados en los párrafos 1) y 2) del presente artículo, como compra o transacción efectuada entre el país de origen y el país de destino final. En caso de reventa, las disposiciones del presente párrafo se aplicarán únicamente si el trigo fue producido en el país de origen durante el mismo año agrícola.

5) El Consejo podrá autorizar que las compras se inscriban para un año agrícola:

- a) si el embarque se efectúa dentro de un plazo razonable, que no exceda de un mes, que fijará el Consejo, antes que comience o después que termine dicho año agrícola, y
- b) si así lo acuerdan los dos miembros interesados.

6) Para los fines del presente artículo:

- a) Los miembros enviarán al Secretario Ejecutivo las informaciones que requiera el Consejo, de acuerdo con sus atribuciones, sobre las cantidades de trigo comprendidas en ventas y compras comerciales y transacciones especiales, incluyendo:

- i) en lo que se refiere a las transacciones especiales, los detalles de

dichas transacciones que permitan clasificarlas con arreglo al artículo 3;

- ii) en lo que se refiere al trigo, las informaciones de que se disponga sobre el tipo, clase, grado y calidad y sobre las cantidades correspondientes;
  - iii) en lo que se refiere a la harina, las informaciones de que se disponga que permitan identificar la calidad de la harina y las cantidades de cada una de las diversas calidades;
- b) Los miembros que efectúen exportaciones en forma regular, y los demás miembros que decida el Consejo, enviarán al Secretario Ejecutivo las informaciones relativas a los precios en transacciones comerciales y, de poder obtenerse, en transacciones especiales para las especificaciones, clases, tipos, grados y calidades de trigo y de harina de trigo que requiera el Consejo; y
- c) El Consejo obtendrá regularmente informaciones sobre las tarifas de transporte aplicadas en el momento de que se trate, y los miembros comunicarán, en la medida de lo posible, las informaciones complementarias que requiera el Consejo.

7) El Consejo dictará un reglamento para las notificaciones y registros mencionados en el presente artículo. En dicho reglamento se determinará la frecuencia y el modo de las notificaciones, así como las obligaciones de los miembros a ese respecto. El Consejo dictará también disposiciones para la modificación de los registros o estados que lleve, incluso las necesarias para resolver cualquier controversia que se relacione con ellos. En el caso de que cualquier miembro, repetidamente y sin justificación, deje de efectuar las notificaciones estipuladas en el presente artículo, el Comité Ejecutivo celebrará consultas con dicho miembro con miras a remediar esa situación.

### *Artículo 5*

#### EVALUACIÓN DE LAS NECESIDADES Y DISPONIBILIDADES DE TRIGO

1) A más tardar el 1.º de octubre, en el caso de los países del hemisferio septentrional, y el 1.º de febrero, en el de los países del hemisferio meridional, cada miembro importador comunicará al Consejo la evaluación de las cantidades de trigo que necesitará importar en condiciones comerciales en ese año agrícola. Posteriormente, cada miembro importador podrá comunicar al Consejo las modificaciones que desee introducir en su evaluación.

2) A más tardar el 1.º de octubre, en el caso de los países del hemisferio

septentrional, y el 1.º de febrero, en el de los países del hemisferio meridional, cada miembro exportador comunicará al Consejo la evaluación de las cantidades de trigo de que dispondrá para la exportación en dicho año agrícola. Posteriormente, cada miembro exportador podrá comunicar al Consejo las modificaciones que desee introducir en su evaluación.

3) Todas las evaluaciones comunicadas al Consejo se utilizarán para fines de la aplicación del presente Convenio y sólo podrán darse a conocer a los miembros exportadores y a los miembros importadores con arreglo a las condiciones que el Consejo pueda establecer. Las evaluaciones presentadas con arreglo a las disposiciones de este artículo no tendrán en modo alguna fuerza obligatoria.

### *Artículo 6*

#### CONSULTAS SOBRE CONDICIONES DEL MERCADO

1) Si el Subcomité Asesor sobre Condiciones del Mercado, en el curso de su continuo examen del mercado conforme al párrafo 2) del artículo 16, opina que ha surgido o amenaza surgir inminentemente una situación de inestabilidad del mercado, o si el Secretario Ejecutivo pone tal situación en conocimiento del Subcomité Asesor por propia iniciativa o a petición de cualquier miembro exportador o importador, el Subcomité Asesor comunicará inmediatamente los hechos de que se trate al Comité Ejecutivo. Al informar al Comité Ejecutivo, el Subcomité Asesor prestará especial atención a aquellas circunstancias que hayan producido, o amenacen producir la situación de inestabilidad del mercado, incluyendo las fluctuaciones de precios. El Comité Ejecutivo se reunirá dentro de un plazo de cinco días de mercado para examinar la situación y considerar la posibilidad de llegar a soluciones mutuamente aceptables.

2) Si lo estima procedente, el Comité Ejecutivo informará al Presidente del Consejo, quien podrá convocar una reunión del Consejo para que examine la situación.

### *Artículo 7*

#### CONTROVERSIAS Y RECLAMACIONES

1) Toda controversia relativa a la interpretación o la aplicación del presente Convenio, que no se resuelva por negociación, será sometida, a petición de cualquier miembro que sea parte en la controversia, al Consejo para que la resuelva.

2) Todo miembro que considere que sus intereses como parte en el presente Convenio han sido gravemente perjudicados por medidas de uno o más países miembros que influyen en la ejecución del presente Convenio, podrá presentar la situación ante el Consejo. En este caso, el Consejo consultará inmediatamente a los miembros interesados para resolver la situación. Si la situación no queda resuelta como resultado de esas consultas, el Consejo estudiará detenidamente la situación y podrá hacer recomendaciones a los miembros interesados.

### Artículo 8

#### EXAMEN ANUAL DE LA SITUACIÓN MUNDIAL DEL TRIGO

1) a) A fin de lograr las finalidades del presente Convenio, enunciadas en el artículo 1, el Consejo examinará anualmente la situación mundial del trigo e informará a los miembros acerca de las repercusiones que puedan tener en el comercio internacional del trigo los hechos que se deduzcan de dicho examen, a fin de que los mencionados miembros tengan presentes esas repercusiones al determinar y llevar a la práctica sus respectivas políticas internas agrícolas y de precios.

b) El examen se basará en la información de que se disponga acerca de la producción nacional, las existencias, el consumo, los precios y el intercambio de trigo, incluyendo tanto las transacciones comerciales como las especiales.

c) Cada miembro podrá suministrar al Consejo datos útiles para el examen anual de la situación mundial del trigo, que no se hayan comunicado al Consejo en forma directa o por intermedio de la organización apropiada del sistema de las Naciones Unidas, incluidas la Conferencia de las Naciones Unidas sobre Comercio y Desarrollo (UNCTAD) y la Organización de las Naciones Unidas para la Agricultura y la Alimentación (FAO).

2) Al llevar a cabo el examen anual, el Consejo estudiará los medios que permitan incrementar el consumo de trigo y podrá emprender, en cooperación con los miembros, estudios sobre temas tales como:

- a) los factores que afectan al consumo de trigo en diversos países, y
- b) los medios para lograr un incremento del consumo, especialmente en los países donde se compruebe que existe la posibilidad de mayor consumo.

3) A los efectos del presente artículo, el Consejo tendrá en cuenta la labor en materia de cereales realizada por la UNCTAD y la FAO y otras

organizaciones intergubernamentales, para evitar la duplicación de actividades, y podrá, sin perjuicio de lo estipulado en el párrafo 1) del artículo 20, adoptar disposiciones para obtener la colaboración en alguna de sus actividades de organizaciones intergubernamentales, así como del gobierno de cualquier Estado Miembro de las Naciones Unidas o de los organismos especializados, que no sea parte en el presente Convenio y que tenga un interés primordial en el comercio internacional de cereales.

4) Ninguna de las disposiciones del presente artículo menoscabará la completa libertad de acción de los miembros para determinar y orientar sus respectivas políticas internas agrícolas y de precios.

### *Artículo 9*

#### ORIENTACIONES PARA LAS TRANSACCIONES EN CONDICIONES DE FAVOR

1) Los miembros se comprometen a efectuar cualesquiera transacciones de trigo en condiciones de favor, de manera que no causen perjuicio a las estructuras normales de la producción y del comercio internacional.

2) Con este fin, los miembros tomarán las medidas convenientes para asegurar que las transacciones efectuadas en condiciones de favor sean adicionales a las ventas comerciales que, a falta de dichas transacciones, podrían haberse previsto razonablemente. Esas medidas tomadas de conformidad con los principios y orientaciones recomendados por la FAO para la colocación de excedentes y podrán estipular que, de acuerdo con el país beneficiario, éste mantendrá, de manera global, un nivel determinado de importaciones comerciales de trigo. Al establecer o adaptar dicho nivel, se tendrá plenamente en cuenta el volumen de las importaciones comerciales en un período representativo, así como las condiciones económicas del país beneficiario y, especialmente, la situación de su balanza de pagos.

3) Los miembros, al realizar transacciones de exportación en condiciones de favor, celebrarán consultas con los miembros exportadores cuyas ventas puedan quedar afectadas por dichas transacciones, en la mayor medida de lo posible antes de concertar los arreglos pertinentes con los países beneficiarios.

4) El Comité Ejecutivo presentará anualmente al Consejo un informe sobre la evolución reciente de las transacciones en condiciones de favor relativas al trigo.



## PARTE II

## ADMINISTRACION

*Artículo 10*

## CONSTITUCIÓN DEL CONSEJO

1) El Consejo Internacional del Trigo, creado por el Convenio Internacional del Trigo de 1949, continuará en funciones para la aplicación del presente Convenio; su composición, atribuciones y funciones serán las señaladas en el presente Convenio.

2) Cada miembro exportador o importador será miembro del Consejo con derecho a voto y podrá hacerse representar en sus sesiones por un delegado, suplentes y asesores.

3) Las organizaciones intergubernamentales a las que el Consejo decida invitar a cualquiera de sus sesiones podrán designar un representante sin derecho a voto, para que asista a ellas.

4) El consejo elegirá un presidente y un vicepresidente, cuyo mandato durará un año agrícola. El Presidente no tendrá derecho a voto, ni tampoco el Vicepresidente cuando ejerza la presidencia.

*Artículo 11*

## ATRIBUCIONES Y FUNCIONES DEL CONSEJO

1) El Consejo dictará su reglamento.

2) El Consejo llevará los registros que requieran las disposiciones del presente Convenio y podrá llevar los demás registros que estime convenientes.

3) El Consejo publicará un informe anual. Podrá publicar también cualquier otra información (en particular, su examen anual o cualquier parte o resumen de éste) referente a cuestiones que son objeto del presente Convenio.

4) Además de las atribuciones y funciones especificadas en el presente Convenio, el Consejo tendrá todas las demás atribuciones y desempeñará todas las demás funciones que sean necesarias para el cumplimiento de las disposiciones del presente Convenio.

5) El Consejo podrá delegar en cualquiera de sus comités o en el Secretario Ejecutivo el ejercicio de atribuciones o funciones, salvo las relativas al presupuesto y a la determinación de las contribuciones conforme a los párrafos 2) y 3) del artículo 19, por mayoría de dos tercios de los votos emitidos por los miembros exportadores y de dos tercios de los votos emitidos por los miembros importadores. El Consejo, por mayoría de los votos emitidos, podrá revocar en cualquier momento esa delegación. Toda decisión adoptada en virtud de atribuciones o funciones delegadas por el Consejo según lo dispuesto en este párrafo podrá ser revisada por el Consejo a solicitud de cualquier miembro exportador o cualquier miembro importador presentada dentro del plazo que el Consejo determine. Toda decisión respecto de la cual no se pida revisión en el plazo determinado será obligatoria para todos los miembros.

6) Para cumplir las funciones que le asigna el presente Convenio el Consejo podrá pedir que se le suministren las estadísticas y la información que necesite y los miembros se comprometen a suministrárselas.

## *Artículo 12*

### VOTOS

1) Los miembros exportadores tendrán conjuntamente 1.000 votos y los miembros importadores tendrán conjuntamente 1.000 votos.

2) Los votos a que tendrán derecho en el Consejo las delegaciones de los diversos miembros exportadores serán los que se determinan en el anexo A.

3) Los votos a que tendrán derecho en el Consejo las delegaciones de los diversos miembros importadores serán los que se determinan en el anexo B.

4) Todo miembro exportador podrá autorizar a otro miembro exportador, y todo miembro importador podrá autorizar a otro miembro importador, para que represente sus intereses y ejerza su derecho de voto en cualquier sesión o sesiones del Consejo. Deberá presentarse al Consejo prueba satisfactoria de dicha autorización.

5) Si en una sesión del Consejo un miembro exportador o un miembro importador no estuviere representado por un delegado acreditado y no hubiere autorizado a otro miembro, de conformidad con el párrafo 4) del presente artículo, para ejercer su derecho de voto, y si en la fecha de una sesión un miembro hubiere perdido sus votos, se hubiere visto privado de

ellos o los hubiere recuperado conforme a alguna de las disposiciones del presente Convenio, el total de los votos que puedan emitir los miembros exportadores se ajustará a una cifra igual al total de los votos que los miembros importadores puedan emitir en esa sesión, redistribuyéndolos entre los miembros exportadores en proporción a sus votos.

6) Cada vez que un país llegue a ser parte en el presente Convenio o un miembro deje de serlo, el Consejo redistribuirá los votos determinados en el anexo A o en el anexo B, según corresponda, proporcionalmente al número de votos asignado a cada miembro que figure en el anexo.

7) Todo miembro exportador o importador tendrá por lo menos un voto, y no habrá votos fraccionarios.

### *Artículo 13*

#### SEDE, REUNIONES Y QUÓRUM

1) La sede del Consejo será Londres, a menos que el Consejo disponga otra cosa.

2) El Consejo se reunirá al menos una vez en cada semestre de año agrícola y en las demás ocasiones que el Presidente decida o en cualquier otra circunstancia prevista en el presente Convenio.

3) El Presidente convocará a una reunión del Consejo si así lo piden: a) cinco miembros, b) uno a más miembros que reúnan por lo menos el 10 % de la totalidad de los votos, o c) el Comité Ejecutivo.

4) Para constituir quórum en cualquier sesión del Consejo, será necesaria la presencia de delegados que tengan, antes de cualquier ajuste de votos que haya de efectuarse con arreglo al artículo 12, mayoría de votos de los miembros exportadores y mayoría de votos de los miembros importadores.

### *Artículo 14*

#### DECISIONES

1) Salvo cuando se disponga lo contrario en el presente Convenio, el Consejo adoptará sus decisiones por mayoría de los votos emitidos por los miembros exportadores y por mayoría de los votos emitidos por los miembros importadores, contados separadamente.

2) Cada miembro se compromete a aceptar como obligatoria toda decisión que el Consejo adopte en virtud de las disposiciones del presente Convenio.

### *Artículo 15*

#### COMITÉ EJECUTIVO

1) El Consejo constituirá un Comité Ejecutivo, que estará compuesto por no más de cuatro miembros exportadores, elegidos anualmente por los miembros exportadores, y de ocho miembros importadores, elegidos anualmente por los miembros importadores. El Consejo nombrará el Presidente del Comité Ejecutivo y podrá nombrar un Vicepresidente.

2) El Comité Ejecutivo será responsable ante el Consejo y actuará bajo su dirección general. Tendrá las atribuciones y funciones que se le asignan expresamente en el presente Convenio y las que el Consejo pueda delegarle de conformidad con el párrafo 5) del artículo 11.

3) Los miembros exportadores representados en el Comité Ejecutivo tendrán el mismo número total de votos que los miembros importadores. Los votos de los miembros exportadores en el Comité Ejecutivo se dividirán entre ellos según lo acuerden, siempre que ningún miembro exportador tenga más del 40 % de la totalidad de los votos de los miembros exportadores. Los votos de los miembros importadores en el Comité Ejecutivo se dividirán entre ellos según lo acuerden, siempre que ningún miembro importador tenga más del 40 % de la totalidad de los votos de los miembros importadores.

4) El Consejo dictará el reglamento para la votación en el Comité Ejecutivo y podrá dictar cualquier otra disposición acerca del reglamento del Comité Ejecutivo que estime apropiada. Para las decisiones del Comité Ejecutivo se necesitará la misma mayoría de votos que prescribe el presente Convenio para las decisiones del Consejo sobre asuntos de la misma índole.

5) Todo miembro exportador o todo miembro importador que no sea miembro del Comité Ejecutivo podrá participar, sin derecho a voto, en el debate de cualquier asunto que estudie el Comité Ejecutivo, siempre que éste considere que están en juego los intereses de dicho miembro.

*Artículo 16*

## SUBCOMITÉ ASESOR SOBRE CONDICIONES DEL MERCADO

1) El Comité Ejecutivo constituirá un Subcomité Asesor sobre Condiciones del Mercado del que formarán parte un número de representantes técnicos no mayor de cinco para los miembros exportadores y cinco para los miembros importadores. El Presidente del Subcomité Asesor será nombrado por el Comité Ejecutivo.

2) El Subcomité Asesor mantendrá bajo continuo examen las condiciones prevalecientes en el mercado e informará al Comité Ejecutivo de conformidad con lo dispuesto en el artículo 6. El Subcomité Asesor, en el ejercicio de sus funciones, tendrá en cuenta las observaciones que formulen los miembros exportadores o importadores.

3) Todo miembro que no forme parte del Subcomité Asesor podrá participar en el debate sobre toda cuestión que se haya sometido al Subcomité Asesor, siempre que éste juzgue que dicho miembro se halla directamente interesado.

4) El Subcomité Asesor prestará su asesoramiento de conformidad con los artículos pertinentes del presente Convenio y lo prestará también acerca de aquellas otras cuestiones que el Consejo o el Comité Ejecutivo le remitan, incluidas las que le remita el Consejo en virtud del artículo 21 del presente Convenio.

*Artículo 17*

## SECRETARÍA

1) El Consejo dispondrá de una Secretaría compuesta de un Secretario Ejecutivo, que será el más alto funcionario administrativo del Consejo, y del personal que sea necesario para los trabajos del Consejo y de sus comités.

2) El Consejo nombrará al Secretario Ejecutivo, quien será responsable del cumplimiento por la Secretaría de las obligaciones que le incumben en la ejecución del presente Convenio, así como de las demás obligaciones que le asignen el Consejo y sus comités.

3) El personal será nombrado por el Secretario Ejecutivo, de conformidad con las normas que dicte el Consejo.

4) Será condición del empleo de Secretario Ejecutivo y del personal que

no tengan interés financiero en el comercio del trigo o renuncien a todo interés financiero en el mismo, y que no soliciten ni reciban de ningún gobierno o de ninguna autoridad extraña al Consejo instrucciones en cuanto a las funciones que ejerzan con arreglo al presente Convenio.

### *Artículo 18*

#### PRIVILEGIOS E INMUNIDADES

1) El Consejo tendrá personalidad jurídica. En particular, tendrá capacidad para contratar, adquirir y enajenar bienes muebles e inmuebles y para litigar.

2) La condición jurídica, los privilegios y las inmunidades del Consejo en el territorio del Reino Unido seguirán rigiéndose por el Acuerdo relativo a la Sede firmado en Londres el 28 de noviembre de 1968, entre el Gobierno del Reino Unido de Gran Bretaña e Irlanda del Norte y el Consejo Internacional del Trigo.

3) El Acuerdo a que se refiere el párrafo 2) de este artículo será independiente del presente Convenio. Sin embargo, se dará por terminado:

- a) en virtud de acuerdo entre el Gobierno del Reino Unido de Gran Bretaña e Irlanda del Norte y el Consejo,
- b) en el caso de que el territorio del Reino Unido deje de ser la sede del Consejo, o
- c) en el caso de que el Consejo deje de existir.

4) En el caso de que el territorio del Reino Unido deje de ser la sede del Consejo, el gobierno del miembro donde radique la sede del Consejo concertará con el Consejo un acuerdo internacional relativo a la condición jurídica, los privilegios y las inmunidades del Consejo, su Secretario Ejecutivo, su personal y de los representantes de los miembros en las sesiones convocadas por el Consejo.

### *Artículo 19*

#### DISPOSICIONES FINANCIERAS

1) Los gastos de las delegaciones al Consejo y de los representantes en sus Comités y Subcomités serán sufragados por sus respectivos gobiernos.

Los demás gastos que sean necesarios para la ejecución del presente Convenio serán sufragados con las contribuciones anuales de los miembros exportadores y de los miembros importadores. La contribución de cada miembro para cada año agrícola será proporcional al número de sus votos con relación al total de votos de los miembros exportadores y de los miembros importadores al principio del año agrícola.

2) En la primera reunión que se celebre después de la entrada en vigor del presente Convenio, el Consejo aprobará su presupuesto para el período que terminará el 30 de junio de 1972 y determinará la contribución que ha de pagar cada miembro exportador y cada miembro importador.

3) El Consejo, en una reunión del segundo semestre de cada año agrícola, aprobará el presupuesto para el año agrícola, siguiente y determinará la contribución que pagará por dicho año agrícola cada miembro exportador y cada miembro importador.

4) La contribución inicial de todo miembro exportador o importador que se adhiera al presente Convenio según lo dispuesto en el párrafo 2) del artículo 25 será determinada por el Consejo sobre la base del número de votos que se le asigne y del período no transcurrido del año agrícola corriente, pero no se modificarán las contribuciones de los demás miembros exportadores e importadores ya determinadas para dicho año agrícola.

5) Las contribuciones serán exigibles desde el momento en que se hayan fijado. Todo miembro exportador o importador que no pague su contribución en el plazo de un año, a partir de la fecha en que haya sido fijada, perderá su derecho de voto hasta que pague la contribución, pero no se le eximirá de las obligaciones que le incumben por el presente Convenio, ni si le privará de ninguno de los derechos que le reconoce el presente Convenio, a menos que el Consejo así lo decida.

6) El Consejo publicará cada año agrícola un balance comprobado de sus ingresos y gastos durante el año agrícola anterior.

7) El Consejo, antes de su disolución, decidirá lo necesario para la liquidación de su activo y de su pasivo y la disposición de sus archivos.

### *Artículo 20*

#### COOPERACIÓN CON OTRAS ORGANIZACIONES INTERGUBERNAMENTALES

1) El Consejo podrá tomar las medidas adecuadas para celebrar consultas o cooperar con las Naciones Unidas y sus órganos, en particular

la UNCTAD, y con la FAO, así como con los otros organismos especializados de las Naciones Unidas y organizaciones intergubernamentales que sea oportuno.

2) El Consejo, teniendo presente la función especial de la UNCTAD en el comercio internacional de productos básicos, la matendrá informada, cuando lo estime apropiado, de sus actividades y programas de trabajo.

3) Si el Consejo estima que cualquiera de las disposiciones del presente Convenio es incompatible en el fondo con las condiciones que las Naciones Unidas, sus órganos competentes y los organismos especializados puedan establecer para los convenios intergubernamentales sobre productos básicos, esa incompatibilidad se considerará como una circunstancia que se opone a la ejecución del presente Convenio y se seguirá el procedimiento que se establece en los párrafos 2), 3) y 4) del artículo 27.

### *Artículo 21*

#### PRECIOS Y DERECHOS Y OBLIGACIONES CONEXOS

Con objeto de asegurar suministros de trigo y de harina de trigo a los miembros importadores y mercados para el trigo y la harina de trigo a los miembros exportadores, a precios equitativos y estables, el Consejo examinará en el momento oportuno las cuestiones relativas a los precios y a los derechos y obligaciones conexos. Cuando se estime que esas materias pueden negociarse con éxito a fin de darles aplicación durante la vigencia del presente Convenio, el Consejo pedirá al Secretario General de la UNCTAD que convoque una conferencia de negociación.

### *Artículo 22*

#### FIRMA

El presente Convenio estará abierto en Wáshington desde el 29 de marzo de 1971 hasta el 3 de mayo de 1971 inclusive, a la firma de los gobiernos de los países parte en el Convenio sobre el Comercio del Trigo, 1967, y de los gobiernos representados en la Conferencia de las Naciones Unidas sobre el Trigo, 1971.



*Artículo 23*

## RATIFICACIÓN, ACEPTACIÓN O APROBACIÓN

El presente Convenio estará sujeto a la ratificación, aceptación o aprobación de cada uno de los gobiernos signatarios, de conformidad con sus respectivos procedimientos constitucionales. Los instrumentos de ratificación, aceptación o aprobación se depositarán en poder del Gobierno de los Estados Unidos de América, a más tardar el 17 de junio de 1971, quedando entendido que el Consejo podrá conceder una o varias prórrogas a todo gobierno signatario que no haya depositado su instrumento de ratificación, aceptación o aprobación en la fecha indicada.

*Artículo 24*

## APLICACIÓN PROVISIONAL

Todo gobierno signatario podrá depositar en poder del Gobierno de los Estados Unidos de América una declaración de aplicación provisional del presente Convenio. Cualquier otro gobierno que pueda firmar el presente Convenio o cuya solicitud de adhesión haya aprobado el Consejo, podrá asimismo depositar en poder del Gobierno de los Estados Unidos de América una declaración de aplicación provisional. Todo gobierno que deposite tal declaración aplicará provisionalmente el presente Convenio y será considerado, provisionalmente, como parte en el mismo.

*Artículo 25*

## ADHESIÓN

1) Todo gobierno representado en la Conferencia de las Naciones Unidas sobre el Trigo, 1971, o el gobierno de todo país parte en el Convenio sobre el Comercio del Trigo, 1967, podrá adherirse al presente Convenio hasta el 17 de junio de 1971, inclusive, con la salvedad de que el Consejo podrá conceder una o más prórrogas a todo gobierno que no haya depositado su instrumento en esa fecha.

2) Después del 17 de junio de 1971 todo gobierno invitado a la Conferencia de las Naciones Unidas sobre el Trigo, 1971, podrá adherirse al presente Convenio con arreglo a las condiciones que el Consejo estime oportuno establecer por mayoría de dos tercios de los votos emitidos por los miembros exportadores y de dos tercios de los votos emitidos por los miembros importadores.

3) La adhesión se efectuará mediante depósito de un instrumento de adhesión en poder del Gobierno de los Estados Unidos de América.

4) Cuando, para los fines de aplicación del presente Convenio, se haga referencia a miembros que figuran en los anexos A o B, se estimará que los miembros cuyos gobiernos se hayan adherido al Convenio en las condiciones establecidas por el Consejo, según se dispone en el presente artículo, figuran en el anexo correspondiente.

### *Artículo 26*

#### ENTRADA EN VIGOR

1) El presente Convenio entrará en vigor entre aquellos gobiernos que hayan depositado instrumentos de ratificación, aceptación, aprobación o adhesión de la manera siguiente:

- a) el 18 de junio de 1971, respecto de todas las disposiciones que no sean los artículos 3 a 9, ambos inclusive, y el artículo 21; y
- b) el 1.º de julio de 1971, respecto de los artículos 3 a 9, ambos inclusive, y el artículo 21;

siempre que se hayan depositado esos instrumentos de ratificación, aceptación, aprobación o adhesión o declaraciones de aplicación provisional a más tardar el 17 de junio de 1971, en nombre de gobiernos que representen miembros exportadores que tengan por lo menos el 60 % de los votos indicados en el anexo A y miembros importadores que tengan por lo menos el 50 % de los votos indicados en el anexo B.

2) El presente Convenio entrará en vigor, para los gobiernos que depositen un instrumento de ratificación, aceptación, aprobación o adhesión después del 18 de junio de 1971, de conformidad con las disposiciones pertinentes del presente Convenio, en la fecha en que se efectúe dicho depósito, quedando entendido que ninguna parte del mismo entrará en vigor para dicho gobierno hasta que esta parte entre en vigor para los demás gobiernos de conformidad con lo dispuesto en los párrafos 1) o 3) de este artículo.

3) Si el presente Convenio no entra en vigor de conformidad con el párrafo 1) del presente artículo, los gobiernos que hayan depositado instrumentos de ratificación, aceptación, aprobación o adhesión o declaraciones de aplicación provisional podrán decidir de común acuerdo que el Convenio entrará en vigor entre aquellos gobiernos que hayan depositado instrumentos de ratificación, aceptación, aprobación o adhesión.

*Artículo 27***DURACIÓN, ENMIENDAS Y RETIRO**

1) El presente Convenio permanecerá en vigor hasta el 30 de junio de 1974 inclusive. No obstante, en caso de que se negocie un nuevo convenio sobre el trigo, conforme al artículo 21, y entre en vigor antes del 30 de junio de 1974, el presente Convenio sólo permanecerá en vigor hasta la fecha de entrada en vigor del nuevo convenio.

2) El Consejo podrá recomendar una enmienda al presente Convenio a los miembros.

3) El Consejo podrá fijar el plazo dentro del cual cada miembro deberá notificar al Gobierno de los Estados Unidos de América si acepta o no la enmienda. La enmienda entrará en vigor una vez aceptada por los miembros exportadores que reúnan dos tercios de los votos de los miembros exportadores y por los miembros importadores que reúnan dos tercios de los votos de los miembros importadores.

4) Todo miembro que no haya notificado al Gobierno de los Estados Unidos de América la aceptación de una enmienda en la fecha en que dicha enmienda entra en vigor podrá retirarse del presente Convenio al terminar el año agrícola en curso, después de transmitir por escrito al Gobierno de los Estados Unidos de América la notificación de retiro que el Consejo exija en cada caso, pero no por ello quedará eximido de ninguna de las obligaciones contraídas en virtud del presente Convenio y que no haya cumplido al finalizar dicho año agrícola. Todo miembro que se retire en estas condiciones no quedará obligado por las disposiciones de la enmienda que ha motivado su retirada. Si cualquier miembro demuestra satisfactoriamente al Consejo, en su primera sesión después de la entrada en vigor de la enmienda, que no le ha sido posible aceptar la enmienda dentro del plazo prescrito debido a dificultades de carácter constitucional o institucional y declara su intención de aplicar la enmienda provisionalmente hasta su aceptación, el Consejo podrá ampliar el período fijado a dicho miembro para la aceptación hasta que se hayan superado esas dificultades.

5) Si un miembro considera que sus intereses resultan perjudicados como consecuencia de la aplicación del presente Convenio, podrá plantear el asunto ante el Consejo, el cual examinará la cuestión dentro de los treinta días. Si, a pesar de la intervención del Consejo, el miembro interesado estima que sus intereses siguen resultando perjudicados, podrá retirarse del Convenio al terminar cualquier año agrícola, mediante notificación por escrito de su

retiro al Gobierno de los Estados Unidos de América por lo menos noventa días antes de la terminación de ese año agrícola, pero no por ello quedará eximido de ninguna de las obligaciones contraídas en virtud del presente Convenio y que no haya cumplido al finalizar dicho año agrícola.

6) Todo miembro que pase a ser Estado miembro de la CEE durante el período de vigencia del presente Convenio lo notificará al Consejo, el cual examinará la cuestión, dentro de los treinta días, con miras a negociar con ese miembro y con la CEE un ajuste adecuado de sus respectivos derechos y obligaciones en virtud del presente Convenio. En tales casos, el Consejo tendrá facultades para recomendar una enmienda de conformidad con el párrafo 2) del presente artículo.

### *Artículo 28*

#### APLICACIÓN TERRITORIAL

1) Todo gobierno, en el momento de firmar el presente Convenio, de ratificarlo, aceptarlo, aprobarlo, aplicarlo provisionalmente o adherirse al mismo, podrá declarar que sus derechos y obligaciones con arreglo al presente Convenio no se ejercitarán en relación con uno o más de los territorios cuya representación internacional ejerza.

2) Con excepción de los territorios respecto de los cuales se haya hecho una declaración de conformidad con lo dispuesto en el párrafo 1) de este artículo, los derechos y obligaciones del respectivo gobierno, derivados del presente Convenio, se aplicarán a todos los territorios cuya representación internacional ejerza dicho gobierno.

3) Todo país, en cualquier momento después de ratificar, aceptar, aprobar, aplicar provisionalmente el presente Convenio o adherirse al mismo, podrá declarar, mediante notificación al Gobierno de los Estados Unidos de América, que sus derechos y obligaciones derivados del Convenio se aplicarán en uno o más de los territorios respecto de los cuales haya hecho una declaración de conformidad con lo dispuesto en el párrafo 1) de este artículo.

4) Todo miembro, mediante notificación al Gobierno de los Estados Unidos de América, podrá retirar del presente Convenio, por separado, uno o más de los territorios cuya representación internacional ejerza.

5) Cuando un territorio al que se le haga extensivo el Convenio conforme a los párrafos 2) y 3) del presente artículo alcance posteriormente la independencia, el gobierno de ese territorio podrá, dentro de los noventa días

siguientes a la obtención de la independencia, declarar, mediante notificación al Gobierno de los Estados Unidos de América, que ha asumido los derechos y obligaciones correspondientes a una parte en el Convenio.

6) A los efectos de la redistribución de votos con arreglo al artículo 12, todo cambio en la aplicación del presente Convenio, de conformidad con este artículo, se considerará como un cambio en la participación en el presente Convenio, del modo que corresponda a la situación.

### *Artículo 29*

#### NOTIFICACIÓN DEL GOBIERNO DEPOSITARIO

El Gobierno de los Estados Unidos de América, en su calidad de Gobierno depositario, deberá notificar a todos los gobiernos signatarios y a todos los gobiernos que se hayan adherido, toda firma, ratificación, aceptación, aprobación o aplicación provisional del presente Convenio, y toda adhesión al mismo, así como toda notificación y aviso que reciba en virtud del artículo 27 y toda declaración y notificación que reciba con arreglo al artículo 28.

### *Artículo 30*

#### COPIA CERTIFICADA DEL CONVENIO

Tan pronto como sea posible después de la entrada en vigor definitiva del presente Convenio, el Gobierno depositario enviará copia certificada del Convenio en los idiomas español, francés, inglés y ruso al Secretario General de las Naciones Unidas para que lo registre con arreglo a lo dispuesto en el Artículo 102 de la Carta de las Naciones Unidas. Toda enmienda al presente Convenio se comunicará de la misma manera al Secretario General de las Naciones Unidas.

### *Artículo 31*

#### RELACIÓN ENTRE EL PREÁMBULO Y EL CONVENIO

El presente Convenio comprende el Preámbulo del Convenio Internacional del Trigo, 1971.

EN FE DE LO CUAL, los infrascritos, debidamente autorizados al efecto por sus respectivos gobiernos, han firmado el presente Convenio en las fechas que figuran junto a sus firmas.

Los textos del presente Convenio en los idiomas español, francés, inglés, y ruso serán igualmente auténticos. Los originales serán entregados en depósito al Gobierno de los Estados Unidos de América, el cual remitirá copia certificada de los mismos a cada gobierno signatario o que se adhiera al Convenio y al Secretario Ejecutivo del Consejo.

## ANEXO A

## VOTOS DE LOS MIEMBROS EXPORTADORES

Argentina . . . . .	100	Grecia . . . . .	5
Australia . . . . .	100	Kenia . . . . .	5
Bulgaria . . . . .	5	México . . . . .	5
Canadá . . . . .	280	Suecia . . . . .	10
Comunidad Económica Europea	100	Unión de Repúblicas Socialistas	
España . . . . .	5	Soviéticas . . . . .	100
Estados Unidos de América . .	280	Uruguay . . . . .	5
			<u>1.000</u>

## ANEXO B

## VOTOS DE LOS MIEMBROS IMPORTADORES

Arabia Saudita . . . . .	10	El Salvador . . . . .	2
Argelia . . . . .	14	Finlandia . . . . .	2
Austria . . . . .	1	Guatemala . . . . .	3
Barbados . . . . .	1	India . . . . .	34
Bolivia . . . . .	5	Indonesia . . . . .	7
Brasil . . . . .	71	Irán . . . . .	2
Ceilán . . . . .	17	Irlanda . . . . .	7
Ciudad del Vaticano . . . . .	1	Israel . . . . .	5
Colombia . . . . .	8	Japón . . . . .	178
Comunidad Económica Europea	152	Kuwait . . . . .	3
Corea, República de . . . . .	16	Líbano . . . . .	9
Costa Rica . . . . .	3	Libia . . . . .	5
Cuba . . . . .	2	Malta . . . . .	2
China . . . . .	19	Marruecos . . . . .	10
Dinamarca . . . . .	1	Mauricio . . . . .	2
Ecuador . . . . .	3	Nigeria . . . . .	7

Noruega . . . . .	14	República Dominicana . . . . .	1
Panamá . . . . .	2	Siria . . . . .	5
Paquistán . . . . .	16	Sudáfrica . . . . .	10
Perú . . . . .	25	Suiza . . . . .	16
Portugal . . . . .	18	Trinidad-Tabago . . . . .	4
Reino de los Países Bajos * . . . . .	1	Túnez . . . . .	5
Reino Unido . . . . .	183	Turquía . . . . .	4
República Árabe Unida . . . . .	65	Venezuela . . . . .	29
			<u>1.000</u>

\* Con respecto a los intereses de las Antillas neerlandesas y Surinam.

For Algeria:  
Pour l'Algérie :  
За Алжир:  
For Argelia:

For Argentina:  
Pour l'Argentine :  
За Аргентину:  
For la Argentina:

[PEDRO E. REAL]<sup>1</sup>  
May 3rd, 1971

For Australia:  
Pour l'Australie :  
За Австралию:  
For Australia:

J. PLIMSOLL  
29 April 1971

For Austria:  
Pour l'Autriche :  
За Австрию:  
For Austria:

[GRUBER]  
April 28, 1971

For Barbados:  
Pour la Barbade :  
За Барбадос:  
For Barbados:

For Belgium:  
Pour la Belgique :  
За Бельгию:  
For Belgica:

[WALTER LORIDAN]  
May 3, 1971

---

<sup>1</sup> Names of signatories appearing between brackets were not legible and have been supplied by the Government of the United States of America — Les noms des signataires donnés entre crochets étaient illisibles et ont été fournis par le Gouvernement des États-Unis d'Amérique.



For Bolivia:  
Pour la Bolivie :  
За Боливию:  
Por Bolivia:

[A. S. DE LOZADA]  
3 de mayo de 1971<sup>1</sup>

For Brazil:  
Pour le Brésil :  
За Бразилию:  
Por el Brasil:

For Bulgaria:  
Pour la Bulgarie :  
За България:  
Por Bulgaria:

For Canada:  
Pour le Canada :  
За Канаду:  
Por el Canada:

M. CADIEUX  
May 3, 1971

For Ceylon:  
Pour Ceylan :  
За Цейлон:  
Por Ceilan:

For the Republic of China:  
Pour la République de Chine :  
За Республику Китая:  
Por la República de China:

[MARTIN WONG]  
April 27, 1971

For Colombia:  
Pour la Colombie :  
За Колумбию:  
Por Colombia:

<sup>1</sup> 3 May 1971 — 3 mai 1971.

For Costa Rica:  
Pour le Costa Rica :  
За Коста-Рику:  
Por Costa Rica:

For Cuba: <sup>1</sup>  
Pour Cuba <sup>1</sup> :  
За Кубу:  
Por Cuba:

D. ROHAL-ILKIV  
27.IV.1971

For Denmark:  
Pour le Danemark :  
За Данию:  
Por Dinamarca:

[HANS J. CHRISTENSEN]  
Mai 3, 1971

For the Dominican Republic:  
Pour la République Dominicaine :  
За Доминиканскую Республику:  
Por la República Dominicana:

For Ecuador:  
Pour l'Équateur :  
За Эквадор:  
Por el Ecuador:

[C. MANTILLA-O]  
5/3/71 <sup>2</sup>

For El Salvador:  
Pour El Salvador :  
За Сальвадор:  
Por El Salvador:

---

<sup>1</sup> With a declaration, the text of which is reproduced on page 158 of this volume —  
Avec une déclaration, dont le texte est reproduit à la page 158 du présent volume.

<sup>2</sup> 3 May 1971 — 3 mai 1971.

For the European Economic Community:  
Pour la Communauté Économique Européenne :  
За Европейское Экономическое Сообщество:  
Por la Comunidad Economica Europea:

[L. G. RABOT]  
mai 3 1971

For Finland:  
Pour la Finlande :  
За Финляндию:  
Por Finlandia:

For France:  
Pour la France :  
За Францию:  
Por Francia:

CHARLES LUCET  
May 3rd 1971

For the Federal Republic of Germany:  
Pour la République Fédérale d'Allemagne :  
За Федеративную Республику Германий:  
Por la Republica Federal de Alemania:

[ROLF PAULS]  
May 3, 1971

For Greece:  
Pour la Grèce :  
За Грецию:  
Por Grecia:

For Guatemala:  
Pour le Guatemala :  
За Гватемалу:  
Por Guatemala:

For India:  
Pour l'Inde :  
За Индию:  
Por India:

[L. K. JHA]  
3rd May 1971

For Indonesia:  
Pour l'Indonésie :  
За Индонезию:  
Por Indonesia:

For Iran:  
Pour l'Iran :  
За Иран:  
Por el Iran:

For Ireland:  
Pour l'Irlande :  
За Ирландию:  
Por Irlanda:

For Israel:  
Pour Israël :  
За Израиль:  
Por Israel:

[M. MEIRAV]  
April 28, 1971

For Italy:  
Pour l'Italie :  
За Италию:  
Por Italia:

[EGIDIO ORTONA]  
May 3/71

For Japan:  
Pour le Japon :  
За Японию:  
Por el Japon:

N. USHIBA  
April 30, 1971

For Kenya:  
Pour le Kenya :  
За Кению:  
Por Kenia:

For the Republic of Korea:  
Pour la République de Corée :  
За Республику Корея:  
Por la República de Corea:

DONGJO KIM  
May 3rd, 1971

For Kuwait:  
Pour le Koweït :  
За Кувейт:  
Por Kuwait:

For Lebanon:  
Pour le Liban :  
За Ливан:  
Por el Libano:

For Libya:  
Pour la Libye :  
За Ливию:  
Por Libia:

For Luxembourg:  
Pour le Luxembourg :  
За Люксембург:  
Por Luxemburgo:

JEAN WAGNER  
May 3, 1971

For Malta:  
Pour Malte :  
За Мальту:  
Por Malta:

For Mauritius:  
Pour Maurice :  
За Маврикий:  
Por Mauricio:

For Mexico:  
Pour le Mexique :  
За Мексика:  
Por México:

For Morocco:  
Pour le Maroc :  
За Марокко:  
Por Marruecos:

For the Kingdom of the Netherlands:  
Pour le Royaume des Pays-Bas :  
За Королевство Нидерландов:  
Por el Reino de los Países Bajos:

[R. B. VAN LYNDEN]  
May 3rd 1971

For Nigeria:  
Pour le Nigéria :  
За Нигерию:  
Por Nigeria:

For Norway:  
Pour la Norvège :  
За Норвегию:  
Por Noruega:

[ARNE GUNNENG]  
May 3, 1971

For Pakistan:  
Pour le Pakistan :  
За Пакистан:  
Por Pakistan:

[A. HILALY]  
30 April 1971

For Panama:  
Pour le Panama :  
За Панаму:  
Por Panama:

[J. A. DE LA OSSA]  
3 May 1971

For Peru:  
Pour le Pérou :  
За Перу:  
Por Perú:

[F. BERCKEMEYER]  
3 May 1971

For Portugal:  
Pour le Portugal :  
За Португалию:  
Por Portugal:

[VASCO VIEIRA GARIN]  
30th April 1971

For Saudi Arabia:  
Pour l'Arabie Saoudite :  
За Саудовскую Аравию:  
Por Arabia Saudita:

[IBRAHIM AL-SOWAYEL]  
April 27 1971

For South Africa:  
Pour l'Afrique du Sud :  
За Южную Африку:  
Por Sudafrica:

For Spain:  
Pour l'Espagne :  
За Испанию:  
Por España:

[ARGUELLES]  
3-V-1971

For Sweden:  
Pour la Suède :  
За Швецию:  
Por Suecia:

[HUBERT DE BESCHE]  
May 3, 1971

For Switzerland:  
Pour la Suisse :  
За Швейцарию:  
Por Suiza:

[F. SCHNYDER]  
3 Mai 1971

For the Syrian Arab Republic:  
Pour la République Arabe Syrienne :  
За Сирийскую Арабскую Республику:  
Por la República Arabe Siria:

[RAFIC JOUÉJATI]  
1st May 1971

For Trinidad and Tobago:  
Pour la Trinité et Tobago :  
За Тринидад и Тобаго:  
Por Trinidad y Tabago:

For Tunisia:  
Pour la Tunisie :  
За Тунис:  
Por Tunez:

[S. EL GOULLI]  
4-30-71 <sup>1</sup>

For Turkey:  
Pour la Turquie :  
За Турцию:  
Por Turquía:

For the Union of Soviet Socialist Republics:  
Pour l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques :  
За Союз Советских Социалистических Республик:  
Por la Unión de Repúblicas Socialistas Sovieticas:

For the United Arab Republic:  
Pour la République Arabe Unie :  
За Объединенную Арабскую Республику:  
Por la República Arabe Unida:

<sup>1</sup> 30 April 1971 — 30 avril 1971.



For the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland: <sup>1</sup>  
Pour le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord <sup>1</sup> :  
За Соединенное Королевство Великобритании и Северной Ирландии:  
Por el Reino Unido de Gran Bretaña e Irlanda del Norte:

CROMER  
April 26th 1971

For the United States of America:  
Pour les États-Unis d'Amérique :  
За Соединенные Штаты Америки:  
Por los Estados Unidos de América:

CLIFFORD M. HARDIN  
April 14, 1971

For Uruguay:  
Pour l'Uruguay :  
За Уругвай:  
Por el Uruguay:

For the Vatican City State:  
Pour l'État de la Cité du Vatican :  
За Ватикан:  
Por el Estado de la Ciudad del Vaticano:

LUIGI RAIMONDI  
April 30, 1971

For Venezuela:  
Pour le Venezuela :  
За Венесуэлу:  
Por Venezuela:

---

<sup>1</sup> With a declaration, the text of which is reproduced on page 158 of this volume —  
Avec une déclaration, dont le texte est reproduit à la page 158 du présent volume.

DECLARATIONS MADE UPON  
SIGNATURE OF THE WHEAT  
TRADE CONVENTION, 1971

*CUBA*

“The signing of the present Convention on behalf of the Government of the Republic of Cuba does not in any way mean or imply the recognition of any regime or Government on the respective territories which have not been recognized by the Government of the Republic of Cuba as a State or Government.”

*UNITED KINGDOM OF GREAT  
BRITAIN AND NORTHERN IRE-  
LAND*

“On signing the Wheat Trade Convention 1971, I have the honour to declare, in accordance with the provisions of paragraph (1) of Article 28, that the rights and obligations of the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland under the Convention shall not apply in respect of any of the territories for the international relations of which the Government of the United Kingdom are responsible.”<sup>1</sup>

<sup>1</sup> Subsequently, the British Chargé d’Affaires ad interim notified the Secretary of State on August 3, 1971, in accordance with the provisions of Article 28, paragraph 3, of the Wheat Trade Convention 1971, “that the rights and obligations of the Government of the United Kingdom under that Convention shall apply in respect of the

(Continued on page 159)

DÉCLARATIONS FAITES LORS DE  
LA SIGNATURE DE LA CON-  
VENTION SUR LE COMMERCE  
DE BLÉ DE 1971

*CUBA*

[TRADUCTION — TRANSLATION]

La signature de la présente Convention au nom du Gouvernement de la République de Cuba ne signifie ni n’implique aucunement la reconnaissance, sur les territoires respectifs, d’un régime ou d’un Gouvernement que, quel qu’il soit, le Gouvernement de la République de Cuba n’a pas reconnu comme étant un État ou Gouvernement.

*ROYAUME-UNI DE GRANDE-  
BRETAGNE ET D’IRLANDE  
DU NORD*

[TRADUCTION — TRANSLATION]

En signant la Convention sur le commerce du blé de 1971, j’ai l’honneur de déclarer, conformément aux dispositions du paragraphe 1 de l’article 28, que les droits et obligations du Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d’Irlande du Nord en vertu de la Convention ne s’appliqueront à aucun des territoires dont le Gouvernement du Royaume-Uni assure les relations internationales<sup>1</sup>.

<sup>1</sup> Par la suite, le Chargé d’affaires par intérim du Royaume-Uni a informé le Secrétaire d’État, le 3 août 1971, conformément aux dispositions du paragraphe 3 de l’article 28 de la Convention sur le commerce du blé de 1971 « que les droits et obligations du Gouvernement du Royaume-Uni en vertu de cette convention s’appliqueront aux territoires

(Suite à la page 159)

DECLARATION MADE UPON DEPOSIT OF THE INSTRUMENT OF ACCESSION TO THE WHEAT TRADE CONVENTION, 1971

UNION OF SOVIET SOCIALIST  
REPUBLICS<sup>1</sup>

DÉCLARATION FAITE LORS DU DÉPÔT DE L'INSTRUMENT D'ADHÉSION À LA CONVENTION SUR LE COMMERCE DE BLÉ DE 1971

UNION DES RÉPUBLIQUES  
SOCIALISTES SOVIÉTIQUES<sup>1</sup>

[RUSSIAN TEXT — TEXTE RUSSE]

Присоединяясь к указанной Конвенции, Союз Советских Социалистических Республик заявляет, что:

<sup>1</sup> By notes dated July 29, 1971 the Embassies of Belgium, France, the Federal Republic of Germany, Italy, Luxembourg, and the Netherlands notified the Department of State that their respective Governments do not accept the statement by the Union of Soviet Socialist Republics referring to the European Economic Community. The Embassy of Italy further informed the Department of State by note of July 29, 1971, in behalf of the European Economic Community—the Presidency of which in the second half of 1971 is exercised by Italy—that “the Government of Italy, in said capacity, wishes to inform that the Council of the European Communities does not accept the statement by the Union of Soviet Socialist Republics referring to the European Economic Community”.

(Footnote 1 continued from page 158)

following territories for the international relations of which the Government of the United Kingdom are responsible:

Guernsey  
Isle of Man  
British Honduras  
Gibraltar  
Gilbert and Ellice Islands  
Hong Kong  
Montserrat  
Seychelles.”

<sup>1</sup> Par des notes datées du 29 juillet 1971, les Ambassades de Belgique, de France, d'Italie, du Luxembourg, des Pays-Bas et de la République fédérale d'Allemagne ont fait savoir au Département d'État que leurs Gouvernements respectifs n'acceptaient pas la déclaration de l'Union des Républiques socialistes soviétiques au sujet de la Communauté économique européenne. L'Ambassade d'Italie a en outre fait savoir au Département d'État, par une note du 29 juillet 1971, au nom de la Communauté économique européenne — dont la présidence était assurée par l'Italie pendant le second semestre de 1971 — que « le Gouvernement italien, en cette qualité, tient à faire savoir que le Conseil des communautés européennes n'accepte pas la déclaration de l'Union des Républiques socialistes soviétiques concernant la Communauté économique européenne ».

(Suite de la note 1 de la page 158)

ci-après, dont le Gouvernement du Royaume-Uni assure les relations internationales :

Guernsey  
Ile de Man  
Honduras britannique  
Gibraltar  
Iles Gilbert et Ellice  
Hong-kong  
Montserrat  
Seychelles. »

а) участие Союза Советских Социалистических Республик в Конвенции не означает признание им Европейского экономического сообщества и не создает для СССР каких-либо обязательств в отношении этого Сообщества;

б) положения статей 22 и 25 Конвенции, ограничивающие возможность участия в ней некоторых государств, противоречат общепризнанному принципу суверенного равенства государств;

в) положения статей 2 и 28 Конвенции относительно распространения прав и обязательств правительств по Конвенции на территории, за международные отношения которых они несут ответственность, являются устаревшими и противоречат Декларации Генеральной Ассамблеи ООН о предоставлении независимости колониальным странам и народам (резолюция Генеральной Ассамблеи ООН 1514/XV от 14 декабря 1960 г.);

г) в связи с упоминанием в Приложении «В» Конвенции о Китае Правительство Союза Советских Социалистических Республик заявляет, что в мире имеется только одно китайское государство — Китайская Народная Республика;

д) содержащееся в Приложении «В» Конвенции упоминание о так называемой Корейской Республике является неправомерным, так как южнокорейские власти ни в коем случае не могут выступать от имени Кореи.

[TRANSLATION<sup>1</sup> — TRADUCTION<sup>2</sup>]

[TRADUCTION]

In acceding to the aforesaid Convention the Union of Soviet Socialist Republics declares that:

a) The accession to the Convention by the Union of Soviet Socialist Republics does not imply recognition by it of European Economic Community and does not create any obligations on the part of the USSR in relation to that Community;

b) The provisions of Articles 22 and 25 of the Convention, restricting the possibility for some States to become parties thereto, violate the universally recognized principle of the sovereign equality of States;

En adhérant à la Convention susmentionnée, l'Union des Républiques socialistes soviétiques déclare ce qui suit :

a) L'adhésion de l'Union des Républiques socialistes soviétiques à la Convention n'implique pas que l'URSS reconnaît la Communauté économique européenne et ne fera naître aucune obligation pour l'URSS à l'égard de la Communauté ;

b) Les dispositions des articles 22 et 25 de la Convention, qui limitent la possibilité pour certains États de devenir parties à ladite Convention, sont incompatibles avec le principe universellement reconnu de l'égalité souveraine des États ;

<sup>1</sup> Translation supplied by the Government of the United States of America.

<sup>2</sup> Traduction fournie par le Gouvernement des États-Unis d'Amérique.

c) The provisions of Articles 2 and 28 of the Convention relating to the extension of the rights and obligations of governments under the Convention to territories for the international relations of which they are responsible have become obsolete and are contrary to the Declaration of the General Assembly of the UN regarding the granting of independence to colonial countries and peoples (Resolution of the UN General Assembly 1514/XV, of December 14, 1960);

d) Regarding the reference to China in Annex B of the Convention, the Government of the Union of Soviet Socialist Republics declares that there is only one Chinese state in the world—the People's Republic of China;

e) The reference in Annex B of the Convention to the so-called Republic of Korea is illegal, since the South Korean authorities cannot in any case act in the name of Korea.

c) Les dispositions des articles 2 et 28 de la Convention, concernant l'extension des droits et obligations des gouvernements en vertu de la Convention à des territoires dont ils assurent les relations internationales, sont archaïques et incompatibles avec la Déclaration de l'Assemblée générale des Nations Unies sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux [résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale des Nations Unies en date du 14 décembre 1960];

d) Etant donné que dans l'annexe B de la Convention il est fait mention de la Chine, le Gouvernement de l'Union des Républiques socialistes soviétiques déclare qu'il n'y a qu'un seul État chinois dans le monde — la République populaire de Chine ;

e) La mention de la prétendue « République de Corée » dans l'annexe B de la Convention est illégale, étant donné que les autorités sud-coréennes ne peuvent en aucun cas parler au nom de la Corée.

## FOOD AID CONVENTION,<sup>1</sup> 1971

### Article I

#### OBJECTIVE

The objective of this Convention is to carry out a food aid programme with the help of contributions for the benefit of developing countries.

### Article II

#### INTERNATIONAL FOOD AID

(1) The countries parties to this Convention agree to contribute as food aid to the developing countries wheat, coarse grains or products derived therefrom, suitable for human consumption and of an acceptable type and quality, or the cash equivalent thereof, in the minimum annual amounts specified in paragraph (2) below.

<sup>1</sup> Came into force on 18 June 1971, on which date the Wheat Trade Convention was also in force, with respect to all provisions other than article II, and on 1 July 1971, with respect to article II, for the European Economic Community and its member States and for the Governments listed in article VI (1) after all of them had deposited by 17 June 1971 with the Government of the United States instruments of ratification, acceptance, approval, conclusion or accession, or a declaration of provisional application under article IX, in accordance with article X (1).

Instruments of ratification and declarations of provisional application (*n*) were deposited as follows:

<i>State</i>	<i>Date of deposit of instrument or declaration</i>	<i>State</i>	<i>Date of deposit of instrument or declaration</i>
Argentina . . . . .	16 June 1971 <i>n</i>	Italy . . . . .	16 June 1971 <i>n</i>
Australia . . . . .	15 June 1971	Japan . . . . .	4 June 1971 <i>n</i>
Belgium . . . . .	17 June 1971 <i>n</i>	Luxembourg . . . . .	15 June 1971 <i>n</i>
Canada . . . . .	10 June 1971	Netherlands . . . . .	17 June 1971 <i>n</i>
European Economic Community . . . . .	17 June 1971 <i>n</i>	(For the Kingdom in Europe.)	
Finland . . . . .	15 June 1971 <i>n</i>	Sweden . . . . .	16 June 1971
France . . . . .	17 June 1971 <i>n</i>	Switzerland . . . . .	3 May 1971 <i>n</i>
Germany (Federal Re- public of) . . . . .	21 May 1971 <i>n</i>	United States of Amer- ica . . . . .	17 June 1971 <i>n</i>

Furthermore, the Convention entered into force definitively for the United States of America on 24 July 1971, when it effected the deposit of its instrument of ratification, in accordance with article X (1).

## CONVENTION<sup>1</sup> RELATIVE À L'AIDE ALIMENTAIRE DE 1971

### Article I

#### OBJET

La présente Convention a pour objet de mettre en œuvre un programme d'aide alimentaire au bénéfice des pays en voie de développement, grâce aux contributions recueillies.

### Article II

#### AIDE ALIMENTAIRE INTERNATIONALE

1. Les pays parties à la présente Convention sont convenus de fournir, à titre d'aide alimentaire aux pays en voie de développement, du blé, des céréales secondaires ou leurs produits dérivés, propres à la consommation humaine et d'un type et d'une qualité acceptables, ou l'équivalent en espèces, pour les montants annuels minimaux spécifiés au paragraphe 2 ci-après.

<sup>1</sup> Entrée en vigueur le 18 juin 1971, date à laquelle la Convention sur le commerce du blé était elle-même en vigueur, pour toutes les dispositions autres que l'article II, et le 1<sup>er</sup> juillet 1971, pour l'article II, à l'égard de la Communauté économique européenne et ses États membres et des Gouvernements nommés à l'article VI, paragraphe 1, après que tous eurent déposé au plus tard le 17 juin 1971 auprès du Gouvernement des États-Unis un instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation, de conclusion ou d'adhésion, ou une déclaration d'application provisoire en vertu de l'article IX, conformément à l'article X, paragraphe 1.

Les instruments de ratification et les déclarations d'application provisoire (n) ont été déposés comme indiqué ci-après :

<i>État</i>	<i>Date du dépôt de l'instrument ou de la déclaration</i>	<i>État</i>	<i>Date du dépôt de l'instrument ou de la déclaration</i>
Allemagne (République fédérale d') . . . . .	21 mai 1971 n	France . . . . .	17 juin 1971 n
Argentine . . . . .	16 juin 1971 n	Italie . . . . .	16 juin 1971 n
Australie . . . . .	15 juin 1971 n	Japon . . . . .	4 juin 1971 n
Belgique . . . . .	17 juin 1971 n	Luxembourg . . . . .	15 juin 1971 n
Canada . . . . .	10 juin 1971	Pays-Bas . . . . .	17 juin 1971 n
Communauté écono- mique européenne . .	17 juin 1971 n	(Pour le Royaume en Europe.)	
États-Unis d'Amérique	17 juin 1971 n	Suède . . . . .	16 juin 1971
Finlande . . . . .	15 juin 1971	Suisse . . . . .	3 mai 1971 n

En outre, la Convention est entrée en vigueur à titre définitif à l'égard des États-Unis d'Amérique le 24 juillet 1971, date à laquelle le Gouvernement des États-Unis a effectué le dépôt de son instrument de ratification, conformément à l'article X, paragraphe 1.

(2) The minimum annual contribution of each country party to this Convention is fixed as follows:

	<i>Metric tons</i>
Argentina . . . . .	23,000
Australia . . . . .	225,000
Canada . . . . .	495,000
European Economic Community . . . . .	1,035,000
Finland . . . . .	14,000
Japan . . . . .	225,000
Sweden . . . . .	35,000
Switzerland . . . . .	32,000
United States of America . . . . .	1,890,000

(3) For the purpose of the operation of this Convention, any country which has signed this Convention pursuant to paragraph (2) of Article VI or which has acceded to this Convention pursuant to paragraph (2) or (3) of Article VIII shall be deemed to be listed in paragraph (2) of Article II together with the minimum contribution of such country as determined in accordance with the relevant provisions of Article VI or Article VIII.

(4) The contribution of a country making the whole or part of its contribution to the programme in the form of cash shall be calculated by evaluating the quantity determined for that country (or that portion of the quantity not contributed in grain) at US \$1.73 per bushel.

(5) Food aid in the form of grain shall be supplied on the following terms:

- (a) sales for the currency of the importing country which is not transferable and is not convertible into currency or goods and services for use by the member country; \*
- (b) a gift of grain or a monetary grant to be used to purchase grain for the importing country; or
- (c) sales on credit with payment to be made in reasonable annual amounts over periods of twenty years or more and with interest at rates which are below commercial rates prevailing in world markets,\*\* on the under-

\* Under exceptional circumstances an exemption of not more than 10 per cent may be granted.

\*\* The credit sales agreement may provide for payment of up to 15 per cent of principal upon delivery of the grain.



2. La contribution annuelle minimale de chaque pays partie à la présente Convention est fixée comme suit :

	<i>Tonnes métriques</i>
Argentine . . . . .	23 000
Australie . . . . .	225 000
Canada . . . . .	495 000
Communauté économique européenne . . . . .	1 035 000
États-Unis d'Amérique . . . . .	1 890 000
Finlande . . . . .	14 000
Japon . . . . .	225 000
Suède . . . . .	35 000
Suisse . . . . .	32 000

3. Aux fins de l'application de la présente Convention, tout pays qui aura signé ladite Convention conformément aux dispositions du paragraphe 2 de l'article VI ou qui y aura adhéré conformément aux dispositions du paragraphe 2 ou 3 de l'article VIII sera réputé énuméré au paragraphe 2 de l'article II, avec la contribution minimale qui lui sera assignée conformément aux dispositions pertinentes de l'article VI ou de l'article VIII.

4. La contribution en espèces d'un pays dont la contribution au programme s'effectuera, en totalité ou en partie, en espèces, sera calculée en évaluant la quantité de céréales fixée pour ce pays (ou la partie de cette quantité de céréales qui ne sera pas fournie en nature) sur la base de 1,73 dollar des États-Unis le boisscau.

5. L'aide alimentaire sous forme de céréales sera fournie selon les modalités suivantes :

- a) ventes contre monnaie du pays importateur, ni transférable ni convertible en devises ou en marchandises et services destinés à être utilisés par le pays membre \*,
- b) dons de céréales ou dons en espèces à employer à l'achat de céréales au profit du pays importateur, ou
- c) ventes à crédit, le paiement devant être effectué par annuités raisonnables, échelonnées sur vingt ans ou plus et moyennant un intérêt d'un taux inférieur aux taux commerciaux en vigueur sur les marchés mondiaux \*\*,

\* Dans des circonstances exceptionnelles, il pourra être accordé une dispense allant jusqu'à 10 %.

\*\* L'accord relatif aux ventes à crédit peut prévoir le paiement d'une fraction allant jusqu'à 15 % du capital à la livraison de la marchandise.

standing that food aid in the form of grains shall be supplied to the maximum extent possible on the terms indicated in sub-paragraphs (a) and (b) above.

(6) Grain purchases shall be made from participating countries.

(7) In the use of grant funds, special regard shall be had to facilitating grain exports of developing member countries. To this end priority shall be given so that not less than 35 per cent of the cash contribution to purchase grain for food aid or that part of such contribution required to purchase 200,000 metric tons of grain shall be used to purchase grains produced in developing member countries.

(8) Contributions in the form of grains shall be placed in f.o.b. forward position by donor countries.

(9) Countries parties to this Convention may, in respect of their contribution to the food aid programme, specify a recipient country or countries.

(10) Countries parties to this Convention may make their contribution through an international organization or bilaterally. However, in accordance with the recommendation made in paragraph (3) of resolution 2682 (XXV)<sup>1</sup> of the United Nations General Assembly, they shall give full consideration to the advantages of directing a greater proportion of food aid through multilateral channels and shall place special emphasis on using the World Food Programme.

### *Article III*

#### FOOD AID COMMITTEE

(1) There shall be established a Food Aid Committee whose membership shall consist of the countries listed in paragraph (2) of Article II of this Convention and of the other countries that become party to this Convention. The Committee shall appoint a Chairman and a Vice-Chairman.

(2) The Committee may, when appropriate, invite representatives of the secretariats of other international organizations whose membership is limited

---

<sup>1</sup> United Nations, *Official Records of the General Assembly, Twenty-fifth Session, Supplement No. 28 (A/8028)*, p. 54.

étant entendu que l'aide alimentaire sous forme de céréales sera fournie dans toute la mesure du possible selon les modalités indiquées aux alinéas *a* et *b* ci-dessus.

6. Les achats de céréales seront effectués dans les pays participants.

7. Dans l'utilisation des dons en espèces, on s'attachera spécialement à faciliter les exportations de céréales des pays en voie de développement participants. A cet effet, il sera établi une priorité afin que 35 % au moins de la contribution en espèces pour l'achat de céréales en vue de l'aide alimentaire ou la partie de cette contribution qui sera nécessaire pour acheter 200 000 tonnes métriques de céréales soient consacrés à l'achat de céréales produites dans les pays en voie de développement participants.

8. Les pays donateurs fourniront leurs contributions en céréales sous forme de positions à terme, f.o.b.

9. Les pays parties à la présente Convention pourront, en ce qui concerne leur contribution au programme d'aide alimentaire, spécifier un ou plusieurs pays bénéficiaires.

10. Les pays parties à la présente Convention pourront fournir leur contribution par l'intermédiaire d'une organisation internationale ou bilatéralement. Toutefois, conformément à la recommandation formulée au paragraphe 3 de la résolution 2682 (XXV)<sup>1</sup> de l'Assemblée générale des Nations Unies, ils prendront pleinement en considération les avantages qu'il y aurait à acheminer une plus forte proportion de l'aide alimentaire par des circuits multilatéraux et ils s'attacheront particulièrement à recourir au Programme alimentaire mondial.

### *Article III*

#### COMITÉ DE L'AIDE ALIMENTAIRE

1. Il sera institué un Comité de l'aide alimentaire qui sera composé des pays énumérés au paragraphe 2 de l'article II de la présente Convention et des autres pays qui deviendront parties à ladite Convention. Le Comité désignera un président et un vice-président.

2. Le Comité pourra, lorsque la situation le justifiera, inviter les représentants du secrétariat d'autres organisations internationales dont seuls

<sup>1</sup> Nations Unies, *Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-cinquième session, Supplément n° 28 (A/8028)*, p. 60.

to Governments that are also Members of the United Nations or its specialized agencies to attend as observers.

(3) The Committee shall:

- (a) Receive regular reports from member countries on the amount, content, channelling and terms of their food aid contributions under this Convention;
- (b) Keep under review the purchase of grains financed by cash contributions with particular reference to the obligation in paragraph (7) of Article II concerning purchase of grain from developing participating countries.

(4) The Committee shall:

- (a) Examine the way in which the obligations undertaken under the food aid programme have been fulfilled;
- (b) Exchange information on a regular basis on the functioning of the food aid arrangements under this Convention, in particular, where information is available, on its effects on food production in recipient countries. The Committee shall report as necessary.

(5) For the purposes of paragraph (4) of this Article the Committee may receive information from recipient countries and may consult with them.

#### *Article IV*

##### ADMINISTRATIVE PROVISIONS

The Food Aid Committee as set up according to the provisions of Article III shall use the services of the Secretariat of the International Wheat Council for the performance of such administrative duties as the Committee may request, including the processing and distribution of documentation and reports.

peuvent faire partie les gouvernements qui sont également membres de l'Organisation des Nations Unies ou de ses institutions spécialisées à participer à ses travaux en qualité d'observateurs.

3. Le Comité :

- a) recevra régulièrement des pays membres des rapports sur le montant, la composition, les modalités de distribution et les conditions des contributions à l'aide alimentaire qu'ils fournissent en vertu de la présente Convention ;
- b) examinera en permanence les achats de céréales financés au moyen de contributions en espèces, en tenant particulièrement compte de l'obligation qui figure au paragraphe 7 de l'article II et qui concerne les achats de céréales effectués dans les pays en voie de développement participants.

4. Le Comité :

- a) examinera la manière dont les obligations souscrites au titre du programme d'aide alimentaire ont été remplies ;
- b) procédera à un échange régulier de renseignements sur le fonctionnement des dispositions relatives à l'aide alimentaire prises en vertu de la présente Convention et, notamment lorsque les renseignements correspondants seront disponibles, sur ses effets sur la production alimentaire des pays bénéficiaires.

Le Comité fera rapport, en cas de besoin.

5. Aux fins du paragraphe 4 du présent article, le Comité peut recevoir des renseignements des pays bénéficiaires et consulter ces pays.

#### *Article IV*

#### DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES

Le Comité de l'aide alimentaire institué conformément aux dispositions de l'article III a recours aux services du secrétariat du Conseil international du blé pour l'exécution des tâches administratives qu'il peut demander, notamment la production et la distribution de la documentation et des rapports.

*Article V*

## DEFAULTS AND DISPUTES

In the case of a dispute concerning the interpretation or application of this Convention or of a default in obligations under this Convention, the Food Aid Committee shall meet and take appropriate action.

*Article VI*

## SIGNATURE

(1) This Convention shall be open for signature in Washington from 29 March 1971 until and including 3 May 1971 by the Governments of Argentina, Australia, Canada, Finland, Japan, Sweden, Switzerland and the United States of America and by the European Economic Community and its member States, provided that they sign both this Convention and the Wheat Trade Convention, 1971.<sup>1</sup>

(2) This Convention shall also be open for signature, on the same conditions, to countries signatories of the Food Aid Convention 1967<sup>2</sup> which are not enumerated in paragraph (1) of this Article, provided that their contribution is at least equal to that which they agreed to make in the Food Aid Convention 1967.

*Article VII*

## RATIFICATION, ACCEPTANCE OR APPROVAL

This Convention shall be subject to ratification, acceptance or approval by each signatory in accordance with its constitutional or institutional procedures, provided that it also ratifies, accepts or approves the Wheat Trade Convention, 1971. Instruments of ratification, acceptance, approval or conclusion shall be deposited with the Government of the United States of America not later than 17 June 1971, except that the Food Aid Committee may grant one or more extensions of time to any signatory that has not deposited its instrument of ratification, acceptance, approval or conclusion by that date.

<sup>1</sup> See p. 48 of this volume.

<sup>2</sup> United Nations, *Treaty Series*, vol. 727, p. 3.

*Article V*

## MANQUEMENTS AUX ENGAGEMENTS ET DIFFÉRENDS

En cas de différend relatif à l'interprétation ou à l'application de la présente Convention ou d'un manquement aux obligations contractées en vertu de ladite Convention, le Comité de l'aide alimentaire se réunit pour décider des mesures à prendre.

*Article VI*

## SIGNATURE

1. La présente Convention sera ouverte, à Washington, du 29 mars 1971 au 3 mai 1971 inclus, à la signature des Gouvernements de l'Argentine, de l'Australie, du Canada, des États-Unis d'Amérique, de la Finlande, du Japon, de la Suède et de la Suisse, ainsi qu'à celle de la Communauté économique européenne et de ses États membres, sous réserve qu'ils signent aussi bien la présente Convention que la Convention sur le commerce du blé de 1971<sup>1</sup>.

2. La présente Convention sera également ouverte, dans les mêmes conditions, à la signature des pays signataires de la Convention relative à l'aide alimentaire de 1967<sup>2</sup> qui ne sont pas énumérés au paragraphe 1 du présent article, pourvu que leur contribution soit au moins égale à celle qu'ils avaient souscrite dans la Convention relative à l'aide alimentaire de 1967.

*Article VII*

## RATIFICATION, ACCEPTATION OU APPROBATION

La présente Convention est soumise à la ratification, à l'acceptation ou à l'approbation de chacune des parties signataires conformément à leurs procédures constitutionnelles ou institutionnelles, sous réserve que chacune d'elles ratifie, accepte ou approuve également la Convention sur le commerce du blé de 1971. Les instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation ou de conclusion seront déposés auprès du Gouvernement des États-Unis d'Amérique au plus tard le 17 juin 1971, étant entendu que le Comité de l'aide alimentaire peut accorder une ou plusieurs prolongations de délai à tout signataire qui n'aura pas déposé son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou de conclusion à cette date.

<sup>1</sup> Voir p. 49 du présent volume.

<sup>2</sup> Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 727, p. 3.

*Article VIII*

## ACCESSION

(1) This Convention shall be open for accession by the European Economic Community and its member States or by any other Government referred to in Article VI, provided the Government also accedes to the Wheat Trade Convention, 1971 and provided further that in the case of Governments referred to in paragraph (2) of Article VI their contribution is at least equal to that which they agreed to make in the Food Aid Convention 1967. Instruments of accession under this paragraph shall be deposited not later than 17 June 1971, except that the Food Aid Committee may grant one or more extensions of time to any Government that has not deposited its instrument of accession by that date.

(2) The Food Aid Committee may approve accession to this Convention, as a donor, by the Government of any Member of the United Nations or its specialized agencies on such conditions as the Food Aid Committee considers appropriate.

(3) If any such Government, which is not referred to in Article VI, wishes to apply for accession to this Convention between the close of the period fixed for signature and the entry into force of this Convention, the signatories of this Convention may approve accession on such conditions as they consider appropriate. Any such approval and conditions shall be as valid under this Convention as if this action had been taken by the Food Aid Committee after the entry into force of this Convention.

(4) Accession shall be effected by deposit of an instrument of accession with the Government of the United States of America.

*Article IX*

## PROVISIONAL APPLICATION

The European Economic Community and its member States and the Government of any other country referred to in Article VI may deposit with the Government of the United States of America a declaration of provisional application of this Convention, provided they also deposit a declaration of provisional application of the Wheat Trade Convention, 1971. Any other



*Article VIII*

## ADHÉSION

1. La présente Convention est ouverte à l'adhésion de la Communauté économique européenne et de ses États membres et de tout autre gouvernement visé à l'article VI, sous réserve que chacun d'eux adhère également à la Convention sur le commerce du blé de 1971 et sous réserve aussi, dans le cas des gouvernements visés au paragraphe 2 de l'article VI, que leur contribution soit au moins égale à celle qu'ils avaient souscrite dans la Convention relative à l'aide alimentaire de 1967. Les instruments d'adhésion prévus au présent paragraphe seront déposés au plus tard le 17 juin 1971, étant entendu que le Comité de l'aide alimentaire peut accorder une ou plusieurs prolongations de délai à tout gouvernement qui n'aura pas déposé son instrument d'adhésion à cette date.

2. Le Comité de l'aide alimentaire peut approuver l'adhésion à la présente Convention, en tant que donateur, du gouvernement de tout membre de l'Organisation des Nations Unies ou de ses institutions spécialisées aux conditions que le Comité de l'aide alimentaire jugera appropriées.

3. Si un tel gouvernement qui n'est pas visé à l'article VI sollicite son adhésion à la présente Convention entre la clôture de la période fixée pour la signature et l'entrée en vigueur de cette Convention, les signataires de ladite Convention peuvent approuver l'adhésion aux conditions qu'ils jugeront appropriées. Une telle approbation et de telles conditions auront la même valeur, en vertu de la présente Convention, que si ces décisions avaient été prises par le Comité de l'aide alimentaire après l'entrée en vigueur de la présente Convention.

4. L'adhésion a lieu par le dépôt d'un instrument d'adhésion auprès du Gouvernement des États-Unis d'Amérique.

*Article IX*

## APPLICATION PROVISOIRE

La Communauté économique européenne et ses États membres, ainsi que tout autre gouvernement d'un pays visé à l'article VI, peuvent déposer auprès du Gouvernement des États-Unis d'Amérique une déclaration d'application provisoire de la présente Convention, sous réserve qu'ils déposent aussi une déclaration d'application provisoire de la Convention sur le commerce

Government whose application for accession is approved may also deposit with the Government of the United States of America a declaration of provisional application. The European Economic Community and its member States as well as any Government depositing such a declaration shall provisionally apply this Convention and be provisionally regarded as parties thereto.

### *Article X*

#### ENTRY INTO FORCE

(1) This Convention shall enter into force for the European Economic Community and its member States and for those Governments that have deposited instruments of ratification, acceptance, approval, conclusion or accession as follows:

(a) on 18 June 1971 with respect to all provisions other than Article II; and

(b) on 1 July 1971 with respect to Article II,

provided that the European Economic Community and its member States and all Governments listed in paragraph (1) of Article VI have deposited such instruments or a declaration of provisional application by 17 June 1971 and that the Wheat Trade Convention 1971 is in force. For any other Government that deposits an instrument of ratification, acceptance, approval, conclusion or accession after the entry into force of the Convention, this Convention shall enter into force on the date of such deposit.

(2) If this Convention does not enter into force in accordance with the provisions of paragraph (1) of this Article, the Governments which by 18 June 1971 have deposited instruments of ratification, acceptance, approval, conclusion or accession or declarations of provisional application may decide by mutual consent that it shall enter into force among those Governments that have deposited instruments of ratification, acceptance, approval, conclusion or accession, provided that the Wheat Trade Convention, 1971 is in force, or they may take whatever other action they consider the situation requires.

du blé de 1971. Tout autre gouvernement dont la demande d'adhésion est approuvée peut aussi déposer auprès du Gouvernement des États-Unis d'Amérique une déclaration d'application provisoire. La Communauté économique européenne et ses États membres, ainsi que tout gouvernement déposant une telle déclaration, appliquent provisoirement la présente Convention et sont considérés provisoirement comme y étant parties.

### *Article X*

#### ENTRÉE EN VIGUEUR

1. La présente Convention entre en vigueur pour la Communauté économique européenne et ses États membres, ainsi que pour les gouvernements qui auront déposé des instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation, de conclusion ou d'adhésion, dans les conditions suivantes :

- a) le 18 juin 1971 pour toutes les dispositions autres que l'article II ;
- b) le 1<sup>er</sup> juillet 1971 pour l'article II ;

sous réserve que la Communauté économique européenne et ses États membres, ainsi que tous les autres gouvernements nommés au paragraphe 1 de l'article VI aient déposé de tels instruments ou une déclaration d'application provisoire au 17 juin 1971 et que la Convention sur le commerce du blé de 1971 soit en vigueur. La présente Convention entre en vigueur, pour tout autre gouvernement qui dépose un instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation, de conclusion ou d'adhésion après l'entrée en vigueur de la Convention, à la date dudit dépôt.

2. Si la présente Convention n'entre pas en vigueur conformément aux dispositions du paragraphe 1 du présent article, les gouvernements qui, au 18 juin 1971, auront déposé des instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation, de conclusion ou d'adhésion, ou des déclarations d'application provisoire, pourront décider d'un commun accord qu'elle entrera en vigueur entre les gouvernements qui ont déposé des instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation, de conclusion ou d'adhésion à condition que la Convention sur le commerce du blé de 1971 soit en vigueur ou bien pourront prendre toutes autres mesures que la situation leur paraîtra exiger.

*Article XI*

## DURATION

This Convention shall be effective for a three-year period from the date of the entry into force of Article II of this Convention.

*Article XII*

## NOTIFICATION BY DEPOSITARY GOVERNMENT

The Government of the United States of America as the depositary Government shall notify all signatory and acceding parties of each signature, ratification, acceptance, approval, conclusion, provisional application of, and accession to, this Convention.

*Article XIII*

## CERTIFIED COPY OF THE CONVENTION

As soon as possible after the definitive entry into force of this Convention, the depositary Government shall send a certified copy of this Convention in the English, French, Russian and Spanish languages to the Secretary-General of the United Nations for registration in accordance with Article 102 of the Charter of the United Nations. Any amendments to this Convention shall likewise be communicated.

*Article XIV*

## RELATIONSHIP OF PREAMBLE TO CONVENTION

This Convention includes the Preamble to the International Wheat Agreement, 1971.<sup>1</sup>

IN WITNESS WHEREOF the undersigned, having been duly authorized to this effect by their respective Governments or authorities, have signed this Convention on the dates appearing opposite their signature.

The texts of this Convention in the English, French, Russian and Spanish languages shall all be equally authentic. The originals shall be deposited in the archives of the Government of the United States of America, which shall transmit certified copies thereof to each signatory and acceding party.

<sup>1</sup> See p. 46 of this volume.

*Article XI*

## DURÉE

La présente Convention restera en vigueur pour une période de trois ans à compter de la date d'entrée en vigueur de l'article II de ladite Convention.

*Article XII*

## NOTIFICATION PAR LE GOUVERNEMENT DÉPOSITAIRE

Le Gouvernement des États-Unis d'Amérique, en qualité de gouvernement dépositaire, notifiera à toutes les parties signataires et adhérentes toute signature, toute ratification, toute acceptation, toute approbation, toute conclusion, toute application provisoire de la présente Convention et toute adhésion à ladite Convention.

*Article XIII*

## COPIE CERTIFIÉE CONFORME DE LA CONVENTION

Le plus tôt possible après l'entrée en vigueur définitive de la présente Convention, le gouvernement dépositaire adressera une copie certifiée conforme de ladite Convention en langues anglaise, espagnole, française et russe au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies pour enregistrement conformément à l'Article 102 de la Charte des Nations Unies. Tout amendement à la présente Convention sera pareillement communiqué au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

*Article XIV*

## RAPPORTS ENTRE LE PRÉAMBULE ET LA CONVENTION

La présente Convention comprend le Préambule de l'Accord international sur le blé de 1971 <sup>1</sup>.

EN FOI DE QUOI les soussignés, dûment autorisés à cet effet par leurs gouvernements ou leurs autorités respectifs, ont signé la présente Convention aux dates figurant en regard de leur signature.

Les textes de la présente Convention en langues anglaise, espagnole, française et russe font également foi. Les originaux seront déposés dans les archives du Gouvernement des États-Unis d'Amérique, qui en transmettra des copies certifiées conformes à toutes les parties signataires et adhérentes.

<sup>1</sup> Voir p. 47 du présent volume.

[RUSSIAN TEXT — TEXTE RUSSE]

## КОНВЕНЦИЯ ПО ОКАЗАНИЮ ПРОДОВОЛЬСТВЕННОЙ ПОМОЩИ 1971 ГОДА

### Статья I

#### ЦЕЛЬ

Целью настоящей Конвенции является проведение в жизнь программы продовольственной помощи развивающимся странам за счет поступивших взносов.

### Статья II

#### МЕЖДУНАРОДНАЯ ПРОДОВОЛЬСТВЕННАЯ ПОМОЩЬ

1) Страны-участницы настоящей Конвенции согласны предоставить в качестве продовольственной помощи развивающимся странам пшеницу, необработанное зерно или продукты из него, пригодные для потребления людьми и приемлемого сорта и качества, или их эквивалент в валюте, в минимальном ежегодном объеме, указанном ниже в пункте 2.

2) Минимальный ежегодный взнос каждой страны-участницы настоящей Конвенции устанавливается в следующем размере:

	<i>Метрич. тонны</i>
Аргентина . . . . .	23 000
Австралия . . . . .	225 000
Европейское экономическое сообщество . . . . .	1 035 000
Канада . . . . .	495 000
Соединенные Штаты Америки . . . . .	1 890 000
Швейцария . . . . .	32 000
Швеция . . . . .	35 000
Финляндия . . . . .	14 000
Япония . . . . .	225 000

3) В целях осуществления этой Конвенции любая страна, подписавшая настоящую Конвенцию в соответствии с пунктом 2 статьи VI или присоединившаяся к настоящей Конвенции в соответствии с пунктом 2 или 3 статьи VIII, будет считаться поименованной в пункте 2 статьи II с указанием минимального вклада этой страны, определенного согласно соответствующим положениям статьи VI или статьи VIII.

[SPANISH TEXT — TEXTE ESPAGNOL]

## CONVENIO SOBRE LA AYUDA ALIMENTARIA, 1971

*Artículo I*

## FINALIDAD

El presente Convenio tiene por finalidad llevar a cabo un programa de ayuda alimentaria en beneficio de los países en desarrollo, mediante las aportaciones que se reciban.

*Artículo II*

## AYUDA ALIMENTARIA INTERNACIONAL

1) Los países partes en el presente Convenio se comprometen a hacer aportaciones de trigo, cereales secundarios o sus productos derivados, adecuados para el consumo humano y de un tipo y calidad aceptables, o su equivalente en efectivo, por las cuantías anuales mínimas especificadas en el párrafo 2) que sigue.

2) La aportación anual mínima de cada país parte en el presente Convenio se fija del modo siguiente:

	<i>Toneladas métricas</i>
Argentina . . . . .	23.000
Australia . . . . .	225.000
Canadá . . . . .	495.000
Comunidad Económica Europea . . . . .	1.035.000
Estados Unidos de América . . . . .	1.890.000
Finlandia . . . . .	14.000
Japón . . . . .	225.000
Suecia . . . . .	35.000
Suiza . . . . .	32.000

3) A los efectos de la aplicación del presente Convenio, todo país que lo firme en virtud del párrafo 2) del artículo VI, que se adhiera a él en virtud del párrafo 2) o 3) del artículo VIII o que deposite una declaración de aplicación provisional en virtud del artículo IX se considerará enumerado en el párrafo 2) del artículo II junto con la aportación mínima que se le asigne con arreglo a las disposiciones pertinentes del artículo VI o del artículo VIII.

4) Взнос страны, производящей его полностью или частично в валюте, должен определяться из расчета 1,73 долл. США за бушель пшеницы по общему объему, определенному для этой страны (или той его части, которая не вносится зерном).

5) Продовольственная помощь зерном производится на следующих условиях:

- a) продажа с оплатой в валюте импортирующей страны, которая не обратима в валюту, товары или услуги, могущие быть использованы в стране-участнице Конвенции\*;
- b) предоставление зерна в качестве дара или предоставление валюты в качестве дара для покупки зерна импортирующей страной; или
- c) продажа в кредит, при которой погашение долга осуществляется небольшими ежегодными взносами в течение двадцати или более лет по процентной ставке ниже существующей в данное время коммерческой ставки на мировых рынках\*\*, при условии, что продовольственная помощь зерном будет предоставляться в максимально возможной степени на условиях, изложенных в подпунктах «a» и «b» выше.

6) Закупки зерна должны производиться у стран-участниц.

7) При использовании денежных фондов, предоставленных в дар, особое внимание должно уделяться содействию экспорта зерна из развивающихся стран-участниц Конвенции. Для этой цели развивающимся странам предоставляется приоритет, с тем чтобы не менее 35% взноса в валюте для покупки зерна для оказания продовольственной помощи или та часть взноса, которая требуется для покупки 200 000 метрических тонн зерна, использовались для покупки зерна, произведенного в развивающихся странах-участницах.

8) Взносы зерном осуществляются странами, оказывающими помощь, на условиях фоб срочные сделки.

9) Страны-участницы настоящей Конвенции могут в связи со своими взносами в программу продовольственной помощи указывать страну-получателя или страны-получатели этой помощи.

\* При особых обстоятельствах может быть сделано исключение, но не более 10%.

\*\* В соглашении о продаже в кредит может быть предусмотрена первоначальная выплата при поставке товара в размере до 15% от общей стоимости.



4) Cuando la aportación de un país al programa se realice total o parcialmente en efectivo, se calculará evaluando la cantidad correspondiente a dicho país (o la proporción de dicha cantidad no aportada en cereales) a razón de 1,73 dólares de los Estados Unidos por *bushel*.

5) La ayuda alimentaria en forma de cereales podrá adoptar las modalidades siguientes:

- a) Ventas pagaderas en moneda del país importador, que no sea transferible ni convertible en moneda o en bienes y servicios utilizables por el país miembro \* ;
- b) Donativos en cereales o en efectivo destinados a la adquisición de cereales para el país importador;
- c) Ventas a crédito pagaderas en plazos anuales razonables a lo largo de períodos de 20 o más años y con tipos de interés inferiores a los tipos comerciales que prevalezcan en los mercados mundiales \*\*, quedando entendido que la ayuda alimentaria en forma de cereales adoptará en la mayor medida posible las modalidades indicadas en los apartados a) y b) *supra*.

6) Los cereales se compararán a los países participantes.

7) Al utilizar los fondos concedidos se procurará de modo particular facilitar las exportaciones de cereales de los países en desarrollo participantes. Para este fin, se establecerá un orden de prioridades, de manera que el 35 % por lo menos de la aportación en efectivo destinada a la adquisición de cereales en concepto de ayuda alimentaria, o la parte de dicha aportación necesaria para adquirir 200.000 toneladas métricas, se utilice para comprar cereales producidos en países en desarrollo participantes.

8) Los países donantes situarán sus aportaciones en cereales f.o.b. para entrega futura.

9) Los países partes en el presente Convenio podrán, por lo que respecta a su aportación al programa de ayuda alimentaria, designar un país o países beneficiarios.

---

\* En circunstancias excepcionales, podrá concederse una excepción no superior al 10 %.

\*\* En el acuerdo sobre las ventas a crédito se podrá estipular el pago de hasta el 15 % del precio total en el momento de la entrega del cereal.

10) Страны-участницы настоящей Конвенции могут производить свои взносы через какую-либо международную организацию или на двусторонней основе. Однако, в соответствии с рекомендацией, содержащейся в пункте 3 резолюции 2682 (XXV) Генеральной Ассамблеи Организации Объединенных Наций, они должны полностью учитывать преимущества направления большей доли продовольственной помощи по многосторонним каналам и должны, в частности, прибегать к услугам Мировой продовольственной программы.

### Статья III

#### КОМИТЕТ ПО ПРОДОВОЛЬСТВЕННОЙ ПОМОЩИ

1) Учреждается Комитет по продовольственной помощи в составе представителей стран, указанных в пункте 2 статьи II настоящей Конвенции, а также других стран, которые становятся участницами настоящей Конвенции. Комитет назначает председателя и заместителя председателя.

2) Комитет может, когда он сочтет целесообразным, приглашать для участия в его работе в качестве наблюдателей представителей секретариатов других международных организаций, членский состав которых ограничивается правительствами стран, являющихся также членами Организации Объединенных Наций или ее специализированных учреждений.

3) Комитет будет:

- a) регулярно получать доклады от стран-участниц относительно объема, характера, направления и условий их взносов по оказанию продовольственной помощи в соответствии с настоящей Конвенцией;
- b) контролировать закупки зерновых, финансируемые из денежных взносов, особо учитывая при этом обязательство, предусмотренное в пункте 7 статьи II относительно закупок зерновых в развивающихся странах-участницах Конвенции.

4) Комитет будет:

- a) рассматривать, как выполняются обязательства по программе продовольственной помощи;

10) Los países partes en el presente Convenio podrán hacer su aportación por conducto de una organización internacional o de modo bilateral. No obstante, de conformidad con la recomendación formulada en el párrafo 3) de la resolución 2682 (XXV) de la Asamblea General de las Naciones Unidas, considerarán detenidamente las ventajas de encauzar una mayor proporción de la ayuda alimentaria por conductos multilaterales y concederán especial importancia a la utilización del Programa Mundial de Alimentos.

### *Artículo III*

#### COMITÉ DE AYUDA ALIMENTARIA

1) Se constituirá un Comité de Ayuda Alimentaria integrado por los países que figuran en el párrafo 2) del artículo II del presente Convenio y por los que entren a formar parte de este Convenio. El Comité nombrará a un presidente y un vicepresidente.

2) Cuando sea conveniente, el Comité podrá invitar a que asistan a sus reuniones, en calidad de observadores, a representantes de las secretarías de otras organizaciones internacionales, cuya composición se limite a los gobiernos que son también Miembros de las Naciones Unidas o de sus organismos especializados.

3) El Comité:

- a) recibirá regularmente de los países miembros informes sobre la cantidad, la composición, las modalidades de distribución y las condiciones de la ayuda alimentaria que prestan con arreglo al presente Convenio;
- b) se mantendrá al tanto de las compras de cereales costeadas por medio de aportaciones en efectivo, teniendo en cuenta especialmente la obligación que figura en el párrafo 7) del artículo II, relativa a las compras de cereales a los países en desarrollo participantes.

4) El Comité:

- a) examinará la forma en que se han cumplido las obligaciones contraídas en virtud del programa de ayuda alimentaria;

b) регулярно проводить обмен информацией по вопросам осуществления мер по оказанию продовольственной помощи согласно настоящей Конвенции и, в частности, при наличии соответствующей информации, относительно их влияния на производство продовольственных товаров в странах, получающих помощь. Комитет, когда это необходимо, представляет доклады.

5) Для целей, предусмотренных в пункте 4 настоящей статьи, Комитет может получать информацию от стран, получающих помощь, и проводить с ними консультации.

#### *Статья IV*

##### АДМИНИСТРАТИВНЫЕ ПОЛОЖЕНИЯ

Комитет по продовольственной помощи, учрежденный согласно положениям статьи III, пользуется услугами секретариата Международного совета по пшенице при выполнении таких административных функций, которые может потребовать Комитет, включая подготовку и распространение документации и докладов.

#### *Статья V*

##### НАРУШЕНИЯ И СПОРЫ

В случае возникновения споров относительно толкования или применения настоящей Конвенции или нарушения обязательств, предусмотренных настоящей Конвенцией, созывается Комитет по продовольственной помощи, который рассматривает споры и принимает соответствующее решение.

#### *Статья VI*

##### ПОДПИСАНИЕ

1) Настоящая Конвенция будет открыта для подписания в Вашингтоне с 29 марта 1971 года по 3 мая 1971 года включительно правительствам Австралии, Аргентины, Канады, Соединенных Штатов Америки, Финляндии, Швейцарии, Швеции и Японии, а также Европейским экономическим сообществом и его государствами-членами при условии подписания ими настоящей Конвенции и Конвенции по торговле пшеницей 1971 года.

b) efectuará un intercambio regular de informaciones acerca de la aplicación de los acuerdos de ayuda alimentaria concertados en virtud del Convenio y en particular, cuando se disponga de datos pertinentes, sobre sus efectos en la producción de alimentos de los países beneficiarios. El Comité presentará un informe, cuando proceda.

5) Para los fines del párrafo 4) del presente artículo, el Comité recibirá informaciones de los países beneficiarios y podrá celebrar consultas con ellos.

#### *Artículo IV*

##### DISPOSICIONES ADMINISTRATIVAS

El Comité de Ayuda Alimentaria, establecido con arreglo a lo dispuesto en el artículo III, utilizará los servicios de la Secretaría del Consejo Internacional del Trigo en el cumplimiento de las tareas administrativas que pueda encargarle el Comité, entre ellas la preparación y distribución de documentos e informes.

#### *Artículo V*

##### CONTROVERSIAS E INCUMPLIMIENTO DE OBLIGACIONES

En el caso de una controversia relativa a la interpretación o aplicación del presente Convenio o en el de incumplimiento de obligaciones contraídas en virtud del presente Convenio, el Comité de Ayuda Alimentaria se reunirá para tomar las medidas oportunas.

#### *Artículo VI*

##### FIRMA

1) El presente Convenio quedará abierto a la firma de los Gobiernos de Argentina, Australia, Canadá, Estados Unidos de América, Finlandia, Japón, Suecia y Suiza, así como de la Comunidad Económica Europea y de sus Estados miembros, en Wáshington, desde el 29 de marzo de 1971 hasta el 3 de mayo de 1971 inclusive, siempre que dichos países firmen tanto el presente Convenio como el Convenio sobre el Comercio del Trigo, 1971.

2) Настоящая Конвенция будет открыта также, на тех же условиях, для подписания странами-участницами Конвенции по оказанию продовольственной помощи 1967 года, которые не перечислены в пункте I настоящей статьи, в случае если их взносы будут по крайней мере равны взносам, которые они обязались внести согласно Конвенции по оказанию продовольственной помощи 1967 года.

### *Статья VII*

#### РАТИФИКАЦИЯ, ПРИНЯТИЕ ИЛИ ОДОБРЕНИЕ

Настоящая Конвенция подлежит ратификации, принятию или одобрению каждой из подписавших ее сторон в соответствии с принятыми в этих странах конституционным или административным процедурам при условии, что она также ратифицирует, примет или одобрит Конвенцию по торговле пшеницей 1971 года. Акты о ратификации, принятии, одобрении или заключении сдаются на хранение правительству Соединенных Штатов Америки не позднее 17 июня 1971 года, за исключением тех случаев, когда Комитет по продовольственной помощи предоставляет одну отсрочку или более какой-либо подписавшей стороне, которая не сдала на хранение к этому сроку свой акт о ратификации, принятии, одобрении или заключении.

### *Статья VIII*

#### ПРИСОЕДИНЕНИЕ

1) Настоящая Конвенция открыта для присоединения к ней Европейского экономического сообщества и его государств-членов или правительства любой страны, упомянутой в статье VI, при условии, что это правительство также присоединится к Конвенции по торговле пшеницей 1971 года, и при условии, далее, что в том, что касается правительств, на которые делается ссылка в пункте 2 статьи VI, их взносы будут по крайней мере равными взносам, которые они обязались внести согласно Конвенции по оказанию продовольственной помощи 1967 года. Акты о присоединении в соответствии с настоящим пунктом сдаются на хранение не позднее 17 июня 1971 года, за исключением тех случаев, когда Комитет по продовольственной помощи предоставляет одну отсрочку или более какому-либо правительству, которое не сдало на хранение к этому сроку свой акт о присоединении.

2) El presente Convenio quedará igualmente abierto, en las mismas condiciones, a la firma de los países signatarios del Convenio sobre la Ayuda Alimentaria de 1967, no enumerados en el párrafo 1) del presente artículo, siempre que su aportación sea igual, por lo menos, a la que convinieron efectuar en el Convenio sobre la Ayuda Alimentaria de 1967.

### *Artículo VII*

#### RATIFICACIÓN, ACEPTACIÓN O APROBACIÓN

El presente Convenio estará sujeto a la ratificación, aceptación o aprobación de cada uno de los signatarios, de conformidad con sus respectivos procedimientos constitucionales o institucionales, siempre que ratifique, acepte o apruebe asimismo el Convenio sobre el Comercio del Trigo, 1971. Los instrumentos de ratificación, aceptación, aprobación o conclusión se depositarán en poder del Gobierno de los Estados Unidos de América, a más tardar el 17 de junio de 1971, quedando entendido que el Comité de Ayuda Alimentaria podrá conceder una o varias prórrogas a un signatario que no haya depositado su instrumento de ratificación, aceptación, aprobación o conclusión en la fecha indicada.

### *Artículo VIII*

#### ADHESIÓN

1) El presente Convenio quedará abierto a la adhesión de la Comunidad Económica Europea y de sus Estados miembros o de cualquier otro gobierno mencionado en el artículo VI, siempre que dicho gobierno se adhiera también al Convenio sobre el Comercio del Trigo, 1971 y que en el caso de los gobiernos mencionados en el párrafo 2) del artículo VI su aportación sea igual, por lo menos, a la que convinieron efectuar en el Convenio sobre la Ayuda Alimentaria de 1967. Los instrumentos de adhesión correspondientes se depositarán a más tardar el 17 de junio de 1971, quedando entendido que el Comité de Ayuda Alimentaria podrá conceder una o varias prórrogas a cualquier gobierno que no haya depositado su instrumento de adhesión en la fecha indicada.

2) Комитет по продовольственной помощи может одобрить присоединение к настоящей Конвенции в качестве донора правительства любого государства-члена Организации Объединенных Наций или ее специализированных учреждений и определить условия такого присоединения.

3) Если любое такое правительство, не упомянутое в статье VI, пожелает заявить о своем присоединении к настоящей Конвенции в период между окончанием срока, определенного для подписания, и вступлением в силу настоящей Конвенции, то стороны, подписавшие Конвенцию, могут одобрить присоединение на условиях, которые будут признаны ими соответствующими. Такое одобрение и такие условия будут иметь такую же силу, согласно настоящей Конвенции, как если бы эти решения были приняты Комитетом по продовольственной помощи после вступления в силу настоящей Конвенции.

4) Присоединение осуществляется посредством сдачи на хранение акта о присоединении Правительству Соединенных Штатов Америки.

### *Статья IX*

#### ВРЕМЕННОЕ ПРИМЕНЕНИЕ

Европейское экономическое сообщество и его государства-члены, а также правительство любой страны, упомянутой в статье VI, могут сдать на хранение Правительству Соединенных Штатов Америки декларацию о временном применении настоящей Конвенции по торговле пшеницей 1971 года. Любое другое правительство, чья декларация о присоединении одобрена, может также сдать на хранение Правительству Соединенных Штатов Америки декларацию о временном применении. Европейское экономическое сообщество и его государства-члены, а также любое правительство, депонирующее такую декларацию, временно применяют настоящую Конвенцию и временно рассматриваются как стороны Конвенции.

### *Статья X*

#### ВСТУПЛЕНИЕ В СИЛУ

1) Настоящая Конвенция вступает в силу для Европейского экономического сообщества и его государств-членов, а также для тех пра-



2) El Comité de Ayuda Alimentaria podrá aprobar la adhesión al presente Convenio, como donante, del gobierno de todo Estado Miembro de las Naciones Unidas o de sus organismos especializados en las condiciones que el Comité considere apropiadas.

3) Si alguno de estos gobiernos, que no se menciona en el artículo VI, solicita su adhesión al presente Convenio entre el término del período fijado para la firma y la entrada en vigor de este Convenio, los signatarios del mismo podrán aprobar la adhesión en las condiciones que ellos consideren apropiadas. Tal aprobación y tales condiciones serán tan válidas con arreglo al presente Convenio como si el Comité de Ayuda Alimentaria hubiera tomado la decisión después de la entrada en vigor del presente Convenio.

4) La adhesión se llevará a efecto depositando un instrumento de adhesión en poder del Gobierno de los Estados Unidos de América.

### *Artículo IX*

#### APLICACIÓN PROVISIONAL

La Comunidad Económica Europea y sus Estados miembros y el gobierno de cualquier otro país mencionado en el artículo VI podrán depositar en poder del Gobierno de los Estados Unidos de América una declaración de aplicación provisional del presente Convenio, siempre que depositen también una declaración de aplicación provisional del Convenio sobre el Comercio del Trigo, 1971. Cualquier otro gobierno cuya solicitud de adhesión sea aprobada podrá asimismo depositar en poder del Gobierno de los Estados Unidos de América una declaración de aplicación provisional. La Comunidad Económica Europea y sus Estados miembros, así como cualquier gobierno que deposite tal declaración, aplicarán provisionalmente el presente Convenio y serán considerados provisionalmente como partes en el mismo.

### *Artículo X*

#### ENTRADA EN VIGOR

1) El presente Convenio entrará en vigor para la Comunidad Económica Europea y sus Estados miembros y aquellos gobiernos que hayan depositado

вительств, которые сдадут на хранение акты о ратификации, принятии, одобрении, заключении или присоединении, в следующем порядке:

- a) 18 июня 1971 года в отношении всех положений, кроме положений статьи II; и
- b) 1 июля 1971 года в отношении статьи II;

при условии, что Европейское экономическое сообщество и его государства-члены, так же как и все другие страны, перечисленные в пункте 1 статьи VI, к 17 июня 1971 года сдадут на хранение эти акты или заявления о временном применении, и при условии вступления в силу Конвенции по торговле пшеницей 1971 года. Настоящая Конвенция вступает в силу для любого другого правительства, которое сдаст на хранение акт о ратификации, принятии, одобрении, заключении или присоединении после вступления в силу Конвенции в дату сдачи на хранение указанных актов.

2) Если настоящая Конвенция не вступит в силу в соответствии с положением пункта 1 настоящей статьи, то правительства, которые к 18 июня 1971 года сдадут на хранение акты о ратификации, принятии, одобрении, заключении или присоединении или заявления о временном применении, могут по взаимной договоренности решить, что Конвенция вступает в силу для тех правительств, которые сдали на хранение акты о ратификации, принятии, одобрении, заключении или присоединении при условии вступления в силу Конвенции по торговле пшеницей 1971 года, или они могут принять какие-либо другие меры, которых по их мнению, требует обстановка.

## *Статья XI*

### СРОК ДЕЙСТВИЯ

Настоящая Конвенция остается в силе в течение трех лет с даты вступления в силу Статьи II этой Конвенции.

## *Статья XII*

### НОТИФИКАЦИЯ ПРАВИТЕЛЬСТВА СТРАНЫ-ДЕПОЗИТАРИЯ

Правительство Соединенных Штатов Америки в качестве правительства страны депозитария будет сообщать всем Сторонам, подпи-

instrumentos de ratificación, aceptación, aprobación, conclusión o adhesión de la manera siguiente:

- a) el 18 de junio de 1971, respecto de todas las disposiciones, salvo el artículo II, y
- b) el 1.º de julio de 1971, respecto del artículo II,

siempre que la Comunidad Económica Europea y sus Estados miembros y todos los demás gobiernos mencionados en el párrafo 1) del artículo VI hayan depositado dichos instrumentos o una declaración de aplicación provisional, a más tardar el 17 de junio de 1971, y que el Convenio sobre el Comercio del Trigo, 1971 esté en vigor. Para cualquier otro gobierno que deposite un instrumento de ratificación, aceptación, aprobación, conclusión o adhesión después de que el Convenio haya entrado en vigor, el presente Convenio entrará en vigor en la fecha en que se haya efectuado dicho depósito.

2) Si el presente Convenio no entra en vigor de conformidad con lo dispuesto en el párrafo 1) del presente artículo, los gobiernos que al 18 de junio de 1971 hayan depositado instrumentos de ratificación, aceptación, aprobación, conclusión o adhesión, o declaraciones de aplicación provisional, podrán decidir de común acuerdo que el mismo entrará en vigor entre aquellos gobiernos que hayan depositado instrumentos de ratificación, aceptación, aprobación, conclusión o adhesión, siempre que el Convenio sobre el Comercio del Trigo, 1971 esté en vigor, o podrán tomar cualquier otra decisión que, a su parecer, requiera la situación.

### *Artículo XI*

#### DURACIÓN

El presente Convenio tendrá un período de vigencia de tres años a partir de la entrada en vigor del artículo II de este Convenio.

### *Artículo XII*

#### NOTIFICACIÓN DEL GOBIERNO DEPOSITARIO

El Gobierno de los Estados Unidos de América, en su calidad de Gobierno depositario, notificará a todas las partes signatarias y a todas las

савшим Конвенцию и присоединившимся к пей, о каждом подписании, ратификации, приятии, одобрении, заключении, временем примеие- нии или присоединении к настоящей Конвенции.

### *Статья XIII*

#### ЗАВЕРЕННАЯ КОПИЯ КОНВЕНЦИИ

В кратчайший срок после окончательного вступления в силу настоящей Конвенции правительство-депозитарий посылает заверенную копию текста настоящей Конвенции на английском, испанском, русском и французском языках Генеральному Секретарю Организации Объединенных Наций для регистрации в соответствии с положениями статьи 102 Устава Организации Объединенных Наций. В таком же порядке сообщаются все изменения к настоящей Конвенции.

### *Статья XIV*

#### ОТНОШЕНИЕ ПРЕАМБУЛЫ К КОНВЕНЦИИ

Настоящая Конвенция включает преамбулу Международного соглашения по пшенице 1971 года.

**В УДОСТОВЕРЕНИЕ ЧЕГО** нижеподписавшиеся, будучи должным образом на то уполномочены своими соответствующими правительствами или органами власти, подписали настоящую Конвенцию в даты, указанные против их подписей.

Тексты настоящей Конвенции на английском, испанском, русском и французском языках являются равно аутентичными. Подлинники сдаются на хранение в архивы правительства Соединенных Штатов Америки, которое рассылает заверенные копии каждой подписавшей и присоединившейся Стороне.

partes que se hayan adherido, toda firma, ratificación, aceptación, aprobación, conclusión o aplicación provisional del presente Convenio, y toda adhesión al mismo.

### *Artículo XIII*

#### COPIA CERTIFICADA DEL CONVENIO

Tan pronto como sea posible después de la entrada en vigor definitiva del presente Convenio, el Gobierno depositario enviará copia certificada del Convenio en los idiomas español, francés, inglés y ruso al Secretario General de las Naciones Unidas para que lo registre con arreglo a lo dispuesto en el Artículo 102 de la Carta de las Naciones Unidas. Toda enmienda al presente Convenio se comunicará de la misma manera al Secretario General de las Naciones Unidas.

### *Artículo XIV*

#### RELACIÓN ENTRE EL PREÁMBULO Y EL CONVENIO

El presente Convenio comprende el Preámbulo del Convenio Internacional del Trigo, 1971.

EN FE DE LO CUAL, los infrascritos, debidamente autorizados a este efecto por sus respectivos gobiernos o autoridades, han firmado este Convenio en las fechas que aparecen frente a sus firmas.

Los textos del presente Convenio, en los idiomas español, francés, inglés y ruso, serán todos igualmente auténticos, quedando los originales depositados en los archivos del Gobierno de los Estados Unidos de América, quien transmitirá copia certificada de los mismos a cada uno de los signatarios y de las partes que se adhieran.

For Argentina:  
Pour l'Argentine :  
За Аргентину:  
Por la Argentina:

[PEDRO E. REAL]<sup>1</sup>  
May 3rd, 1971

For Australia:  
Pour l'Australie :  
За Австралию:  
Por Australia:

J. PLIMSOLL  
29 April 1971

For Belgium:  
Pour la Belgique :  
За Бельгию:  
Por Belgica:

[WALTER LORIDAN]  
May 3, 1971

For Canada:  
Pour le Canada :  
За Канаду:  
Por el Canada:

M. CADIEUX  
May 3, 1971

For Denmark:  
Pour le Danemark :  
За Данию:  
Por Dinamarca:

For the European Economic Community:  
Pour la Communauté Économique Européenne :  
За Европейское Экономическое Сообщество:  
Por la Comunidad Económica Europea:

[L. G. RABOT]  
3 mai 1971

---

<sup>1</sup> Names of signatories appearing between brackets were not legible and have been supplied by the Government of the United States of America — Les noms des signataires donnés entre crochets étaient illisibles et ont été fournis par le Gouvernement des États-Unis d'Amérique.

For Finland:  
Pour la Finlande :  
За Финляндию:  
Por Finlandia:

For France:  
Pour la France :  
За Францию:  
Por Francia:

CHARLES LUCET  
May 3rd, 1971

For the Federal Republic of Germany:  
Pour la République Fédérale d'Allemagne :  
За Федеративную Республику Германии:  
Por la República Federal de Alemania:

[ROLF PAULS]  
3 May 1971

For Italy:  
Pour l'Italie :  
За Италию:  
Por Italia:

[EGIDIO ORTONA]  
May 3, 1971

For Japan:  
Pour le Japon :  
За Японию:  
Por el Japon:

With a reservation to article II<sup>1</sup>.  
N. USHIBA  
April 30, 1971

For Luxembourg:  
Pour le Luxembourg :  
За Люксембург:  
Por Luxemburgo:

JEAN WAGNER  
May 3, 1971

<sup>1</sup> See p. 197 for the text of the reservation — Voir p. 197 pour le texte de la réserve.

For the Kingdom of the Netherlands:  
Pour le Royaume des Pays-Bas :  
За Королевство Нидерландов:  
Por el Reino de los Países Bajos:

[R. B. VAN LYNDEN]  
May 3rd, 1971

For Norway:  
Pour la Norvège :  
За Норвегию:  
Por Noruega:

For Sweden:  
Pour la Suède :  
За Швецию:  
Por Suecia:

[HUBERT DE BESCHE]  
May 3, 1971

For Switzerland:  
Pour la Suisse :  
За Швейцарию:  
Por Suiza:

[F. SCHNYDER]  
3 mai 1971

For the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland:  
Pour le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord :  
За Соединенное Королевство Великобритании и Северной Ирландии:  
Por el Reino Unido de Gran Bretaña e Irlanda del Norte:

For the United States of America:  
Pour les États-Unis d'Amérique :  
За Соединенные Штаты Америки:  
Por los Estados Unidos de América:

CLIFFORD M. HARDIN  
April 14, 1971



RESERVATION MADE UPON SIGNATURE OF THE FOOD AID CONVENTION, 1971

*JAPAN*

“The Government of Japan reserves the right to discharge its obligations under Article II by providing assistance in the form of rice, not excluding rice produced in non-member developing countries, or, if requested by recipient countries, in the form of agricultural materials.”

---

RÉSERVE FAITE LORS DE LA SIGNATURE DE LA CONVENTION RELATIVE À L'AIDE ALIMENTAIRE DE 1971

*JAPON*

[TRADUCTION — TRANSLATION]

Le Gouvernement japonais se réserve le droit de s'acquitter de ses obligations en vertu de l'article II en fournissant une aide sous forme de riz, y compris de riz produit dans des pays en voie de développement non membres, ou, si les pays bénéficiaires le demandent, sous forme de matériel agricole.

---

